

SECTION 1 – ETATS FINANCIERS**I. BILAN ACTIF**

Détail des postes Montants en euros	Valeurs brutes	Amort. e provisions	Valeurs nettes 31/12/15	Valeurs nettes 31/12/14
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, licences	874.093	823.843	50.249	1.716
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
	874.093	823.843	50.249	1.716
Immobilisations corporelles				
Installations techniques, matériel, outillage	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	2.443.032	1.761.166	681.866	528.463
	2.443.032	1.761.166	681.866	528.463
Immobilisations financières				
Autres immob. Financières, dépôts, cautions	35.480	-	35.480	56.314
	35.480	-	35.480	56.314
Immobilisations en cours				
Territoires APS APR Révisions sondages	210.287.512	-	210.287.512	201.820.129
Ouvrages constructions	616.590.320	-	616.590.320	536.331.521
	826.877.832	-	826.877.832	738.151.650
Avances et acomptes versés sur commandes				
Avances acomptes versés s/ co. Immobilisations corp.	28.032.567	-	28.032.567	11.690.898
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	858.263.003	2.585.009	855.677.994	750.429.041
Avances et acomptes versés sur commandes				
Avances acomptes versés s/ commandes	7.498	-	7.498	13.041
	7.498	-	7.498	13.041
Créances				
Clients et comptes rattachés	0		0	0
Autres créances	25.587.572	-	25.587.572	73.694.834
	25.587.572	-	25.587.572	73.699.749
Disponibilités				
Disponibilités	47.911.459	-	47.911.459	13.278.978
	47.911.459	-	47.911.459	13.278.978
Charges constatées d'avance				
Charges constatées d'avance	427.398	-	427.398	523.970
	427.398	-	427.398	523.970
TOTAL ACTIF CIRCULANT	73.933.927	-	73.933.927	87.515.738
TOTAL GENERAL	932.196.930	2.585.009	929.611.921	837.944.779

I. BILAN PASSIF

Détail des postes Montants en euros	31/12/2015	31/12/2014
Capital	1.000.000	1.000.000
Report à nouveau		
Report à nouveau	-137.507	-137.507
Réserves	4.686	4.686
Résultat net de l'exercice		
Résultat net de l'exercice	-	-
Subventions d'investissements	826.877.832	738.151.650
CAPITAUX PROPRES	827.745.011	739.018.829
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour litiges		
Provisions pour risques et charges	-	-
Indemnités de fin de contrats	270.540	231.649
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	270.540	231.649
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	24.887.231	22.702.231
Dettes fiscales	864.282	26.697
Dettes sociales	932.574	949.243
	26.684.087	23.678.171
Dettes sur immobilisations et autres dettes		
Dettes fournisseurs immobilisations comptes rattachés	-	1.104
Autres dettes	74.912.283	75.015.026
	74.912.283	75.016.130
Produits constatés d'avance		
Produits constatés d'avance	-	-
DETTES	101.596.369	98.694.301
TOTAL GENERAL	929.611.921	837.944.779

II. COMPTE DE RÉSULTAT

Détail des postes Montants en euros	31/12/2015	31/12/2014
Production vendue sur prestations services		
Production vendue	0	0
Production immobilisée	89.047.737	44.527.639
	89.047.737	44.527.639
Reprise sur amortissements et provisions	0	0
Autres produits	66	139.563
TOTAL PRODUITS EXPLOITATION	89.047.803	44.667.202
Autres achats et charges externes		
Territoires APS, APR & révisions	-4.446.227	-6.932.165
Travaux préliminaires et sondages	-72.572.048	-29.164.289
Personnel détaché	-1.540.583	-963.083
Autres fournitures diverses	-5.243.722	-3.246.553
	-83.802.579	-40.306.090
Impôts taxes versements assimilés	-220.130	-278.419
Charges de personnel		
Salaires et traitements	-3.273.091	-2.715.670
Charges sociales	-1.571.734	-1.203.997
	-4.844.825	-3.919.667
Dotations d'exploitation		
Dotations amortissements sur immobilisations	-162.838	-131.852
Dotations provisions	-	-
	-162.838	-131.852
Autres charges	-17.431	-31.174
TOTAL CHARGES EXPLOITATION	-89.047.803	-44.667.202
RESULTAT EXPLOITATION	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	54.572	43.713
Reprises sur provisions financières	-	-
Différence positive change	-	-
Transferts de charges financières	-	-
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	54.572	43.713
Intérêts charges assimilées	-8	-98
Dotations amortissements et provisions	-	-
Différence négatives change	-	-
Transferts de produits financiers	-54.563	-43.615
TOTAL CHARGES FINANCIERES	-54.572	-43.713
RESULTAT FINANCIER	0	0
RESULTAT COURANT	0	0
Produits exceptionnels sur opération de gestion	321.963	356
Produits exceptionnels sur opération en capital	-	-
Transferts de charges exceptionnelles	-	36.659
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	321.963	37.014
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	-54.972	-36.829
Charges exceptionnelles sur opération en capital	-	-186
Transferts de produits exceptionnels	-266.992	-
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	-321.963	-37.014
RESULTAT EXCEPTIONNEL	0	0
Impôts	-	-
RESULTAT NET	0	0

SECTION 2 – NOTES D'EXPLICATION SUR LES ETATS FINANCIERS

I. Présentation de TELT

TELT est une Société par actions simplifiée dont le siège social est situé à Chambéry (73006) - 1091, avenue de la Boisse.

Le capital social est fixé à la somme de 1.000.000 €. Il est divisé en 2000 actions de 500 € chacune. Les actions sont réparties à parts égales (1000 actions) entre les deux actionnaires, l'État français et *Ferrovie dello Stato Italiane S.p.A*

La direction opérationnelle de la Société est basée à Turin – Italie (10138), Via Paolo Borsellino 17b.

La législation applicable à TELT SAS est la législation française.

TELT SAS est immatriculée au Registre du commerce et des Sociétés (RCS) de Chambéry sous le numéro 439.556.952 et est enregistrée auprès de la Chambre de Commerce de Turin,

Les nouveaux statuts de la Société ont été signés le 23 février 2015.

TELT SAS, contrôlée par l'État français et par l'État italien (par l'intermédiaire de *Ferrovie dello Stato Italiane S.p.A*) depuis son assemblée générale du 23 février 2015, est issue de la transformation de Lyon Turin Ferroviaire (LTF SAS) antérieurement chargée des études, reconnaissances et travaux préliminaires de la partie commune franco-italienne de la section internationale. LTF était alors détenue pour moitié par Réseau Ferré de France et *Rete ferroviaria italiana*.

En vertu de l'accord franco-italien du 30 janvier 2012 pour la réalisation et l'exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin, TELT, en tant que promoteur public, est chargée de la réalisation puis de l'exploitation de la section transfrontalière située entre Saint-Jean-de-Maurienne, en France, et Suse-Bussoleno, en Italie.

Les documents sociaux de TELT peuvent être consultés auprès du siège. L'exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

II. Principaux événements de l'exercice

La signature du contrat conclu entre SNCF Réseau et l'État français et du contrat conclu entre RFI et FS pour la cession des actions de la société LTF a eu lieu le 4 février 2015.

La 39^{ème} Assemblée générale de Lyon Turin Ferroviaire (LTF SAS) a eu lieu en date du 23 février 2015 à Paris, en présence de M.M. POUPARD, Directeur Général des Infrastructures auprès du Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, représentant l'État français et ELIA, Administrateur Délégué de *Ferrovie dello Stato Italiane S.p.A*, nouveaux actionnaires.

La collectivité des Associés a notamment :

- Décidé le changement de dénomination sociale de la société : Lyon Turin Ferroviaire (LTF) devenant Tunnel Euralpin Lyon Turin (TELT) ;
- Mis fin au mandat des précédents administrateurs ;
- Approuvé les nouveaux Statuts du Promoteur Public, société en charge notamment de la direction stratégique et opérationnelle du projet de nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin sur la section transfrontalière ;
- Désigné les dix nouveaux administrateurs de la Société ;
- Désigné, parmi les administrateurs, le nouveau Directeur général.

Le Président de TELT SAS a été nommé par décret du Président de la République en date du 9 mars 2015.

Le premier Conseil d'Administration de la Société TELT s'est tenu le 16 mars 2015 à Rome, au siège de *Ferrovie dello Stato Italiane S.p.A.*, en présence des nouveaux administrateurs, du coordonnateur européen et des représentants des Régions Rhône-Alpes et Piémont.

III. Faits marquants depuis la clôture de l'exercice

- ✓ Le 29 janvier 2016, installation de la Commission des Contrats.
- ✓ Le 8 février 2016, remise du premier prix et des mentions spéciales décernées par le Jury lors du "TELT CONTEST", concours pour la création du symbole de la Société, à Lyon, Musée des Confluences.
- ✓ Le 3 mars, installation du Service Permanent de Contrôle.
- ✓ Le 8 mars, sommet bilatéral franco-italien à Venise entre le Président de la République française François Hollande et le Premier Ministre italien Matteo Renzi, au cours duquel a été signé le protocole additionnel pour le lancement des travaux de la nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin, un ouvrage qualifié d'essentiel pour l'avenir des relations commerciales entre les deux pays. La certification des coûts (8,3 milliards d'euros) a été ratifiée et la mise en place d'une législation antimafia sur tous les chantiers en France et en Italie, une première en Europe, a été rendue possible.

IV. Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice, clos le 31 décembre 2015, ont été établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, qui sont essentiellement ceux décrits ci-après.

1 Principes et méthodes comptables

- a) *Immobilisation des charges d'exploitation et de certaines charges financières et exceptionnelles*

Compte tenu du cadre juridique décrit dans la présente annexe et des principes comptables retenus par ses associés dans le cadre de projets similaires, la Société immobilise dans la rubrique "Immobilisations en cours" les charges qu'elle encourt au titre de son activité.

Le coût de la production immobilisée est ainsi constitué des charges directes et indirectes de la Société, y compris les charges d'administration générale, certaines charges financières nettes et exceptionnelles nettes et les impôts payés par les deux établissements.

Les charges financières nettes et les charges exceptionnelles nettes ont fait l'objet d'une analyse afin d'apprécier leur caractère immobilisable. Elles sont immobilisées à travers les comptes de transfert de produits et de charges financiers et exceptionnels.

Compte tenu de l'avancement du projet d'ensemble au 31 décembre 2015, les immobilisations en cours ainsi constituées ne sont pas amorties ou dépréciées et les subventions d'investissement qui s'y rattachent et inscrites en capitaux propres n'ont pas été rapportées au résultat.

Précisions relatives au changement de tracé situé en territoire italien.

Du fait de l'opposition locale italienne au projet, les travaux afférents à la galerie de Venaus en Italie avaient dû être suspendus en 2005. En 2011 et 2012, les activités liées à la nouvelle galerie de La Maddalena (qui se substitue à celle de Venaus) ont pu débuter avec, notamment, le début du creusement de la galerie à la fin du mois de novembre 2012.

En termes de coûts directs, les travaux déjà réalisés par TELT pour la galerie de Venaus figurent au bilan de la Société au 31 décembre 2015, pour un montant de 13,6 M€ en immobilisations en cours. Par ailleurs, une partie du coût des études APS et APR réalisées par TELT avant 2008, pour un montant total de 63,3 M€ au 31 décembre 2015, a concerné la partie italienne du projet, sans qu'il soit possible de déterminer une perte de valeur spécifique en lien avec le changement de tracé.

Du fait de la nature du projet d'ensemble conduit par la Société, aucun amortissement exceptionnel ou provision n'a été constitué à ce stade dans les comptes au 31 décembre 2015.

b) *Subventions d'investissement*

Les subventions d'investissement sont comptabilisées selon le niveau d'avancement des travaux et études financés.

Cette méthode dite des "subventions méritées" est conforme à celle appliquée par l'un des anciens associés de la Société (RFF) et permet de proportionner la reconnaissance des subventions en capitaux propres aux coûts engagés et dans la limite des subventions accordées.

2 Intégration des éléments italiens

Le siège social de TELT SAS est situé à Chambéry, en France.

Au siège de Chambéry est rattachée l'antenne de Modane et, à l'établissement secondaire de Turin, l'antenne de Suse.

Compte tenu des règles comptables et fiscales en France et en Italie, la comptabilité relative aux opérations de l'établissement secondaire de Turin est tenue de façon autonome au cours de l'exercice.

Les comptes italiens sont intégrés mensuellement dans la comptabilité du siège de Chambéry, à l'issue de retraitements pour mise aux normes françaises.

Les retraitements concernent l'amortissement des immobilisations.

3 Capitaux Propres

Les ressources de la Société sont uniquement constituées de subventions d'investissement affectées à la réalisation de l'objet social de TELT, tel que défini à l'art. 6 du Traité franco-italien de Turin du 29 janvier 2001, et de produits liés à des prestations réalisées pour les associés ou pour des tiers.

TELT inscrit les subventions sur immobilisations en cours dans la rubrique "capitaux propres". Les subventions acquises selon leurs modalités spécifiques d'attribution mais pour lesquelles les travaux et études financés n'ont pas encore été engagés à la clôture ne sont pas reconnues en capitaux propres sur l'exercice.

Les subventions accordées à TELT se présentent comme suit, selon leur origine :

- Les subventions accordées par le Ministère français des transports sont qualifiées de subventions d'investissement par la convention de financement signée entre TELT, l'État français et RFF le 15 octobre 2002 ;
- Les subventions accordées par l'AFITF (Agence de Financement des Infrastructures de Transport en France) sont qualifiées de subventions d'investissement par les conventions de financement signées entre l'État, l'AFITF, RFF et TELT le 11 juillet 2005 et le 15 septembre 2006 ;

- Les subventions accordées à RFF par l'Union européenne et reversées ensuite à la même date de valeur à TELT pour le financement du projet sont comptabilisées en tant que subventions d'équipement, compte tenu de la nature du projet ;
- Les appels de fonds réalisés par TELT envers RFI sont considérés symétriquement comme le reversement des subventions d'investissement perçues par RFI pour le compte de TELT, dans la limite des montants votés à la loi Programme italienne (« Contratto di Programma ») ;
- De même, les subventions accordées par le Comité Interministériel pour la Programmation Economique (CIPE) italien et versées directement par le Ministère italien des infrastructures et des transports sont qualifiées de subventions d'investissement.

A chaque clôture, TELT s'assure que l'ensemble des subventions méritées ainsi comptabilisées en capitaux propres a bien fait l'objet d'une autorisation d'octroi et que les travaux et études financés et immobilisés correspondent aux subventions octroyées et présentées en situation nette.

4 Immobilisations Incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production. Elles sont constituées de logiciels amortis sur un an.

5 Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.
Durée d'amortissement :

- Matériel et outillage industriel : 4 ans
- Matériel informatique et de bureautique : 4 ans
- Mobilier de bureau : 5 ans
- Installation agencement : 8 ans
- Matériel de transport : 4 ans

6 Immobilisations financières

Les dépôts et les cautions sont évalués à leur valeur nominale. Le montant comptabilisé correspond principalement à la caution pour les locaux situés en Italie et en France.

7 Informations relatives aux dirigeants

Les rémunérations du Président et du Directeur Général sont fixées par le Conseil d'Administration. Les autres administrateurs de la Société ne perçoivent pas de rémunération au titre de leur fonction.

8 Engagements pris en matière d'indemnité de départ des salariés

Les engagements auxquels TELT doit faire face en matière d'indemnités de départ en retraite des salariés en activité en France, selon les modalités d'ancienneté et de catégories professionnelles fixées par les textes, ne font pas l'objet de provisions au bilan arrêté au 31 décembre 2015, eu égard à la faible ancienneté et à l'âge moyen des effectifs.

Les engagements « TFR » sont provisionnés pour les salariés italiens, comme imposé par la législation en vigueur.

Les dotations et reprises de provisions sur ces engagements sont comptabilisées en charges de personnel dans le compte de résultat de la Société.

9 Provisions pour risques et charges

a) Risques fiscaux

La Société a fait l'objet d'un redressement en mars 2003, relatif à la déductibilité de la TVA sur la totalité de ses charges taxables.

Toutefois, dans sa lettre du 15 mars 2004, la Direction des services fiscaux de la Savoie a reconnu *"le droit à déduction de la Société TELT, dans la mesure où elle conduit des études et travaux d'infrastructures préliminaires dont elle acquiert la propriété, et manifeste l'intention de les mettre à disposition, à titre onéreux, auprès de futurs utilisateurs de ces ouvrages. En conséquence, une décision totale est prononcée concernant les demandes de remboursement de crédits de TVA en attente"*.

La décision, notifiée par la CIG le 17 janvier 2013, de confier à TELT le rôle du Promoteur, lequel sera chargé de la réalisation et de l'exploitation de la future ligne ferroviaire, permet d'envisager à terme l'existence de recettes taxables selon des modalités à définir dans le cadre des deux législations nationales.

b) Autres provisions pour risques et charges

La société constitue des provisions pour risques et charges quand une obligation à l'égard d'un tiers devient probable ou certaine et que cette obligation provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

La Société peut notamment faire l'objet de réclamations dans le cadre de travaux ou marchés qu'elle confie à des tiers. A chaque clôture, la Société examine chacune de ces réclamations, dont certaines peuvent porter sur des montants significatifs.

Elle enregistre les provisions qui lui semblent nécessaires afin de couvrir les risques qu'elle estime probables à la clôture. La Société est confiante dans la qualité des estimations et provisions qu'elle enregistre, en reconnaissant toutefois que l'issue de ces réclamations pourra s'avérer différente de celle attendue.

10 Conversion des éléments en devises

Il n'a pas été constaté de créance ou de dettes importantes en monnaies étrangères à la clôture de l'exercice 2015.

11 Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires du collège des Commissaires aux comptes pour l'exercice 2015 correspond exclusivement au contrôle légal des comptes et s'élève à 79.000 € hors taxes et débours.

V. Compléments d'informations relatifs au bilan

ACTIF IMMOBILISE

L'augmentation du poste est presque entièrement due aux immobilisations en cours, passant d'un montant de 738,15 millions d'euros à fin décembre 2014 à 826,88 millions d'euros à fin décembre 2015, avec une variation pour l'année équivalant à 88,73 millions d'euros.

Les montants résiduels se réfèrent aux immobilisations incorporelles, corporelles et financières, 767.000 euros au 31/12/2015 (valeur nette respectivement de 50.000 euros, 682.000 euros et 35.000 euros).

Enfin, les avances et les acomptes versés sur immobilisations équivalent à 28 millions d'euros, correspondant surtout aux anticipations sur les travaux de la galerie de Saint Martin la Porte (22,9 millions d'euros).

ACTIF CIRCULANT

Créances, Disponibilités, Charges constatées d'avance

Les créances s'élèvent à 25,6 millions d'euros, relevant pratiquement des créances envers l'Etat et d'autres collectivités publiques de TVA, et sont ainsi composées :

- coté France 4,8 M€ échéance à un an au plus
- coté Italie 20,5 M€ dont 19,6 M€ échéance à un an au plus
- coté Italie 0,9 M€ échéance à plus d'un an

Le solde de 20,5 millions de TVA italienne à fin 2015 se détaille ainsi :

- 6,5 M€ pour crédit de TVA année 2014 demandés à remboursement en septembre 2015 et qui seront remboursés en mars 2016 ;
- 7 M€, pour crédit de TVA année 2015, demandés à remboursement en février 2016 et qui seront remboursés à fin 2016 ;
- 5,4 M€, relatifs à l'article 30 point 3 dpr 733/92, demandés à remboursement en février 2016 et qui seront remboursés fin 2016 ;
- 0,7 M€, utilisables en compensation à toutes les typologies d'impôt pendant l'année 2016 ;
- 0,9 M€ relatifs aux crédits de TVA des années précédentes, remboursables en compensation de facturation active ou grâce à la cession du crédit.

Enfin, 19,6 M€ sur un total de 20,5 M€ seront remboursés / utilisés en 2016, correspondant à 96% du crédit de TVA.

Les disponibilités à fin 2015 s'élèvent à 47,9 millions d'euros, 41,8 millions d'euros sur les comptes italiens, 6,1 millions d'euros sur les comptes français.

L'actif circulant se compose également de 427.000 euros de produits constatés d'avances.

PASSIF

Capitaux Propres

Le poste inclut :

- 1 million d'euros pour le capital
- 4,6 mille euros pour des réserves de capital
- 137,5 mille euros pour des pertes reportées à nouveau.

Enfin les subventions ont été incluses dans les Capitaux Propres pour un montant total de 826,87 millions d'euros. En annexe la composition du tableau de détail :

- 214,67 M€ subventions appelées France
- 219,63 M€ subventions appelées Italie
- 200,57 M€ subventions appelées UE France
- 230,58 M€ subventions appelées UE Italie
- 38,59 M€ subventions en attente de régularisation.

Provisions pour risques et charges

Le poste inclut l'indemnité de fin de carrière des salariés de la Société. Pendant l'année, la provision a augmenté de 52.000 euros et a été réduite pour utilisation de 13.000 euros, portant la valeur du poste à fin 2015 à 271.000 euros, par rapport aux 232.000 euros à fin 2014.

Dettes

Les dettes sont équivalentes à 101,6 millions d'euros et sont composées de :

- 24,9 M€ dettes fournisseurs
- 0,86 M€ dettes fiscales
- 0,93 M€ dettes sociaux

Les dettes sont également composées « d'autres dettes » de 74,9 millions d'euros se détaillant ainsi :

- 17,42 M€ pour le préfinancement Europe – France
- 18,59 M€ pour le préfinancement Europe – Italie
- 35,9 M€ pour les subventions en attente- France
- 2,69 M€ pour les subventions en attente – Italie
- 0,3 M€ pour les autres dettes.

Actif Immobilisé

Rubriques Montants en euros	Valeurs brutes 31/12/14	Augmentations	Diminutions	Valeurs brutes 31/12/15
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement :				
Autres :				
- France	451.033	52.809	-	503.842
- Italie	366.832	3.419	-	370.251
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	817.865	56.228	-	874.093
Immobilisations corporelles				
Installations agencements :				
- France	403.200	1.091	-	404.291
- Italie	532.710	54.958	-	587.668
	935.910	56.048	-	991.958
Matériel de bureau et informatique :				
- France	181.467	1.893	-	183.360
- Italie	811.787	154.503	-	966.290
	993.254	156.397	-	1.149.651
Mobilier :				
- France	75.494	0	-	75.494
- Italie	129.826	96.103	-	225.929
	205.320	96.103	-	301.423
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2.134.484	308.548	-	2.443.032
Immobilisations financières				
- France	29.859	-	-	29.859
- Italie	26.455	-	-20.834	5.621
	56.314	-	-20.834	35.480
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	56.314	-	-20.834	35.480
Immobilisations en cours de construction				
- Territoires	30.622.984	3.753.619		34.376.603
- APS	30.508.395	0		30.508.395
- APR	66.558.404	0		66.558.404
- Sondages de substitution aux galeries	7.060.723	0		7.060.723
- Révisions APS/APR	67.069.623	5.989.924		73.059.547
- Descenderie Modane	118.712.447	598.987		119.311.434
- Descenderie St-Martin	205.271.669	45.566.659		250.838.328
- Descenderie La Praz	91.798.483	36.856		91.835.339
- Galerie de la Maddalena	106.082.194	32.780.137		138.862.331
- Sondages géologiques	14.466.728	0		14.466.728
TOTAL IMMOBILISATIONS EN COURS	738.151.650	88.726.182	0	826.877.832
TOTAL ACTIF IMMOBILISE VALEURS BRUTES	741.160.313	89.090.958	-20.834	830.230.438

Rubriques Montants en euros	Amortissements cumulés 31/12/14	Dotations	Diminutions	Amortissements cumulés 31/12/15
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement :				
Autres :				
- France	450.826	4.628		455.454
- Italie	365.323	3.066	-	368.389
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	816.149	7.694	-	823.843
Immobilisations corporelles				
Installations agencements :				
- France	385.404	8.525		393.929
- Italie	406.458	38.542		445.000
	791.862	47.066	-	838.928
Matériel de bureau et informatique :				
- France	172.108	2.278	-	174.386
- Italie	452.183	84.979	-	537.162
	624.291	87.257	-	711.548
Mobilier :				
- France	75.397	97		75.494
- Italie	114.471	20.725		135.196
	189.868	20.822	-	210.690
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1.606.021	155.145	-	1.761.166
Immobilisations financières				
- France				
- Italie				
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	-	-	-
TOTAL ACTIF IMMOBILISE AMORTISSEMENTS	2.422.170	162.839	-	2.585.009

Evolution des subventions d'investissements

SUBVENTIONS INVESTISSEMENTS	31/12/2014	Subventions appelées 2015	31/12/2015
Montants en euros			
Ministère français des transports	30.500.000	0	30.500.000
AFITF (Agence de financement des infrastructures de Transport en France)	133.346.000	50.829.048	184.175.048
UE France	200.570.581	0	200.570.581
Total subventions appelées France	364.416.581	50.829.048	415.245.629
Ministère des infrastructures et des transports Italien	11.776.567	0	11.776.567
RFI (Italie)	207.856.549	0	207.856.549
UE Italie	229.114.854	1.471.096	230.585.950
Total subventions appelées Italie	448.747.970	1.471.096	450.219.066
Subvention méritée (+) / appelée non encore méritée (-) France	-11.614.519	-6.945.416	-18.559.935
Subvention méritée (+) / appelée non encore méritée (-) UE France	-14.217.807	-3.122.713	-17.340.520
Subvention appelée non encore méritée (-) Italie	-24.070.711	22.760.184	-1.310.527
Subvention appelée non encore méritée (-) UE Italie	-25.109.863	23.733.982	-1.375.881
TOTAL SUBVENTIONS INSCRITES EN CAPITAUX PROPRES	738.151.652	88.726.182	826.877.833

Provisions

Nature	ouverture de l'exercice	Dotations	Reprises	Montants au 31/12/15
montants en euros				
Provisions réglementées	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour litiges	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges	-	-	-	-
Provisions pour Indemnité de fin carrière	231.649	52.163	-13.271	270.540
TOTAL	231.649	52.163	-13.271	270.540
Provisions pour dépréciation	-	-	-	-
TOTAL	231.649	52.163	-13.271	270.540

Etat des échéances des créances

Année 2015

CREANCES montants en euros	Montant Brut	Échéances à un an au plus	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Capital souscrit non appelé	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-
Autres	-	-	-
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés	-	-	-
Associés	-	-	-
Etat et autres collectivités publiques (1)	25.269.878	24.402.871	867.007
Autres (2)	317.694	317.694	-
Capital souscrit appelé, non versé industriels	-	-	-
TOTAL	25.587.572	24.720.565	867.007

(1) Dont : TVA à un an au plus (1)	4.771.818
IVA à un an au plus	19.631.053
IVA à plus d'un an	867.007
	25.269.878

Année 2014

CREANCES montants en euros	Montant Brut	Échéances à un an au plus	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Capital souscrit non appelé	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-
Autres	-	-	-
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés	4.916	4.916	-
Associés	-	-	-
Etat et autres collectivités publiques(1)	20.258.359	15.620.125	4.638.234
Autres (2)	53.436.475	53.436.475	-
Capital souscrit appelé, non versé industriels	-	-	-
TOTAL	73.699.749	69.061.515	4.638.234

(1) Dont : TVA à un an au plus (1)	1.784.795
IVA à un an au plus	13.831.939
IVA à plus d'un an	4.638.234
autres créances	3.391
	20.258.359

(2) Dont débiteurs Etats/AFITF/UE (Subv. d'investissement à recevoir)	43.597.145
- Solde subv UE France au titre du programme lancé en 2012	4.307.450
- Subv 50% UE Italie au titre du programme lancé en 2013	34.731.445
- Solde subv UE Italie au titre du programme lancé en 2012	4.558.250

Etat des échéances des des dettes

Année 2015

DETTES montants en euros	Montant Brut	Échéances à un an au plus	Échéances à plus d'un an
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :			
- à un an au maximum	-	-	-
- à plus d'un an à l'origine	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	24.887.231	24.887.231	-
Dettes fiscales et sociales (1)	1.796.856	1.796.856	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-
Autres dettes (2)	74.912.283	74.912.283	-
Produits constatés d'avance	-	-	-
TOTAL	101.596.369	101.596.369	-

(1) Dont : Dettes fiscales	864.282
Dettes sociales	932.574
(2) Dont : subvention en attente Italie	2.686.408
subvention en attente France	35.900.454
préfinancement Europe France	17.423.536
préfinancement Europe Italie	18.592.464

Année 2014

DETTES montants en euros	Montant Brut	Échéances à un an au plus	Échéances à plus d'un an
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :			
- à un an au maximum	-	-	-
- à plus d'un an à l'origine	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	22.702.231	22.702.231	-
Dettes fiscales et sociales (1)	975.940	975.940	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1.104	1.104	-
Autres dettes (2)	75.015.026	75.015.026	-
Produits constatés d'avance	-	-	-
TOTAL	98.694.301	98.694.301	-

(1) Dont : Dettes fiscales	26.697
Dettes sociales	949.243
(2) Dont : subvention en attente Italie	49.180.573
subvention en attente France	25.832.327

DECOMPOSITION DU SOLDE DES DETTES ENVERS LES FOURNISSEURS AU 31 DECEMBRE 2015

Les dettes envers les fournisseurs de TELT classées par échéances, peuvent se détailler ainsi à la fin de l'exercice 2015 :

	2015	2014
Dettes non échues	15.868.343	6.288.564
Dettes échues depuis moins de 60 jours	333.582	365.616
Dettes échues depuis plus de 60 jours	221.520	2.040.663
Total Factures non parvenues	8.463.786	14.007.388
Total dettes fournisseurs	24.887.230	22.702.231

VI. Compléments d'informations relatifs au compte de résultat

1. Production immobilisée

TELT a pour objet la réalisation des études et travaux préliminaires du tunnel pour la nouvelle liaison ferroviaire Lyon-Turin.

En conséquence, à la fin de chaque exercice et sauf exception, TELT inscrit en immobilisation en cours la totalité des charges d'exploitation, des charges financières nettes ainsi que des charges exceptionnelles nettes. En application de ces dispositions, en 2015, TELT a inscrit 88.726.182 € en production immobilisée.

Le résultat de l'exercice est donc nul.

2. Crédit-bail

La Société n'avait aucun contrat de crédit-bail en 2015.

3. Charge d'impôt

Les impôts et taxes dus en France et en Italie (220 mille euros) sont classés en "impôts et taxes" dans le compte de résultat et sont immobilisés.

En détail :

- IRES Italie à 151 mille euros
- IRAP Italie à 28 mille euros
- autres impôts à 41 mille euros

4. Risques de change

La Société réalise la quasi-totalité de ses opérations en euros et est peu exposée au risque de change.

5. Eléments exceptionnels

Les éléments exceptionnels enregistrés en 2015 sont constitués essentiellement par des charges sur exercices antérieurs.

6. Personnel et masse salariale

Au 31 décembre 2015, les charges de personnel pour l'exercice s'élèvent à 4.884.825 € et 1.540.583 € pour le personnel mis à disposition par SNCF, FS, RFI et Italferr.

Concernant le coût du personnel, on note une augmentation entre 2014 et 2015. Ce résultat est la conséquence de l'augmentation des effectifs observée sur 2015, la société passant de 53 personnes au 31 décembre 2014 à 77 personnes au 31 décembre 2015 (+45%).

Le coût moyen unitaire pour le personnel salarié passe de 84.4 k€ en 2014 à 87.9 k€ en 2015.

VII. Autres informations significatives

- Engagements pris :

A la clôture de l'exercice 2015, TELT a engagé des marchés d'études, de travaux, et liés au fonctionnement de la Société pour un montant total d'environ 1.145,8 M€, dont 826,9 M€ ont été immobilisés.

- Engagements reçus :

A la clôture de l'exercice 2015, TELT a obtenu une autorisation d'engagements des Etats français et italien pour un montant de 1.256,65 M€, correspondant au programme 2001-2015 entériné par le CA pour la nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin, réparti comme suit :

♦ Programme 2002 :	98,00 M€
♦ Programme 2003 :	129,00 M€
♦ Programme 2004 :	32,00 M€
♦ Programme 2005 :	165,00 M€
♦ Programme 2006 :	76,42 M€
♦ Programme 2007 :	94,08 M€
♦ Programme 2008 :	71,50 M€
♦ Programme 2009 :	50,01 M€
♦ Programme 2010 :	108,17 M€
♦ Programme 2011 :	17,55 M€
♦ Programme 2012 :	39,97 M€
♦ Programme 2013 :	36,20 M€
♦ Programme 2014 :	276,15 M€
♦ Programme 2015 :	62,60 M€
Total	1 256,65 M€

Sur ce montant, TELT a perçu 865,5 M€ sur l'actif immobilisé de 826,9 M€. Ces subventions ne pourront être versées qu'à hauteur de la valeur des études et travaux réalisés par TELT.

Passifs éventuels :

A la clôture du 2015, la Société ne connaît pas de passifs potentiels pour lesquels il est nécessaire de constituer une provision.

TELT

Tunnel Euralpin Lyon Turin

RAPPORT FINANCIER

RELAZIONE FINANZIARIA

◆◆◆◆

Exercice / Esercizio 2015

Clôture préliminaire avant rapport général des Commissaires aux Comptes

Rév. CA du 22/03/2016

Chiusura contabile antecedente al rapporto generale dei Revisori dei Conti

Rev. CdA del 22.03.2016

Sommaire

Indice

Section 1 – Rapport sur la gestion

I. Lettre du Président	3
II. Évolution de la Société	4
III. Mission de la Société	10
IV. Principaux événements de l'exercice	13
V. Ressources humaines et organisation	16
VI. Environnement	22
VII. Communication	27
VIII. Cadre macro-économique	29
IX. Situation financière	38
X. Facteurs de risque	40
XI. Investissements	42
XII. Recherche et développement.....	50
XIII. Autres informations	55
XIV. Faits marquants depuis la clôture de l'exercice	61

Section 2 – Etats financiers

I. Bilan.....	62
II. Compte de Résultat	64

Section 3 – Notes d'explication du Bilan

I. Annexe comptable	65
II. Principes règles méthodes comptables	65
III. Compléments d'informations relatifs au bilan	72
IV. Compléments d'informations relatifs au compte de résultat	80
V. Autres informations significatives.....	82

**Section 4 - Rapport général des commissaires
aux comptes - Rapport spécial**

84

Sezione 1 – Relazione sulla gestione

I. Lettera del Presidente.....	3
II. Eventi societari.....	4
III. Missione dell'azienda	10
IV. Principali eventi dell'esercizio	13
V. Risorse umane e organizzazione	16
VI. Ambiente	22
VII. Comunicazione	27
VIII. Quadro macroeconomico	29
IX. Situazione Patrimoniale-Finanziaria	38
X. Fattori di rischio	40
XI. Investimenti	42
XII. Attività di ricerca e sviluppo	50
XIII. Altre informazioni	55
XIV. Fatti di rilievo intervenuti dopo la chiusura dell'esercizio	61

Sezione 2 – Prospetti contabili

I. Stato Patrimoniale.....	62
II. Conto Economico	64

Sezione 3 – Note esplicative al Bilancio

I. Allegati contabile.....	65
II. Principi, regole e metodi contabili.....	65
III. Complemento d'informazioni relative allo Stato Patrimoniale.....	72
IV. Complementi d'informazioni relativi al conto economico.....	80
V. Altre informazioni rilevanti	82

**Sezione 4 - Relazione generale dei revisori dei
conti - Relazione speciale**

84

SECTION 1 – RAPPORT SUR LA GESTION

I. Lettre du Président

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation, conformément aux dispositions légales, réglementaires et statutaires, les comptes consolidés et les comptes annuels de l'exercice de la société clos le 31 décembre 2015 et de vous rendre compte de l'activité de notre Société durant cet exercice.

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste que, à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle de la situation financière et du résultat de la Société.

Les informations financières présentées dans le présent document ont fait l'objet pour l'exercice 2015 de rapports des contrôleurs légaux ne contenant pas d'observation.

Les Commissaires aux comptes vous donneront par ailleurs lecture de leurs rapports.

Le présent rapport reprend les différentes informations telles que prévues par la réglementation, ainsi que des informations sur le contrôle interne.

Fait à Paris, le 2 mars 2016

Le Président de TELT

M. Hubert du MESNIL



SEZIONE 1 – RELAZIONE SULLA GESTIONE

I. Lettera del Presidente

Mi pregia sottoporre alla Vostra approvazione, in conformità alle disposizioni legali, giuridiche e statutarie, i conti consolidati ed i conti annuali relativi all'esercizio della società chiuso in data 31 dicembre 2015 e presentarVi l'attività della nostra Società durante quest'esercizio.

Attesto, dopo aver preso ogni ragionevole provvedimento a tal fine, che le informazioni riportate nel presente documento sono, secondo quanto a me noto, conformi alla realtà e non vi sono omissioni che possano alterarne la portata.

Attesto che, secondo quanto a me noto, i conti sono stabiliti in conformità alle norme contabili applicabili e rappresentano fedelmente la situazione finanziaria e il risultato contabile della Società.

Le informazioni finanziarie evidenziate nel presente documento sono state oggetto, per l'esercizio 2015, di rapporti da parte dei revisori giuridici che non riportano osservazioni.

I Revisori dei conti Vi daranno peraltro lettura dei loro rapporti.

Il presente rapporto ribadisce le diverse informazioni come previsto dalla normativa, nonché le informazioni sul controllo interno.

Fatto a Parigi, li 2 marzo 2016

II. Evolution de la Société

1. Changement d'actionnariat, de dénomination sociale et nouveaux Statuts

La signature du contrat conclu entre SNCF Réseau et l'État français et du contrat conclu entre RFI et FS pour la cession des actions de la société LTF a eu lieu le 4 février 2015.

La 39^{ème} Assemblée générale de Lyon Turin Ferroviaire (LTF SAS) a eu lieu en date du 23 février 2015 à Paris, en présence de MM. POUPARD, Directeur Général des Infrastructures auprès du Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, représentant l'État français et ELIA, Administrateur Délégué de *Ferrovie dello Stato Italiane S.p.A*, nouveaux actionnaires.

La collectivité des Associés a notamment :

- Décidé le changement de dénomination sociale de la société : Lyon Turin Ferroviaire (LTF) devenant Tunnel Euralpin Lyon Turin (TELT) ;
- Mis fin au mandat des précédents administrateurs ;
- Approuvé les nouveaux Statuts du Promoteur Public, société en charge notamment de la direction stratégique et opérationnelle du projet de nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin sur la section transfrontalière ;
- Désigné les dix nouveaux administrateurs de la Société ;
- Désigné, parmi les administrateurs, le nouveau Directeur général.

Le Président de TELT SAS a été nommé par décret du Président de la République en date du 9 mars 2015.

Le premier Conseil d'Administration de la Société

II. Eventi societari

1. Cambio societario, denominazione sociale e nuovo Statuto

La firma del contratto tra RFI e FS e del contratto tra SNCF Réseau e lo Stato francese per la cessione delle quote della società LTF è avvenuta il 4 febbraio 2015.

La 39^{ma} Assemblea generale di Lyon Turin Ferroviaire (LTF SAS) si è riunita il 23 febbraio 2015 a Parigi. Erano presenti i nuovi azionisti, Michele Mario ELIA, Amministratore Delegato di Ferrovie dello Stato Italiane S.p.A. e François POUPARD, Direttore generale delle Infrastrutture presso il Ministero dell'ecologia, dello sviluppo sostenibile e dell'energia che rappresentava lo Stato francese.

La collettività dei Soci ha in particolare:

- Deciso il cambiamento di denominazione sociale della società: Lyon Turin Ferroviaire (LTF) che diventa Tunnel Euralpin Lyon Turin (TELT);
- Posto fine al mandato dei precedenti amministratori;
- Approvato il nuovo Statuto del Promotore Pubblico, società incaricata in particolare della direzione strategica ed operativa del progetto di nuova linea ferroviaria Torino-Lione sulla sezione transfrontaliera;
- Designato i dieci nuovi amministratori della Società;
- Nominato, tra gli amministratori, il nuovo Direttore generale.

È stato nominato il Presidente di TELT SAS tramite un decreto del Presidente della Repubblica francese in data 9 marzo 2015.

Il primo Consiglio di Amministrazione della Società

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

TELT s'est tenu le 16 mars 2015 à Rome, au siège de *Ferrovie dello Stato Italiane S.p.A.*, en présence des nouveaux administrateurs, du coordonnateur européen et des représentants des Régions Rhône-Alpes et Piémont.

Le Conseil d'Administration s'est réuni 7 autres fois au cours de l'année 2015.

2. Informations générales

Tunnel Euralpin Lyon Turin (TELT) est une Société par actions simplifiée (SAS), dont le siège social est situé à Chambéry (73006) - 1091, avenue de la Boisse. La direction opérationnelle de la Société est basée à Turin – Italie (10138), Via Paolo Borsellino 17b.

La législation applicable à TELT SAS est la législation française.

TELT SAS est immatriculée au Registre du commerce et des Sociétés (RCS) de Chambéry sous le numéro 439.556.952 et est enregistrée auprès de la Chambre de Commerce de Turin,

Les statuts de la Société ont été signés le 23 février 2015.

TELT SAS, contrôlée par l'État français et par l'État italien (par l'intermédiaire de *Ferrovie dello Stato Italiane S.p.A.*) depuis son assemblée générale du 23 février 2015, est issue de la transformation de Lyon Turin Ferroviaire (LTF SAS) antérieurement chargée des études, reconnaissances et travaux préliminaires de la partie commune franco-italienne de la section internationale. LTF était alors détenue pour moitié par Réseau Ferré de France et *Rete ferroviaria italiana*.

En vertu de l'accord franco-italien du 30 janvier 2012 pour la réalisation et l'exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin, TELT, en tant que promoteur public, est chargée de la réalisation puis de

TELT si è svolto il 16 marzo 2015 a Roma presso la sede delle Ferrovie dello Stato Italiane S.p.A., con i nuovi amministratori, il coordinatore europeo ed i rappresentanti delle Regioni Piemonte e Rhône-Alpes.

Il Consiglio di Amministrazione si è riunito sette altre volte nel corso dell'anno 2015.

2. Informazioni generali

Tunnel Euralpin Lyon Turin (TELT) è una Società per azioni semplificata (SAS), la cui sede legale si trova a Chambéry - Francia (73006), 1091, avenue de la Boisse. La direzione operativa della Società si trova a Torino – Italia (10138), Via Paolo Borsellino 17b.

La legislazione applicata a TELT SAS è quella francese.

TELT SAS è stata iscritta nel Registro del commercio e delle Società (RCS) di Chambéry sotto il numero 439 556 952 e presso la Camera di Commercio di Torino.

Lo Statuto della Società è stato firmato il 23 febbraio 2015.

TELT SAS, controllata dallo Stato italiano (tramite Ferrovie dello Stato italiano S.p.A.) e dallo Stato francese dalla propria assemblea generale del 23 febbraio 2015, risulta della trasformazione di Lyon Turin Ferroviaire (LTF SAS) prima incaricata degli studi, le indagini ed i lavori preliminari per la parte comune italo-francese della sezione internazionale. LTF apparteneva a parità a Rete Ferroviaria Italiana e Réseau Ferré de France

Ai sensi dell'accordo italo-francese del 30 gennaio 2012 per la realizzazione e l'esercizio di una nuova linea ferroviaria Torino-Lione, TELT, in qualità di promotore pubblico, è incaricata della

l'exploitation de la section transfrontalière située entre Saint-Jean-de-Maurienne, en France, et Suse-Bussoleno, en Italie.

Les documents sociaux de TELT peuvent être consultés auprès du siège. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

a) Assemblée générale

Articles 19 et 20 des statuts

L'Assemblée générale est composée des Associés. Chacun est représenté, soit par son représentant légal, soit par un représentant qu'il est tenu de désigner ou son suppléant.

Chaque associé dispose d'une voix par action détenue.

Le Président et le Directeur Général assistent à l'assemblée générale sans prendre part au vote dans la mesure où ils n'ont pas la qualité d'associé de la Société.

Les décisions des Associés sont adoptées à l'unanimité des Associés. Ils sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

- Modification des statuts ;
- Modification du capital social ;
- Nomination des commissaires aux comptes ;
- Approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- Ratification et approbation des conventions réglementées ;
- Transformation de la société et plus généralement toutes opérations ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés ;
- Fusion, scission ou apports partiels d'actifs soumis au régime des scissions ;

realizzazione e poi l'esercizio della sezione transfrontaliera situata tra Saint-Jean-de-Maurienne, in Francia, e Suse-Bussoleno, in Italia.

I documenti sociali di TELT consultabili presso la sede legale. L'esercizio sociale inizia il 1° gennaio e si conclude il 31 dicembre di ogni anno.

a) Assemblea generale

Artt. 19 e 20 dello Statuto

L'Assemblea generale è costituita dagli Associati. Ciascun associato è rappresentato, sia da un suo rappresentante legale, sia da un rappresentante designato o da un suo sostituto.

Ogni socio dispone di un voto per ogni azione in suo possesso.

Il Presidente e il Direttore Generale assistono all'assemblea generale senza partecipare alla votazione nella misura in cui non hanno la qualità di socio della Società.

Le decisioni dei Soci sono adottate all'unanimità dei Soci. Soltanto i Soci hanno competenza per prendere le seguenti decisioni:

- Modifica dello Statuto;
- Modifica del capitale sociale;
- Nomina dei Revisori dei conti;
- Approvazione del bilancio annuale e allocazione dei ricavi;
- Ratifica ed approvazione degli Accordi regolamentati;
- Trasformazione della Società e più generalmente qualunque operazione avente come effetto d'aumentare gli impegni dei Soci;
- Fusione, scissione o conferimenti parziali di attivo sottoposti al regime delle scissioni;

- Détermination du montant maximum des garanties sur les biens sociaux, avals, cautionnements ou garanties de la Société que le Conseil d'Administration peut autoriser le Directeur Général à souscrire ;
- Détermination du montant maximum des souscriptions d'emprunts ou engagements bancaires que le Conseil d'Administration peut autoriser le Directeur Général à souscrire ;
- Dissolution et liquidation.

b) Conseil d'Administration

Article 11 des statuts

Au sein de la Société, un organe collégial dénommé "Conseil d'Administration" est institué afin d'assurer le contrôle permanent de la gestion de la Société dans les conditions des statuts.

Le Conseil d'Administration est composé de dix membres avec droit de vote (les "Administrateurs") dont le Président et le Directeur Général, qui en sont membres de droit, et quatre Administrateurs désignés par chaque État et entérinés par les Associés pour une durée renouvelable de 6 ans.

La Commission européenne peut désigner, pour un mandat de six ans renouvelable un représentant qui siège au Conseil d'Administration comme membre sans droit de vote. Il s'agit de Monsieur Laurens Jan Brinkhorst, European Coordinator for the Mediterranean Corridor - Trans European Network.

Les régions Rhône-Alpes et Piémont sont autorisées à participer aux séances du Conseil d'Administration comme observateur sans droit de vote.

- Determinazione dell'importo massimo delle garanzie sui beni sociali, avalli, cauzioni o garanzie della Società che il Consiglio di Amministrazione può autorizzare il Direttore Generale a sottoscrivere;
- Determinazione dell'importo massimo dei prestiti o impegni bancari che il Consiglio di Amministrazione può autorizzare il Direttore Generale a sottoscrivere;
- Scioglimento e liquidazione.

b) Consiglio di Amministrazione

Art. 11 dello Statuto

All'interno della Società, viene istituito un organo collegiale denominato "Consiglio di Amministrazione" al fine di garantire il controllo permanente della gestione della Società alle condizioni previste dallo Statuto.

Il Consiglio di Amministrazione è composto da dieci membri con diritto di voto (gli «Amministratori») tra cui il Presidente e il Direttore Generale, che ne sono membri di diritto, e quattro Amministratori designati da ciascuno degli Stati e confermati dai Soci per una durata rinnovabile di sei anni.

La Commissione Europea può nominare, per un mandato di sei anni rinnovabile, un rappresentante che siede nel Consiglio di Amministrazione come membro senza diritto di voto. L'incaricato è il Prof. Laurens Jan Brinkhorst, European Coordinator for the Mediterranean Corridor - Trans European Network.

Le regioni Rodano-Alpi e Piemonte sono autorizzate a partecipare alle sedute del Consiglio di Amministrazione come osservatori senza diritto di

voto.

Le Président et le Directeur Général assurent l'exécution des décisions prises par le Conseil d'Administration dans le respect de leurs pouvoirs respectifs.

c) Commission des Contrats

Article 17 des statuts

Conformément à l'article 7 de l'Accord du 30 janvier 2012, une commission des contrats est instituée au sein de la Société, afin de garantir le respect des principes énoncés à l'article 6.5 du même Accord et les exigences de choix de l'offre économiquement la plus avantageuse et de rigueur financière dans l'exécution des contrats.

La Commission des contrats n'est compétente que pour les seuls contrats de services, travaux et fournitures dont la conclusion est obligatoirement soumise à une procédure de publicité et de mise en concurrence formalisée en application de la directive 2004/17/CE, ou de tout texte ultérieur ayant le même objet.

La Commission des contrats est composée d'experts indépendants reconnus pour leurs compétences dans les aspects techniques, juridiques, économiques et financiers de la passation et de l'exécution des contrats précités passés par la Société.

d) Service permanent de contrôle

Article 18 des statuts

Conformément à l'article 8 de l'Accord du 30 janvier 2012, un service permanent de contrôle est institué au sein de la Société.

Le Service permanent de contrôle veille au respect du bon emploi des fonds publics, à l'efficacité économique, financière et technique de la Société, à la

Il Presidente e il Direttore Generale garantiscono l'esecuzione delle decisioni prese dal Consiglio di Amministrazione nel rispetto dei loro rispettivi poteri.

c) Commissione dei Contratti

Art. 17 dello Statuto

Conformemente all'art. 7 dell'Accordo del 30 gennaio 2012, viene istituita una commissione dei contratti in seno alla Società, per garantire il rispetto dei principi menzionati all'art. 6.5 dell'Accordo del 30 gennaio 2012 e le esigenze di scelta dell'offerta economicamente più vantaggiosa e di rigore finanziario nell'esecuzione dei contratti.

La Commissione dei contratti è competente esclusivamente per i contratti di servizi, lavori e forniture la cui conclusione è obbligatoriamente soggetta a una procedura con pubblicità del bando e indizione di gara, formalizzata in applicazione della direttiva 2004/17/CE, o di ogni testo ulteriore avente lo stesso oggetto.

La Commissione dei contratti si compone di esperti indipendenti riconosciuti per le loro competenze negli aspetti tecnici, giuridici, economici e finanziari dell'aggiudicazione e dell'esecuzione dei suddetti contratti, stipulati dalla Società.

d) Servizio permanente di controllo

Art. 18 dello Statuto

Conformemente all'art. 8 dell'Accordo del 30 gennaio 2012, un Servizio permanente di controllo è istituito all'interno della Società.

Il Servizio permanente di controllo provvede al rispetto del corretto impiego dei fondi pubblici, all'efficienza economica, finanziaria e tecnica della

bonne exécution du projet de nouvelle ligne et, plus généralement, au bon fonctionnement de la Société, dans le respect des statuts, de son règlement intérieur et des stipulations de l'Accord du 30 janvier 2012. Le Service permanent de contrôle est composé d'experts dans les domaines concernés par l'activité de la Société.

e) Le Président

Article 12 des statuts – M. Hubert du Mesnil

Le Président de la Société est de droit membre et Président du Conseil d'Administration de la Société. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et convoque, après consultation du Directeur Général, le Conseil d'Administration et les assemblées.

f) Le Directeur Général

Article 13 des statuts – M. Mario Virano

Sous réserve des compétences de la collectivité des Associés, du Conseil d'Administration et du Président, le Directeur Général est chargé de la direction de la Société.

Il assure notamment :

- L'élaboration du budget prévisionnel et de son compte-rendu d'exécution ainsi que la gestion économique et financière de la Société ;
- La préparation et l'adaptation de la stratégie de la Société ;
- La préparation, la passation, la conclusion et le suivi de l'exécution des contrats, notamment ceux nécessaires à la conception, la réalisation et l'exploitation de la section transfrontalière définie au b) de l'article 2 de l'Accord du 30 janvier 2012 et à l'exploitation de la ligne historique du Fréjus prévue à l'article 2 des

Società, alla corretta esecuzione del progetto di nuova linea e, a livello più generale, al buon funzionamento della Società, nel rispetto dello statuto, del suo regolamento interno e delle disposizioni dell'Accordo del 30 gennaio 2012.

Il Servizio permanente di controllo si compone di esperti nei settori interessati dall'attività della Società.

e) Le Président

Art. 12 dello Statuto - Sig.re Hubert du Mesnil

Il Presidente della Società è membro di diritto e presidente del Consiglio di Amministrazione della Società.

Vigila sul buon funzionamento degli organi della Società. Convoca, sentito il Direttore Generale, il Consiglio di Amministrazione e le Assemblée.

f) Il Direttore Generale

Art. 13 dello Statuto - Arch. Mario Virano

Facendo salve le competenze della collettività dei Soci, del Consiglio di Amministrazione e del Presidente, il Direttore Generale è incaricato della direzione della Società.

Assicura in particolare:

- l'elaborazione del bilancio preventivo e del resoconto esecutivo, così come la gestione di bilancio e finanziaria della Società;
- la preparazione e l'adattamento della strategia della Società;
- la preparazione, l'aggiudicazione, la conclusione e il controllo dell'esecuzione dei contratti, in particolare quelli necessari alla progettazione, alla realizzazione e all'esercizio della sezione transfrontaliera come definita al b) dell'articolo 2 dell'Accordo del 30 gennaio 2012 e all'esercizio della linea storica del Fréjus prevista all'articolo

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

statuts ;

- L'organisation et le suivi des études, chantiers et travaux nécessaires à la réalisation du projet de ligne nouvelle ;
- La direction du siège et des établissements ainsi que des sites de chantiers et de travaux de la Société.

2 dello statuto;

- l'organizzazione e il monitoraggio degli studi, dei cantieri e dei lavori necessari alla realizzazione del progetto della nuova linea;
- la direzione della sede e delle sedi secondarie, dei siti di cantiere e di lavori della Società.

Le Directeur Général exerce ses fonctions depuis la direction opérationnelle basée à Turin.

Il Direttore Generale esercita le proprie funzioni dalla direzione operativa basata a Torino.

g) Commissaires aux comptes

g) Revisori dei conti

Article 16 des statuts

Art. 16 dello Statuto

Les Associés désignent collectivement deux commissaires aux comptes titulaires et deux suppléants.

I Soci designano due Revisori dei conti titolari e due supplenti con decisione collettiva dei Soci.

Les commissaires aux comptes titulaires sont :

I Revisori dei conti titolari sono:

- PriceWaterhouseCoopers Audit
20 rue Garibaldi
69451 Lyon cedex 06
- Deloitte & Associés
Immeuble Higashi,
106 cours Charlemagne,
69286 LYON CEDEX 02

- PriceWaterhouseCoopers Audit
20 rue Garibaldi
69451 Lyon cedex 06
- Deloitte & Associés
Immeuble Higashi,
106 cours Charlemagne,
69286 LYON CEDEX 02

III. Mission de la Société

La Société a pour objet toutes les missions et exerce toutes les compétences qui lui sont reconnues aux termes de l'Accord du 30 janvier 2012.

A ce titre elle est notamment chargée de :

- la direction stratégique et opérationnelle du projet de nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin sur la Section transfrontalière définie au b) de l'article 2 de l'Accord du 30 janvier 2012 ;
- la conception, la réalisation et l'exploitation de la ligne ferroviaire et des ouvrages de la section transfrontalière définie au b) de l'article 2 de l'Accord du 30 janvier 2012 ;
- la conclusion et le suivi des contrats que nécessite cette opération, dont il assure la bonne fin vis-à-vis de l'État français, de l'État italien et de l'Union européenne ;
- la gestion de l'infrastructure, au sens de la directive 2001/14/CE ou de tout texte ultérieur ayant le même objet :
 - de la section transfrontalière définie au b) de l'article 2 de l'Accord du 30 janvier 2012 ;
 - de la ligne historique du Fréjus définie au e) de l'article 2 de l'Accord du 30 janvier 2012, dans les conditions qui, en application de l'article 24 de l'Accord du 30 janvier 2012, seront définies par modification de la Convention du 29 janvier 1951 ;
- la fixation des redevances d'utilisation de la section transfrontalière définie au b) de l'article

III. Missione dell'azienda

La "Società" ha per oggetto tutte le missioni e esercita tutte le competenze che le vengono riconosciute ai sensi dell'Accordo del 30 gennaio 2012. A tal proposito ha in particolare i seguenti compiti:

- la direzione strategica e operativa del progetto di nuova linea ferroviaria Torino-Lione sulla sezione transfrontaliera definita al punto b) dell'articolo 2 dell'Accordo del 30 gennaio 2012;
- la progettazione, la realizzazione e l'esercizio della linea ferroviaria e delle opere della sezione transfrontaliera definita al punto b) dell'articolo 2 dell'Accordo del 30 gennaio 2012;
- la conclusione e il monitoraggio dei contratti richiesti dalle suddette operazioni, di cui assicura il buon compimento nei confronti dello Stato francese, dello Stato italiano e dell'Unione europea;
- la gestione dell'infrastruttura, ai sensi della direttiva 2001/14/CE o di ulteriori testi legislativi aventi lo stesso oggetto:
 - della sezione transfrontaliera definita al punto b) dell'articolo 2 dell'Accordo del 30 gennaio 2012;
 - della linea storica del Fréjus definita al punto e) dell'articolo 2 dell'Accordo del 30 gennaio 2012, secondo le condizioni che, in applicazione dell'articolo 24 dell'Accordo del 30 gennaio 2012, saranno definite con una modifica della Convenzione del 29 gennaio 1951;
- la definizione dei canoni di utilizzo della sezione transfrontaliera definita al punto b)

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

2 de l'Accord du 30 janvier 2012, et, conformément à l'article 25 de l'Accord du 30 janvier 2012, de la section de la ligne historique comprise entre les interconnexions avec la ligne nouvelle ;

- la réalisation de toute autre mission qui lui serait confiée par l'État français et l'État italien dans le cadre du projet de nouvelle ligne ferroviaire entre Lyon et Turin.

La Société a en outre pour objet, conformément à l'accord du 29 janvier 2001 et à l'Accord du 30 janvier 2012 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne pour la réalisation et l'exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin, de conduire les études, reconnaissances et travaux préliminaires de la section transfrontalière définie à l'article 2 de l'Accord du 30 janvier 2012.

La Société peut enfin réaliser toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social précité, notamment en en facilitant ou en en complétant la réalisation.

dell'articolo 2 dell'Accordo del 30 gennaio 2012, e, conformemente all'articolo 25 dell'Accordo del 30 gennaio 2012, della sezione della linea storica situata tra le interconnessioni con la linea nuova;

- la realizzazione di ogni altra missione ad essa affidata dallo Stato francese e dallo Stato italiano nell'ambito del progetto di nuova linea ferroviaria tra Torino e Lione.

La Società ha inoltre per oggetto, conformemente all'Accordo del 29 gennaio 2001 e all'Accordo del 30 gennaio 2012 tra il Governo della Repubblica francese e il Governo della Repubblica Italiana per la realizzazione e l'esercizio di una nuova linea ferroviaria Torino-Lione, di condurre studi, ricognizioni e lavori preliminari della sezione transfrontaliera definita all'articolo 2 dell'Accordo del 30 gennaio 2012.

La Società può infine porre in essere ogni operazione finanziaria, commerciale, industriale, mobiliare o immobiliare direttamente o indirettamente connessa all'oggetto sociale precitato, in particolare facilitandone o completandone la realizzazione.

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

IV. Principaux événements de l'exercice

Janvier

- 6 L'ordre de service pour le démarrage des travaux de la galerie de Saint Martin la Porte est délivré par LTF.

Février

- 16 LTF confie le marché relatif à la certification des coûts de la Section Transfrontalière au Groupement Tractebel Engineering SA / TUC Rail.
- 20 le CIPE approuve le projet définitif de la section en territoire italien de la ligne Lyon-Turin.
- 24 A Paris, lors du 23^{ème} Sommet franco-italien, les Ministres français et italien des Transports ont signé l'Accord permettant le lancement des travaux définitifs de la section transfrontalière de la nouvelle liaison ferroviaire Lyon-Turin.

Mars

- 26 Un accord est signé avec l'Université de Turin pour l'étude d'impact sur la santé (VIS) concernant les travaux du chantier de Chiomonte.

Juin

- 2 Le Gouvernement français approuve le "Projet de Référence" de la section transfrontalière de la nouvelle liaison Lyon-Turin.
- 29 L'INEA, agence chargée par la Commission européenne d'examiner les projets de transport, propose de financer la Section transfrontalière du projet Lyon-Turin à hauteur de 41,08 %.

IV. Principali eventi dell'esercizio

Gennaio

- 6 È dato da LTF l'ordine di servizio per l'avvio dei lavori della galleria geognostica di Saint Martin la Porte.

Febbraio

- 16 LTF assegna la certificazione dei costi della Sezione Transfrontaliera a Tractebel Engineering SA / TUC Rail.
- 20 Il CIPE approva il progetto definitivo della tratta italiana della Torino-Lione.
- 24 In occasione del Vertice bilaterale Italia-Francia a Parigi, i Ministri italiano e francese dei Trasporti hanno firmato l'Accordo che permette l'avvio dei lavori definitivi della sezione transfrontaliera della Torino-Lione.

Marzo

- 26 Un accordo è firmato con l'università degli Studi di Torino per la Valutazione di Impatto sulla Salute (VIS) relativo ai lavori del cantiere di Chiomonte.

Giugno

- 2 Il Governo francese approva il "Progetto di Riferimento" della sezione transfrontaliera della nuova linea Torino-Lione.
- 29 L'INEA, incaricata dalla Commissione Europea di esaminare i progetti di trasporto, propone il finanziamento della Sezione transfrontaliera della Torino-Lione pari al 41,08%.

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

Juillet		Luglio	
10	Le Comité CEF (Mécanisme pour relier l'Europe) approuve la proposition de la Commission européenne, qui affecte au projet Lyon-Turin la somme de 813,7 M€.	10	Il Comitato CEF (Meccanismo per collegare l'Europa) approva la proposta della CE che assegna alla Torino-Lione 813,7 Mln.
13	les Parlementaires français Michel Destot et Michel Bouvard présentent au Premier ministre Manuel Valls l'étude sur le financement du projet Lyon-Turin, section transfrontalière, par une contribution de l'Eurovignette.	13	I parlamentari francesi Michel Destot e Michel Bouvard presentano al Primo ministro Manuel Valls lo studio sul finanziamento per la Torino-Lione, sezione transfrontaliera, con il contributo dell'Eurovignette.
Août		Agosto	
6	La délibération CIPE du 20 février 2015 n° 19, qui approuve le Projet Définitif de la partie italienne du projet Lyon-Turin, est publiée.	6	La delibera CIPE del 20 febbraio 2015 n. 19 che approva il Progetto Definitivo della tratta italiana della Torino-Lione è pubblicata.
Novembre		Novembre	
2	TELT est inscrite au Global Compact des Nations Unies comme organisme public	2	TELT entra nel Global Compact delle Nazioni Unite come organismo pubblico
26-27	Un séminaire est organisé à Bolzano entre les sociétés BBT et TELT pour un échange d'expériences.	26-27	Un seminario è organizzato tramite BBT e TELT a Bolzano per uno scambio di esperienze.
Décembre		Dicembre	
1	Livraison officielle du tunnelier pour le creusement de la galerie de SMLP.	1	Consegna ufficiale della fresa di SMLP
3	L'INEA signe le Grant Agreement en confirmant la contribution européenne de 813,7 M€.	2	L'INEA firma il Grant Agreement per il finanziamento europeo di M€ 813,7.
16	suite au dépôt d'une requête, le 10 août 2015, par un conseiller <i>Movimento 5 Stelle</i> , l'AGCM rend un avis d'incompatibilité de 12 mois à compter de l'entrée en fonction du Directeur général de TELT par rapport à sa précédente fonction. Un recours a été	16	A seguito di un esposto di un consigliere del Movimento 5 Stelle in data 10.08.2015, l'AGCM si pronuncia su l'incompatibilità post carica fino alla decorrenza di 12 mesi dall'incarico del Direttore generale di TELT. Un ricorso è stato presentato al

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

- | | | | |
|----|--|----|--|
| | déposé devant le Tribunal administratif Régional du Lazio. | | Tribunale Amministrativo Regionale Lazio. |
| 17 | la Direction des Affaires juridiques de la Commission européenne approuve la demande d'adapter la réglementation antimafia italienne aux Directives européennes pour permettre ainsi son application en France. | 17 | la Direzione Affari Legali della Commissione europea risponde in termini positivi in ordine alla rispondenza della normativa antimafia italiana alle Direttive Europee, consentendone la piena applicazione anche in Francia. |
| 18 | Notification de la clôture de l'enquête de la part de l'OLAF (Office européen de Lutte Anti-Fraude) adressée au Président de TELT, faisant suite à la requête faite par deux eurodéputées françaises le 21 mai 2015 concernant le marché de Saint Martin la Porte. | 18 | Notifica al Presidente di TELT dall'OLAF (Office européen de Lutte Anti-Fraude) della chiusura dell'indagine aperta dopo esposto da parte di due eurodeputate francesi in data 21 maggio 2015 relativamente al contratto di Saint Martin la Porte. |
| 28 | la Loi de Stabilité n° 208 est publiée. Elle permet, entre autre, le transfert de financements à TELT dans l'attente du Contrat de Programme MIT/FS-TELT et de déterminer les sources de couverture financière pour le lancement de l'appel d'offres en vue de l'attribution du service définitif d'Autoroute Ferroviaire Alpine (AFA) avant septembre 2016. | 28 | è pubblicata la Legge di Stabilità n. 208 che permette tra gli altri il trasferimento a TELT nelle more del Contratto di Programma MIT/FS-TELT e di individuare le fonti di copertura finanziaria per l'avvio della gara per l'affidamento del servizio definitivo di Autostrada Ferroviaria Alpina(AFA) entro settembre 2016. |

V. Ressources humaines et organisation

1. Ressources humaines

A la date de sa constitution, le 23 février 2015, TELT a intégré le personnel de LTF SAS. L'effectif de LTF au 31.12.2014 était composé comme suit :

- 50 salariés, dont :
 - 33 salariés français (*dont 1 détaché du Ministère-Fr*)
 - 17 salariés italiens
- 7 détachés, dont :
 - 2 détachés SNCF
 - 5 détachés du groupe FSI
- 6 intérimaires, dont :
 - 2 intérimaires français
 - 4 intérimaires italiens
- 2 collaborateurs à projet, dont :
 - 0 français
 - 2 italiens

A la date de constitution de TELT l'effectif total était de 65 personnes :

- 29 hommes, 14 français et 15 italiens,
- 36 femmes, 13 françaises et 23 italiennes

En partant de la définition macro/micro de l'organisation des structures, TELT a mis en place un programme de sélection du personnel pour couvrir de façon progressive les postes à responsabilité et ce, avec l'aide d'une société spécialisée dans le secteur.

Au 31 décembre 2015, le personnel de TELT est passé de 53 à 77 salariés, selon le détail ci-après (le Président et le Directeur Général sont exclus de l'effectif) :

- 53 salariés, dont :

V. Risorse umane e organizzazione

1. Risorse umane

Alla data della sua costituzione, 23.2.2015, TELT ha ereditato il personale di LTF SAS. Il totale effettivo di LSF al 31.12.2014 era così composto:

- 50 dipendenti, di cui:
 - n. 17 dipendenti italiani
 - n. 33 dipendenti francesi (*di cui 1 distaccato Ministeri-Fr*)
- 7 distaccati, di cui:
 - n. 5 distaccati Gruppo FSI (It)
 - n. 2 distaccati SNCF (Fr)
- 6 interinali, di cui:
 - n. 4 interinali italiani
 - n. 2 interinali francesi
- 2 collaboratori a progetto, di cui:
 - n. 2 italiani
 - n. 0 francesi

Alla data di costituzione di TELT il totale effettivo era di 65 persone:

- 29 uomini, n. 15 italiani e n. 14 francesi
- 36 donne, n. 23 italiane e n. 13 francesi

Con la definizione della macro/micro organizzazione delle strutture, TELT ha avviato un programma di ricerca e selezione di personale per la graduale copertura delle posizioni organizzative dei responsabili, avvalendosi anche di Società specializzate nel settore.

Al 31.12.2015, il personale di TELT è passato da 53 a 77 risorse, con il seguente dettaglio (il Presidente e il Direttore Generale sono esclusi):

- 53 dipendenti, di cui:

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

- 32 salariés français (*dont 2 mises à disposition du Ministère-Fr*)
- 21 salariés italiens (*dont 1 mise à disposition du Ministère-Fr*)
- 11 détachés, dont :
 - 2 détachés SNCF
 - 9 détachés du groupe FSI
- 12 intérimaires, dont :
 - 7 intérimaires français
 - 5 intérimaires italiens
- 1 collaborateur à projet, dont :
 - 0 en France (le collaborateur à projet est une particularité italienne)
 - 1 collaborateur italien
- n. 21 dipendenti italiani (*di cui 1 distaccato Ministeri-Fr*)
- n. 32 dipendenti francesi (*di cui 2 distaccati Ministeri-Fr*)
- 11 distaccati, di cui:
 - n. 9 distaccati Gruppo FSI (It)
 - n. 2 distaccati SNCF (Fr)
- 12 interinali, di cui:
 - n. 5 interinali italiani
 - n. 7 interinali francesi
- 1 collaboratori a progetto, di cui:
 - n. 1 italiano
 - n. 0 francesi (il contratto a progetto è una peculiarità italiana)

L'effectif de TELT s'élève au 31/12/2015 à 77 personnes qui se décomposent comme suit :

- 36 hommes, 15 français et 21 italiens,
- 41 femmes, 26 françaises et 15 italiennes

L'effectif moyen du personnel pour la période considérée a été de 71 ressources en équivalent temps plein, avec un coût annuel unitaire d'environ 86,1 K€.

2. Organisation

La mission de TELT se décompose en deux phases :

- Une première phase consacrée à la réalisation du Projet, c'est-à-dire à la construction de l'infrastructure ferroviaire (investissements) ;
- Une seconde phase consacrée à l'exploitation du réseau, c'est-à-dire à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (maintenance et circulation).

Afin de réaliser sa mission, TELT se dote d'une organisation.

Il totale effettivo di TELT arriva al 31/12/2015 a 77 persone con una composizione "di genere" di:

- 36 uomini, 21 italiani e 15 francesi
- 41 donne, 15 italiane e 26 francesi

La consistenza media del personale nel periodo considerato è stata di 71 risorse a tempo pieno equivalente, con un costo medio unitario annuo di circa K€ 86,1.

2. Organizzazione

La missione di TELT è articolata in due fasi:

- Una prima fase, focalizzata sulla realizzazione del Progetto, ossia, sulla costruzione dell'infrastruttura ferroviaria (investimenti);
- Una seconda fase, focalizzata sull'esercizio della rete, ossia, sulla gestione dell'infrastruttura ferroviaria (manutenzione e circolazione).

Per realizzare la sua missione TELT si dota di un'organizzazione.

L'organisation – ou plus exactement le modèle d'organisation, de gestion et de contrôle des activités – de TELT, compte-tenu de la nature publique du Projet et des ressources mises à disposition pour sa réalisation, recherche l'excellence par :

- la qualité de l'organisation (efficacité et efficience régissant les activités) ;
- l'éthique de gestion (respect des “valeurs d'entreprise” – au regard notamment de la législation – dans la gestion des activités).

Le système de communication organisationnelle garantit au personnel la connaissance du modèle d'organisation, de gestion et de contrôle de la Société.

Le Règlement intérieur et le Code éthique définissent les principes de valeur culturelle, éthique et professionnelle de la culture d'entreprise, pour le modèle d'organisation, de gestion et de contrôle de la Société.

L'organisation de TELT prévoit :

- une Présidence (PR), confiée au Président, avec son staff et
- une Direction Générale (DG), confiée au Directeur Général, avec son staff.

Dans la première phase de gestion d'entreprise de TELT, la Direction Générale (DG) se compose de :

- Direction “Administration et Finance” (AF);
- Direction “Juridique” (JUR);
- Direction “Personnel, Organisation, Systèmes et Services” (POS);
- Direction “Sécurité et Environnement” (SE);
- Division “Technique” (TEC), qui regroupe également :
 - la Direction “Etudes et Projets” (EP) et

L'organizzazione – meglio, di un modello di organizzazione, gestione e controllo delle attività – di TELT, tenuto conto della natura pubblica del Progetto e delle risorse messe a disposizione per la sua realizzazione, persegue l'eccellenza attraverso:

- la qualità dell'organizzazione (efficacia ed efficienza nella disciplina delle attività);
- l'eticità della gestione (rispetto dei “valori aziendali” – con riguardo, in particolare, alla legalità – nella gestione delle attività).

Il sistema di comunicazione organizzativa assicura al personale la conoscenza del modello di organizzazione, gestione e controllo della Società.

Il Regolamento interno ed il Codice etico definiscono le condizioni di sostenibilità culturale/valoriale, etico/professionale, del modello di organizzazione, gestione e controllo della Società.

L'organizzazione di TELT prevede:

- una Presidenza (PR), affidata al Presidente, con il suo staff, e
- una Direzione Generale (DG), affidata al Direttore Generale, con il suo staff.

Nella prima fase della gestione d'impresa di TELT, la Direzione Generale (DG) è articolata come segue:

- Direzione “Amministrazione e Finanza” (AF);
- Direzione “Giuridica” (JUR);
- Direzione “Personale, Organizzazione, Sistemi e Servizi” (POS);
- Direzione “Sicurezza ed Ambiente” (SE);
- Divisione “Tecnica” (TEC), nel cui ambito è costituita:
 - la Direzione “Studi e Progetti” (EP) e

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

o la Direction “Constructions” (CO).

Les Directions se décomposent en “Fonctions”; les Fonctions se décomposent, si besoin, en “Services”.

Durant cette phase, les processus les plus importants sont :

- les investissements et
- les achats.

La macro organisation de TELT a été formalisée le 23 juillet 2015 et finalisée le 6 octobre.2015 par la définition de la micro organisation.

La gestion des investissements est assurée par :

- une Maîtrise d’ouvrage interne, représentée par le Directeur Général, en collaboration avec les Directions AF, JUR, POS, SE (SO staff) ;
- une Maîtrise d’œuvre technique interne, en la personne du Directeur Technique, responsable de la Division TEC (SO line).

La gestion des achats est assurée par une "Centrale unique d’achat" (“process owner” achats), dans le cadre de la Direction AF.

Les Directions et la Division de la Société assurent, à travers l’organisation, la gestion et le contrôle des processus qui leur sont confiés, la plus grande efficacité et efficience possibles dans la réalisation de leur mission (qualité de l’organisation), en orientant les décisions et les comportements vers le respect des valeurs de l’entreprise, en rapport notamment avec la législation (éthique de la gestion).

Elles participent au système de contrôle interne de la Société en assurant le contrôle au premier niveau par :

- l’analyse des risques (d’organisation et de gestion) liés aux activités leur incombant ;
- l’adoption des mesures les plus adaptées pour les éliminer/atténuer et le suivi de leur application

o la Direzione “Costruzioni” (CO).

Le Direzioni sono articolate in “Funzioni”; le Funzioni sono, all’occorrenza, articolate in “Servizi”.

Nella fase considerata i processi di maggiore rilievo sono:

- gli investimenti e
- gli acquisti.

La macro organizzazione di TELT è stata formalizzata il 23.7.2015 e completata il 6.10.2015 con la definizione della micro organizzazione.

Per la gestione degli investimenti è costituita:

- una Committenza interna, rappresentata dal Direttore Generale, supportato dalle Direzioni AF, JUR, POS, SE (SO staff);
- un Soggetto tecnico interno, rappresentato dal Direttore Tecnico, responsabile della Divisione TEC (SO line).

Per la gestione degli acquisti è costituita una “Centrale unica degli acquisti” (“process owner” acquisti), nell’ambito della Direzione AF.

Le Direzioni e la Divisione della Società assicurano, attraverso l’organizzazione, la gestione ed il controllo dei processi ad esse affidati, la maggiore efficacia ed efficienza possibile nella realizzazione della loro missione (qualità dell’organizzazione), orientando le decisioni ed i comportamenti al rispetto dei valori aziendali, con riguardo in particolare alla legalità (eticità della gestione).

Esse partecipano al sistema di controllo interno della Società assicurando il controllo di primo livello con:

- l’analisi dei rischi (di organizzazione e di gestione) collegati alle attività di competenza;
- l’adozione delle misure più adeguate per eliminarli/attenuarli ed il monitoraggio della loro

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

effective ;

- la traçabilité des activités réalisées et la classification ainsi que l'archivage de la documentation correspondante.

3. Sièges

La Société dispose de bâtiments situés en France et en Italie :

- utilisés comme locaux d'entreprise :
 - o siège social – Chambéry (Fr),
 - o siège détaché – Modane (Fr),
 - o bureau détaché – Paris (Fr);
 - o siège opérationnel – Turin (It),
 - o bureau détaché – Rome (It).
- utilisés comme entrepôts (pour le stockage de matériaux géologiques, de documents, de mobilier,...).

La Société garantit à la “Commission des contrats” (CDC) et au “Service permanent de contrôle” (SPC) la disponibilité d'un bureau :

- à Paris (Fr) et
- à Rome (It).

Les bâtiments sont en location.

La nécessité de disposer de locaux destinés à l'occupation par le personnel et à la gestion des archives a conduit la Société :

- à agrandir le siège opérationnel de Turin par la location des locaux situés au premier étage, en plus des locaux déjà loués au rez-de-chaussée du bâtiment actuellement occupé (via Paolo Borsellino 17/B) ;
- à transférer l'actuel siège social de Chambéry dans les locaux du Bâtiment Homère situé à Savoie Technolac (BP 234 16 avenue Lac du Bourget).

effettiva applicazione;

- la tracciabilità delle attività espletate e l'ordinata conservazione ed archiviazione della relativa documentazione.

3. Sedi

La Società dispone, sia in Francia che in Italia, di immobili:

- ad uso sedi di lavoro:
 - o sede legale – Chambéry (Fr),
 - o sede distaccata – Modane (Fr),
 - o ufficio distaccato – Parigi (Fr);
 - o sede operativa – Torino (It),
 - o ufficio distaccato – Roma (It).
- ad uso magazzino (per lo stoccaggio di materiale di geologia, documenti, mobilio, ...).

La Società assicura alla “Commissione dei contratti” (CDC) ed al “Servizio permanente di controllo” (SPC) la disponibilità di un ufficio:

- a Roma (It) ed
- a Parigi (Fr).

Gli immobili sono acquisiti in locazione.

L'esigenza di disporre di spazi utili per collocare il personale e gestire gli archivi, ha indotto la Società:

- ad ampliare la sede operativa di Torino, con l'estensione della locazione dal piano terra al primo piano dell'immobile dove attualmente risiede (via Paolo Borsellino 17/B);
- a ricollocare la sede legale di Chambéry, nei locali situati in Savoia Technolac Bâtiment Homère (BP 234 16 avenue Lac du Bourget).

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

L'organisation de la Société fait partie des L'organizzazione della Società rientra nelle responsabilità attribuées au Directeur général par les responsabilit  attribuite dallo Statuto al Direttore Statuts. Generale.



Bande transporteuse – Montage structure métallique
Nastro trasportatore – Montaggio attrezzatura metallica

VI. Environnement

1. Nouvelle organisation du pôle environnement au sein de la société

Depuis le 30 juin 2015, la société a donné une nouvelle place à l'environnement au sein de son organisation : si, précédemment, l'environnement s'opérait essentiellement au sein de la "Direction études et projet" avec l'appellation "Etudes environnementales", aujourd'hui le caractère transversal de cette discipline a été confirmé par la création de la direction "Sécurité et environnement" séparée de la Division technique, mais en lien opérationnel avec la direction études et projet, la direction construction et avec les fonctions procédures, accords et concertation.

2. Chantiers et respect de l'environnement

a) *Galerie de reconnaissance de Saint-Martin-la-Porte*

Dans le cadre des travaux pour la réalisation de la galerie de reconnaissance de Saint-Martin-la-Porte, depuis le début de l'année 2015, TELT s'est dotée d'une structure de Coordination Environnementale (ingénieries spécialisées choisies sur appel d'offres) ayant un rôle opérationnel dans la mise en œuvre et le contrôle des mesures d'évitement et de réduction de l'impact du chantier sur le milieu naturel suivant les prescriptions de l'arrêté préfectoral de dérogation aux interdictions portant sur les espèces protégées, et un rôle d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la surveillance de l'impact du chantier sur l'eau et le cadre de vie (bruit et poussière).

Le suivi du milieu aquatique souterrain et de surface, selon le protocole de prescription de la Loi sur l'eau, est assuré depuis fin 2014 par un prestataire de

VI. Ambiente

1. Nuova organizzazione del polo ambiente in seno alla società

Dal 30 giugno 2015, la società ha assegnato un nuovo posto all'ambiente in seno alla propria organizzazione: se prima esso operava essenzialmente in seno alla "Direzione studi e progetti" con l'appellazione di "Studi ambientali", oggi il carattere trasversale di questa disciplina è stato tradotto nella creazione della direzione "Sicurezza e ambiente", separata dalla Divisione tecnica, ma in collegamento operativo con la direzione studi e progetti e la direzione costruzione e con le funzioni procedure, accordi e concertazioni.

2. Cantieri e rispetto dell'ambiente

a) *Cunicolo geognostico di Saint-Martin-la-Porte*

Nell'ambito dei lavori per la realizzazione del cunicolo geognostico di Saint-Martin-la-Porte, a partire dall'inizio del 2015, TELT si è dotata di una struttura di Coordinazione Ambientale (ingegneri specializzati scelti tramite gara d'appalto) con un ruolo operativo nella messa in opera e controllo delle misure atte ad evitare o ridurre l'impatto del cantiere sull'ambiente naturale, in ottemperanza alle prescrizioni del decreto prefettizio di deroga ai divieti relativi alle specie protette, e un ruolo di assistenza alla committenza per la sorveglianza dell'impatto del cantiere sull'acqua e sul quadro di vita (rumore e polveri).

Il monitoraggio dell'ambiente idrico sotterraneo e superficiale, secondo il protocollo prescrittivo della "Legge sull'acqua", è assicurato sin da fine 2014 da

services et se poursuivra pendant toute la durée du chantier.

b) Galerie de reconnaissance de La Maddalena

Dans le cadre de la réalisation de la galerie de reconnaissance de La Maddalena, comme pour les années précédentes, le suivi environnemental interne et externe au chantier s'est poursuivi tout au long de l'année 2015, sous la supervision de l'ARPA (Agence régionale pour la protection de l'environnement).

A ce suivi s'est ajouté, au cours de l'année 2015, le développement d'une évaluation de l'impact du chantier sur la santé publique (VIS), comme demandé explicitement par le comité interministériel de programmation économique (CIPE) par la prescription n° 63 de la délibération 86/2010. Cette évaluation, réalisée par un groupe d'experts issu du Département des Sciences de la Santé Publique et Pédiatriques de l'Université de Turin, intègre dans sa démarche des opérateurs et des acteurs locaux concernés. Elle se poursuivra jusqu'à mi-2017.

c) Travaux préparatoires

La programmation du lancement des travaux préparatoires côté France (puits d'Avrieux et tranchée couverte de Villarclément) a impliqué, pour la fonction environnement, la préparation des consultations pour :

- > la réalisation des états initiaux bruit et poussière ;
- > la mise en œuvre d'une coordination environnementale des futurs chantiers ;
- > le suivi au titre de la Loi sur l'eau.

Ces activités seront lancées dans le courant du premier semestre 2016.

un prestataire di servizi e continuerà durante tutta la durata del cantiere.

b) Cunicolo geognostico de La Maddalena

Nell'ambito della realizzazione del cunicolo geognostico de La Maddalena, come negli anni precedenti, durante tutto il 2015, ha avuto corso il monitoraggio interno ed esterno al cantiere, sotto la supervisione dell'ARPA (Agenzia regionale per la protezione dell'ambiente).

A questo monitoraggio si è aggiunto, durante il 2015, lo sviluppo di una valutazione dell'impatto sulla salute pubblica (VIS) del cantiere, come esplicitamente richiesto dal comitato interministeriale per la programmazione economica (CIPE) con la prescrizione n°63 della delibera 86/2010. Questa valutazione, realizzata da un gruppo di esperti provenienti dal Dipartimento di Scienza della Salute Pubblica e Pediatriche dell'Università di Torino, integra nel processo operatori e stakeholder locali interessati. La valutazione avrà corso fino a metà del 2017.

c) Lavori preparatori

La programmazione dell'avvio dei lavori preparatori lato Francia (pozzo di Avrieux e trincea coperta di Villarclément) ha comportato, per la funzione ambiente, la preparazione di consultazioni per:

- > la realizzazione dei monitoraggi di rumore e polveri per l'"ante-operam";
- > la messa in opera di una coordinazione ambientale dei futuri cantieri;
- > il monitoraggio a titolo della "Legge sull'acqua".

Tali attività verranno avviate durante il primo semestre 2016.

Concernant les travaux anticipés sur le côté italien (échangeur de Chiomonte, Autoport et piste de "conduite sûre"), des premiers échanges ont eu lieu avec l'ARPA pour l'organisation des plans de suivi environnementaux.

3. Territoire et environnement

L'année 2015 a été caractérisée par la mise en œuvre de la totalité des mesures compensatoires environnementales prescrites à TELT pour la conservation des espèces protégées impactées par le chantier de la galerie de reconnaissance de Saint-Martin-la-Porte. Il s'agit notamment de :

- > La création d'un réseau de sites favorables aux amphibiens sur les terrasses alluviales de l'Arc ;
- > La mise en place d'îlots de sénescence avec amélioration des conditions d'accueil pour les chiroptères et l'avifaune ;
- > La transplantation de bulbes d'espèces végétales depuis un site impacté vers un site d'accueil et la gestion des parcelles les accueillant ;
- > La restauration et la gestion de 5 ha de prairies et d'arbustes.

Ces mesures ont été construites et mises en œuvre avec le concours, entre autres, d'opérateurs et acteurs locaux de la Maurienne (Communes, Office National de la Forêt, Conservatoire Botanique Alpin, une Association Foncière et Pastorale, Conservatoire des Espaces Naturels de Savoie, Conseil Général de Savoie, Société Française Tunnel Routier du Fréjus, ainsi que des petites entreprises locales, etc.). Elles ont une durée de 30 ans et feront l'objet d'un suivi spécifique qui a été lancé en fin d'année 2015.

Per quanto riguarda i lavori anticipati sul lato Italiano (svincolo di Chiomonte, Autorporto e Guida sicura), hanno avuto luogo dei primi scambi con l'ARPA per l'organizzazione dei relativi piani di monitoraggio ambientale.

3. . Territorio e ambiente

L'anno 2015 è stato caratterizzato dalla messa in opera della totalità delle misure di compensazione ambientale prescritte a TELT per la conservazione delle specie protette impattate dal cantiere del cunicolo geognostico di Saint-Marti-la-Porte. Si tratta in particolare di:

- > La creazione di una rete di siti favorevoli agli anfibi sulle terrazze alluvionali dell'Arco;
- > La messa in opera di parcelle forestali di invecchiamento del bosco con miglioramento delle condizioni di accoglienza dei chiroterri e dell'avifauna;
- > Il trapianto di bulbi di specie vegetali da un sito impattato ad un sito di accoglienza, e la gestione delle relative parcelle;
- > Il restauro e la gestione di 5 ha di un habitat composto da praterie e arbusti.

Queste misure sono state costruite e messe in opera con il concorso, tra l'altro, di operatori e stakeholder locali della Maurienne (comuni, ufficio forestale, conservatorio botanico alpino, una associazione fondiaria e pastorale, conservatorio degli spazi naturali di Savoia, consiglio generale di Savoia, società francese del tunnel stradale del Fréjus, nonché piccole imprese locali, ecc.). Hanno una durata di 30 anni e saranno oggetto di uno specifico monitoraggio, che è stato avviato alla fine del 2015.

4. Procédures environnementales

L'année 2015 s'est conclue avec la réception par TELT de l'avis favorable des commissions faune et flore du Conseil National de Protection de la Nature sur le dossier de demande de dérogation aux interdictions portant sur les espèces protégées pour l'ensemble des sites nécessaires à la réalisation de la section transfrontalière sur le sol français. Les mesures d'évitement et de réduction des impacts sur le milieu naturel que TELT s'engage à respecter sur les futurs chantiers ont été jugées pertinentes, sous réserve de la mise en œuvre d'un vaste programme de mesures compensatoires et d'accompagnement, que TELT a proposé suite à de nombreux échanges avec les acteurs, instances et collectivités locales. Ces mesures, dont une partie à caractère agro-environnemental, sont en cours de lancement.

5. La place de l'environnement dans les études de projet

La deuxième partie de l'année 2015 a été consacrée à l'appréciation des prescriptions émises par le CIPE sur le Projet Définitif via la délibération n° 19/2015 et des remarques et demandes d'approfondissement émises par le Ministère de l'écologie et du développement durable français par Décision ministérielle du 2 juin 2015 d'approbation du Projet de Référence. Les cahiers des charges ont été rédigés sur ces bases, en vue du lancement de la révision générale finale du Projet. La fonction environnement a participé à ce travail préparatoire pour une prise en compte appropriée des prescriptions concernant l'environnement et des conséquences environnementales dues aux modifications du projet.

4. Procedure ambientali

Il 2015 si è concluso con il ricevimento da parte di TELT del parere favorevole delle commissioni fauna e flora del Consiglio Nazionale di Protezione della Natura sul dossier di richiesta di deroga ai divieti relativi alle specie protette per l'insieme dei siti necessari alla realizzazione della sezione transfrontaliera sul suolo francese. Le misure atte ad evitare e ridurre gli impatti sull'ambiente naturale che TELT s'impegna a rispettare sui futuri cantieri sono state giudicate pertinenti su riserva della messa in opera di un vasto programma di misure di compensazione e di accompagnamento, che TETL ha proposto in base a numerose interlocuzioni con gli stakeholder, le istanze e collettività locali. Queste misure, di cui una parte a carattere agro-ambientale, sono in corso di avvio.

5. Il posto dell'ambiente negli studi di progetto

La seconda parte dell'anno 2015 è stata consacrata alla valutazione delle prescrizioni emesse dal CIPE sul Progetto Definitivo attraverso la delibera n°19/2015 e delle osservazioni e richieste di approfondimento emesse dal Ministero dell'ecologia e dello sviluppo sostenibile francese con la Decisione ministeriale del 2/6/2015 di approvazione del Progetto di Riferimento. Su tali basi sono stati redatti i capitoli per l'avvio della revisione generale finale del Progetto. La funzione ambiente ha contribuito a questo lavoro preparatorio affinché le prescrizioni relative all'ambiente e le conseguenze ambientali delle modifiche progettuali siano opportunamente prese in conto.

6. Autres activités

De premières réflexions ont été menées sur les opportunités données par la certification ISO 14001 qui concerne la mise en place d'un système de management environnemental. La consultation pour la sélection d'un prestataire chargé d'accompagner TELT jusqu'à l'obtention de la certification a été préparée par la fonction "procédures et systèmes informatiques".

La fonction environnement participe depuis la fin de l'année 2015 au groupe de travail interne sur la gestion des déblais, enjeu environnemental majeur pour le projet.

6. Altre attività

Sono state condotte delle prime riflessioni sulle opportunità aperte dalla certificazione ISO 14001 che riguarda la messa in opera di un sistema di gestione ambientale. La consultazione per la selezione di un prestatore di servizio incaricato di accompagnare TELT fino all'ottenimento della certificazione è stata preparata dalla funzione "procedure e sistemi informatici".

La funzione ambiente partecipa, da fine 2015, al gruppo di lavoro interno sulla gestione dei materiali di scavo, data la portata maggiore di questo argomento in fatto di ambiente.



Creusement à l'explosif de la chambre des puits de relance et de la niche pour les reconnaissances géologiques
Scavo con esplosivo del camerone per vasche di rilancio e nicchia per indagini geognostiche

VII. Communication

TELT a continué à impulser une démarche de communication partenariale, en lien notamment avec les Etats, les régions Rhône-Alpes et Piémont, le Département de la Savoie et la Province de Turin, Transalpine et Transpadana.

Les principaux événements de l'année 2015 ont été :

- ✓ Le 14 avril : Une conférence-débat est organisée au Comité des Régions, à Bruxelles, en présence du Coordonnateur Laurens Jan Brinkhorst et l'eurodéputée Mercedes Bresso sur le thème "la liaison ferroviaire Lyon-Turin : une infrastructure pour l'Europe, l'économie et l'environnement".
- ✓ Le 12 juin : Une conférence-débat est organisée à l'Expo de Milan, sur le thème : "Préparer les échanges économiques de demain", au cours de laquelle a été annoncée la certification des coûts du projet.
- ✓ Le 27 août : Les ministres français et italien des Transports sont accueillis au siège opérationnel de Telt à Turin puis participent à la visite des chantiers de La Maddalena et de Saint Martin La Porte.
- ✓ Le 29 septembre : le concours "Telt Contest" destiné aux jeunes étudiants de Rhône-Alpes et du Piémont pour le logo de la société est présenté à la Mole Antonelliana de Turin, siège du Musée national du Cinéma, en présence de l'ensemble des salariés, de leur famille et des médias.
- ✓ Le 1^{er} octobre : une conférence-débat est organisée à la CCI de Lyon sur le thème "le Lyon-Turin c'est parti".

VIII. Comunicazione

TELT ha proseguito a dare impulso alla comunicazione partenariale, in relazione in particolare con gli Stati, le regioni Piemonte e Rhône-Alpes, la provincia di Torino, il Dipartimento della Savoia, Transpadana e Transalpine.

Di seguito i principi eventi del 2015:

- ✓ 14 aprile: Una conferenza-dibattito si svolge al Comitato delle Regioni a Bruxelles, sul tema: "il collegamento Torino-Lione: una infrastruttura per l'Europa, l'economia e l'ambiente", alla presenza del Coordinatore Laurens Jan Brinkhorst e l'eurodeputata Mercedes Bresso.
- ✓ 12 giugno: Una conferenza-dibattito si tiene all'Expo di Milano, sul tema: "Preparare gli scambi economici di domani", dove è stata annunciata la certificazione dei costi del progetto.
- ✓ 27 agosto: I Ministri italiano e francese dei Trasporti sono accolti nella sede operativa di Telt a Torino e in seguito visita dei cantieri di La Maddalena e di Saint Martin La Porte.
- ✓ 29 settembre: il concorso "Telt Contest" rivolto ai giovani di Piemonte e Rhône-Alpes per il logo della società viene presentato presso la Mole Antonelliana di Torino, sede del Museo nazionale del Cinema, alla presenza di tutti i dipendenti, delle loro famiglie e dei media.
- ✓ 1^o ottobre: una conferenza-dibattito si svolge alla CCI di Lione sul tema: "E' avviata la Torino-Lione".

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

- ✓ Le 13 octobre : Les administrateurs du Conseil d'Administration de TELT visitent le chantier de Saint Martin La Porte.
- ✓ 13 ottobre: gli amministratori del Consiglio di Amministrazione di TELT visitano il cantiere di Saint Martin La Porte.



Les Œillettes

Voussoirs et panneaux d'essais / Conci e anelli di prova

VIII. Cadre macro-économique

Le ralentissement de la croissance des grandes économies émergentes qui, ces dernières années, ont entraîné l'économie mondiale, l'effondrement des prix des matières premières et une croissante volatilité du marché financier ont affaibli en 2015 les perspectives de croissance de l'activité économique mondiale.

Selon les dernières estimations de *"Prometeia"*, la croissance du PIB en 2015 mondial a été de 2,9 % (-0,4 points en moins par rapport à l'année précédente), quand le ralentissement des pays émergents (+3,7 % par rapport aux 4,6 % de 2014) a été partiellement compensé par l'expansion modeste des pays industrialisés (+2,0 % par rapport au +1,7 % de 2014). La prévision de croissance pour 2016 est de +3,0 %, précisant qu'on n'attend pas encore une croissance globale vigoureuse et harmonisée.

L'économie des États-Unis a continué en 2015 sur la voie de l'amélioration, même si le rythme était contenu. Après un démarrage modeste au cours du premier trimestre (PIB à 0,2 %), elle a accéléré au cours du second trimestre (PIB à +1,0 %) grâce à la consommation, puis a freiné au cours des troisième et quatrième trimestres (PIB respectivement à +0,4 et +0,6 %) en raison de la faiblesse de l'économie mondiale et du renforcement du dollar qui n'a pas facilité les exportations, et se situer enfin à +2,5 % en milieu d'année. Dans l'ensemble, le cycle économique a été soutenu par le bon déroulement de la demande intérieure, les résultats positifs du marché du travail - avec un taux de chômage descendu à 5,0 % - et l'amélioration du climat de confiance des consommateurs. De tels éléments qui ont amené la

VIII. Quadro macroeconomico

Il rallentamento della crescita delle grandi economie emergenti che negli ultimi anni hanno trainato l'economia mondiale, il crollo dei prezzi delle materie prime e una crescente volatilità del mercato finanziario hanno indebolito nel corso del 2015 le prospettive di crescita dell'attività economica mondiale.

Secondo le ultime stime di Prometeia, la crescita del PIL mondiale nel 2015 si è attestata al 2,9% (-0,4 punti percentuali in meno rispetto all'anno precedente), dove il rallentamento dei paesi emergenti (+3,7% rispetto al +4,6% del 2014) è stato parzialmente compensato dalla modesta espansione dei paesi industrializzati (+2,0% rispetto al +1,7% del 2014). La previsione di crescita per il 2016 risulta essere del +3,0%, ad indicare che non si prospetta ancora una crescita globale vigorosa e armonizzata.

L'economia degli Stati Uniti ha proseguito anche nel 2015 il suo percorso di miglioramento, anche se con ritmi contenuti. Dopo un avvio modesto nel primo trimestre (PIL al +0,2%), ha accelerato nel secondo trimestre (PIL al +1,0%) grazie ai consumi, per poi frenare nel terzo e quarto trimestre (PIL rispettivamente al +0,4 e +0,6%) a causa della debolezza dell'economia mondiale e al rafforzamento del dollaro che non ha facilitato le esportazioni, ed attestarsi infine al +2,5% in media annua. Nel complesso, il ciclo economico è stato sostenuto dal buon andamento della domanda interna, dai positivi risultati del mercato del lavoro - con un tasso di disoccupazione sceso al 5,0% - e dal migliorato clima di fiducia dei consumatori. Elementi, questi, che hanno indotto la Banca Centrale (FED) ad avviare,

Banque Centrale (FED) à lancer, après sept années de stimulation monétaire, une phase de normalisation de la politique monétaire.

Le Japon, bien que faisant partie des pays industrialisés les plus exposés au ralentissement de l'économie chinoise du fait de sa position géographique et de ses liens commerciaux, a montré une croissance économique positive bien que contenue. Le PIB a augmenté de 0,8 % (par rapport à la croissance nulle de 2014) grâce à la demande intérieure, soutenue par un programme de stimulation monétaire et fiscale qui a compensé la faiblesse des exportations.

Pour les principales économies émergentes, la conjoncture s'est notablement affaiblie, avec des évolutions très différentes entre les pays. Alors que le Brésil - par un fléchissement du PIB annuel de 3,4 % et un taux d'inflation qui a dépassé les 10 % - et la Russie - avec une réduction du PIB de 3,7 % - ont connu une profonde crise politique et économique, l'Inde a connu une évolution positive de sa situation économique (PIB à +7,3 %), poussée par le secteur de la manufacture et des services. En ce qui concerne la Chine, la décélération de son économie - qui a pourtant augmenté de 6,9 % conformément aux prévisions gouvernementales – reflète le processus de rapprochement vers un modèle de développement tourné vers les consommations et les services plutôt que sur l'export et les investissements d'infrastructures.

dopo sette anni di stimolo monetario, una fase di normalizzazione della politica monetaria.

Il Giappone, pur essendo fra i paesi industrializzati maggiormente esposti al rallentamento dell'economia cinese per via della sua posizione geografica e dei suoi legami commerciali, ha mostrato una crescita economica positiva anche se contenuta. Il PIL è cresciuto dello 0,8% (rispetto alla crescita nulla del 2014) grazie alla domanda interna, sostenuta da un programma di stimolo monetario e fiscale che ha compensato la debolezza delle esportazioni.

Nelle principali economie emergenti il quadro congiunturale si è notevolmente indebolito, con andamenti assai differenziati tra paesi. Alla profonda crisi politica ed economica del Brasile - manifestatasi con una flessione del PIL annuo del 3,4% e un tasso di inflazione che ha superato il 10% - e della Russia - con una contrazione del PIL del 3,7% - si è contrapposta la positiva evoluzione della situazione economica in India (PIL al +7,3%), sospinta dal settore manifatturiero e dai servizi. Per quanto riguarda la Cina, la decelerazione della sua economia - che è comunque cresciuta del 6,9% in linea con le aspettative governative - riflette il processo di avvicinamento ad un modello di sviluppo focalizzato più sui consumi e sui servizi che sull'*export* e sugli investimenti infrastrutturali.

Dati economici mondiali Données économiques mondiales		2014	2015
PIL / PIB		(variazioni % su anno precedente) (variations % année précédente)	
	Mondo / Monde	3,3	2,9
	Paesi avanzati / Pays développés	1,7	2,0

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

	USA	2,4	2,5
	Giappone / Japon	0,0	0,8
	Area euro / Zone euro	0,9	1,5
	Paesi emergenti / Pays émergents	4,6	3,7
	Cina / Chine	7,4	6,9
	India / Inde	7,0	7,3
	America Latina / Amérique Latine	1,1	-0,4
	Petrolio (Brent dollari per barile) Pétrole Brent (prix en dollars au baril)	99,4	53,2
	Commercio mondiale/Commerce mondial	2,5	1,4
<i>Fonte dati: Prometeia dicembre 2015 / Source des données : "Prometeia" décembre 2015</i>			

La dynamique du commerce mondial a poursuivi en 2015 un parcours de croissance modeste (+1,4 %) déjà existant en 2014 (+2,5 %), dû essentiellement à la réduction des échanges commerciaux des économies émergentes.

Le prix du pétrole a ensuite diminué en cours d'année, se situant à une cotation moyenne de 53,2 US dollars le baril. La production mondiale de brut est restée en réalité élevée, en raison principalement des politiques appliquées par l'Opec et les États-Unis, en plus de l'augmentation graduelle de l'offre provenant de l'Iran suite à l'arrêt des sanctions internationales. La demande a par contre diminué, due au ralentissement des pays émergents.

Comme pour le reste des pays industrialisés, même en zone Euro, l'économie a augmenté à un rythme modéré en 2015, dans un cadre soumis à l'incertitude tant sur la faiblesse du contexte international que sur l'accroissement des tensions géopolitiques, surtout au Moyen-Orient. Le PIB a augmenté de 1,5 %, dopé par la contribution positive de la demande intérieure favorisée par l'amélioration du marché du travail, plutôt que par la demande extérieure. L'inflation est restée très

La dinamica del commercio mondiale ha proseguito nel 2015 il percorso di modesta crescita (+1,4%) già in essere nel 2014 (+2,5%), riconducibile essenzialmente alla contrazione degli scambi commerciali delle economie emergenti.

Il prezzo del petrolio è ulteriormente diminuito nel corso dell'anno, attestandosi ad una quotazione media di 53,2 dollari USA per barile. La produzione mondiale di greggio è rimasta infatti elevata, principalmente a causa delle politiche messe in atto dall'Opec e dagli Stati Uniti, oltre che del graduale aumento dell'offerta da parte dell'Iran dopo la revoca delle sanzioni internazionali. In diminuzione è risultata invece la domanda, anche in ragione del rallentamento dei paesi emergenti.

Come nel resto dei paesi industrializzati, anche nell'Area dell'Euro l'economia è cresciuta nel 2015 ad un ritmo moderato, in un quadro soggetto ad incertezza sia per la debolezza del contesto internazionale che per l'acuirsi delle tensioni geopolitiche, soprattutto in Medio Oriente. Il PIL è aumentato dell'1,5%, sospinto dal contributo positivo della domanda interna favorita dal miglioramento del mercato del lavoro, piuttosto che da quella estera. L'inflazione è rimasta molto bassa (+0,1%) anche per

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

basse (+0,1 %) également par effet de la diminution de prix du pétrole déjà mentionnée. La BCE a adopté en cours d'année une politique d'expansion monétaire (*Quantitative Easing*) avec pour objectif d'éviter que les pressions à la baisse des prix - amorcées également par la baisse des coûts des matières premières - aient des effets sur les perspectives d'inflation à moyen terme en accentuant les risques de déflation.

effetto del già menzionato calo del prezzo del petrolio. La BCE ha adottato nel corso dell'anno una politica di espansione monetaria (*Quantitative Easing*) con l'obiettivo di contrastare il rischio che le pressioni al ribasso sui prezzi - innescate anche dal calo dei costi delle materie prime - avessero effetti sulle aspettative di inflazione nel medio termine accentuando i rischi deflazionistici.

Dati economici Area Euro Données économiques Zone Euro		2014	2015
PIL / PIB		(variazioni % su anno precedente) (variations % année précédente)	
	Area Euro / Zone Euro	0,9	1,5
	Germania / Allemagne	1,6	1,5
	Francia / France	0,2	1,1
	Italia / Italie	-0,4	0,7
	Spagna / Espagne	1,4	3,1
Inflazione / Inflation		(variazioni % su anno precedente) (variations % année précédente)	
	Area Euro / Zone Euro	0,4	0,1
	Germania / Allemagne	0,8	0,3
	Francia / France	0,6	0,1
	Italia / Italie	0,2	0,1
	Spagna / Espagne	-0,2	-0,6
Domanda interna Demande intérieure		(variazioni % su anno precedente) (variations % année précédente)	
	Area Euro / Zone Euro	0,9	1,5
	Germania / Allemagne	1,3	1,0
	Francia / France	0,7	0,7
	Italia / Italie	-0,5	1,0
	Spagna / Espagne	-0,5	1,0
Fonte dati: Prometeia dicembre 2015 / Source des données : "Prometeia" décembre 2015			

Parmi les économies importantes de la zone, il y a la croissance marquée de l'Espagne (PIB à +3,1 %) et la reprise, bien qu'à rythme lent, de l'Italie (PIB à +0,7 %). En ce qui concerne l'économie de l'Allemagne, après un ralentissement pendant l'été suite aux problèmes liés au scandale Volkswagen et à la vague

Tra le maggiori economie dell'area, è spiccata la crescita della Spagna (PIL al +3,1%) e la ripresa, seppur a ritmo lento, dell'Italia (PIL al +0,7%). Per quanto riguarda l'economia della Germania, dopo un rallentamento nei mesi estivi a causa dei problemi legati alla vicenda Volkswagen e all'ondata dei flussi

des flux migratoires pour demander l'asile (phénomène qui s'est par ailleurs étendu aux autres pays européens), elle est repartie à la hausse (PIB à +1,5 %), soutenue par la demande intérieure. L'économie de la France s'accélère aussi (PIB à +1,1 %), malgré l'impact négatif des attentats terroristes de début et de fin d'année.

a) La situation en Italie

Suite à la longue phase de récession enregistrée pendant les trois dernières années, l'économie italienne est donc repartie à la hausse. Courant 2015 l'activité économique, poussée par des événements favorables tels que la baisse du prix du pétrole, un taux de change favorable et des conséquences du programme de stimulation monétaire de la BCE, a été soutenue par la demande intérieure et par la croissance modérée des investissements.

En détail, après s'être stabilisé à la fin de l'année dernière, le PIB a augmenté respectivement de 0,4 % et de 0,3 % au premier et au deuxième trimestre. Le cadre conjoncturel s'est légèrement détérioré pendant les mois d'été (PIB à +0,2 % au troisième trimestre) suite à la baisse de la demande extérieure. Cette dernière a en fait découlé, comme cela s'est passé dans les autres pays européens, du ralentissement des principales économies émergentes. Sur la base des dernières informations disponibles, au cours du quatrième trimestre de l'année le produit intérieur brut a enregistré une augmentation conjoncturelle de 0,3 %. Sur une base annuelle le PIB a donc augmenté de 0,7 %, soutenu par l'augmentation de la consommation des ménages (+1,0 %) et par la reprise des investissements (+0,5 %).

La production industrielle a également montré des

migratori chiedenti asilo (fenomeno che ha peraltro investito anche gli altri paesi europei), essa è tornata a crescere (PIL al +1,5%), sostenuta dalla domanda interna. In accelerazione anche l'economia della Francia (PIL al +1,1%), nonostante l'impatto negativo degli attentati terroristici di inizio e fine anno.

a) Il quadro in Italia

Dopo la lunga fase recessiva registrata negli ultimi tre anni, l'economia italiana è tornata dunque a crescere. Nel corso del 2015 l'attività economica, spinta da eventi favorevoli quali il calo del prezzo del petrolio, un tasso di cambio favorevole nonché gli effetti del programma di stimolo monetario della BCE, è stata sostenuta dalla domanda interna e dalla moderata crescita degli investimenti.

Più in dettaglio, dopo essersi stabilizzato alla fine dello scorso anno, il PIL è aumentato dello 0,4% e dello 0,3% nel primo e secondo trimestre rispettivamente. Il quadro congiunturale si è leggermente deteriorato nei mesi estivi (PIL al +0,2% nel terzo trimestre) a causa del calo della domanda estera. Quest'ultima ha infatti risentito, al pari di quanto è avvenuto negli altri paesi europei, del rallentamento delle principali economie emergenti. Sulla base delle ultime informazioni disponibili, nel quarto trimestre dell'anno il prodotto interno lordo ha registrato un incremento congiunturale dello 0,3%. Su base annua il PIL è dunque cresciuto dello 0,7%, sostenuto dalla crescita dei consumi delle famiglie (+1,0%) e dalla ripresa degli investimenti (+0,5%).

Anche la produzione industriale ha mostrato segni di

signes de reprise, ayant augmenté de 1,2 % sur une base annuelle. Les secteurs qui ont enregistré la plus grande croissance sont la production de moyens de transport, de coke, de produits pétroliers raffinés et de produits chimiques. A l'inverse, les plus grandes baisses ont concerné les industries textiles, l'habillement, les peaux et accessoires, la production d'ordinateurs, de produits électroniques et d'optique, et enfin les industries alimentaires.

Le niveau des prix a montré des rythmes de croissance très bas, dû principalement aux effets directs et indirects de la réduction du prix des produits énergétiques. En 2015 l'inflation a ainsi ralenti pour la troisième année consécutive, se situant à +0,1 par rapport au +0,2 % de l'année 2014.

Des signaux positifs sont ensuite parvenus du marché du travail, qui a poursuivi la tendance favorable déjà enregistrée fin 2014, liée vraisemblablement aux baisses de charges pour les nouvelles embauches et à l'amélioration de l'activité économique. Le taux de chômage est descendu à +12,1 % par rapport aux +12,8 % de l'année 2014. Bien que restant à un niveau très élevé, le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans s'est notablement réduit, descendant à +38,1 % (source : Istat, novembre 2015).

ripresa, essendo cresciuta del 1,2% su base annua. I comparti che hanno registrato la maggiore crescita sono quelli della produzione di mezzi di trasporto, di coke, di prodotti petroliferi raffinati e di prodotti chimici. Viceversa, le diminuzioni maggiori si sono avute nei settori delle industrie tessili, di abbigliamento, pelli e accessori, della produzione di computer, prodotti di elettronica e ottica, ed infine delle industrie alimentari.

Il livello dei prezzi ha mostrato ritmi di crescita molto bassi, condizionato principalmente dagli effetti diretti ed indiretti della riduzione del costo dei prodotti energetici. Nel 2015 l'inflazione ha infatti rallentato per il terzo anno consecutivo, portandosi a +0,1% rispetto al +0,2% del 2014.

Segnali positivi sono poi emersi dal mercato del lavoro, che ha proseguito la tendenza favorevole già registrata sul finire del 2014, legata presumibilmente agli effetti della decontribuzione per le nuove assunzioni e al miglioramento dell'attività economica. Il tasso di disoccupazione è sceso al +12,1% rispetto al +12,8% del 2014. Pur rimanendo su un livello molto elevato, si è notevolmente ridotto il tasso di disoccupazione giovanile nella classe di età tra i 15 e i 24 anni, che è sceso al +38,1% (fonte: Istat, novembre 2015).

PIL e componenti principali Le PIB et ses composantes		I trim.	II trim.	III trim.	IV trim.
PIL / PIB		0,4	0,3	0,2	0,3
Domanda interna / Demande intérieure		0,8	0,5	0,2	0,2
Spesa delle famiglie e ISP Dépenses des ménages et ISP		-0,1	0,4	0,5	0,3
Spesa delle AP / Dépenses des APU		0,0	-0,4	-0,6	-0,3
Investimenti fissi lordi Investissements fixes bruts		1,2	-0,4	0,1	0,3
	Costruzioni / construction	1,9	-0,2	0,6	0,7
	altri beni di investimento autres biens d'investissement	0,4	-0,7	-0,4	-0,1

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

Importazioni di beni e servizi Importations de biens et de services	2,1	1,8	1,3	0,7
Esportazioni di beni e servizi Exportations de biens et de services	0,7	1,0	1,7	0,6
<i>Fonte dati: Prometeia dicembre 2015 / Source des données : "Prometeia" décembre 2015</i>				

Le scenario de l'économie italienne qui se profile pour les années 2016-2017 prévoit une croissance plus soutenue à un rythme constant (PIB à +1,4 %). La récente décision de la BCE de prolonger à fin 2017 le programme d'acquisition des titres de l'Eurosystème et l'intonation non restrictive sur les politiques de budget devraient confirmer les hypothèses de croissance de l'activité économique. Une plus grande contribution de la demande intérieure et de celle provenant de la Zone Euro devrait se substituer au moindre essor des échanges avec l'extérieur, qui pourra être conditionné par le ralentissement de l'économie globale. Au cours des prochains mois, cela dépendra toutefois beaucoup de l'évolution du prix du pétrole, du scénario géopolitique et de l'impact de la nouvelle variable liée au phénomène du terrorisme.

b) La situation en France

La reprise de l'économie est confirmée. C'est un résultat conforme aux attentes. La croissance française a connu une reprise sur l'année 2015 de 1,1 %. Au quatrième semestre 2015, le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 0,2 %, ce qui porte son accélération sur l'ensemble de l'année à 1,1 %. Un résultat bien au-dessus de 2014, où la croissance avait atteint +0,2 %.

La production totale progresse de 1,3 % (après +0,7 % en 2014) : elle accélère dans l'industrie manufacturière (+1,4 % après +0,3 %) et dans les services marchands (+1,9 % après +1,2 %), tandis

Lo scenario dell'economia italiana che si profila nel biennio 2016-2017 prevede una crescita maggiormente sostenuta ad un ritmo costante (PIL al +1,4%). La recente decisione della BCE di estendere fino al 2017 il programma di acquisto dei titoli dell'Eurosistema e l'intonazione non restrittiva sulle politiche di bilancio dovrebbero confermare le ipotesi di crescita dell'attività economica. Al minor impulso degli scambi con l'estero, che potrà essere determinato dal rallentamento dell'economia globale, dovrebbe sostituirsi un maggiore contributo della domanda interna e di quella proveniente dall'Area dell'Euro. Nei prossimi mesi, molto dipenderà tuttavia dall'andamento del prezzo del petrolio, dallo scenario geopolitico e dall'impatto della nuova variabile data dal fenomeno del terrorismo.

b) Il quadro in Francia

E' confermata la ripresa dell'economia, in linea con le attese. La crescita francese ha conosciuto una ripresa nell'anno 2015 dell'1,1%. Nel quarto semestre 2015, il prodotto interno lordo (PIL) ha cresciuto dello 0,2%, portando la sua accelerazione per l'insieme dell'anno all'1,1%. Un risultato molto di là dal 2014, quando la crescita aveva raggiunto il +0,2%.

La produzione totale aumenta dell'1,3% (dopo il +0,7% nel 2014): accelera nell'industria manifatturiera (+1,4% dopo il +0,3%) e i servizi di mercato (+1,9% dopo l'1,2%) mentre il ribasso si

que la baisse s'amplifie dans la construction (-2,6 % après -2,2 %). La consommation des ménages accélère (+1,4 % en 2015 après +0,6 %), du fait notamment des dépenses d'énergie. En terme d'investissement la formation brute de capital fixe (FBCF) totale accélère au quatrième trimestre 2015 (+0,8 % après +0,1 %). Cependant, sur l'ensemble de l'année 2015, la FBCF totale est quasi stable : -0,1 % après -1,2 %.

En moyenne sur 2015, les importations accélèrent (+6,1 % après +3,9 %), mais moins que les exportations (+5,9 % après +2,4 %). Le solde extérieur contribue encore négativement à la croissance en 2015 (-0,2 point) mais moins qu'en 2014 (-0,5 point).

amplifica nel settore della costruzione (-2,6% dopo il -2,2%). Il consumo delle famiglie accelera (+1,4% nel 2015 dopo il +0,6%), dovuto in particolare alle spese di energia. In materia di investimenti, la formazione lorda di capitale fisso (FLCF) totale accelera nel quarto trimestre 2015 (+0,8% dopo il +0,1%). Tuttavia, per l'insieme dell'anno 2015, la FLCF totale rimane quasi stabile: -0,1% dopo il -1,2%.

In media per il 2015, gli importi accelerano (+6,1% dopo il +3,9%), ma meno degli esportazioni (+5,9% dopo il +2,4%). Il saldo esterno contribuisce ancora in modo negativo alla crescita nel 2015 (-0,2 punto) ma meno che nel 2014 (-0,5 punto).

PIL e componenti principali Le PIB et ses composantes	I trim	II trim	III trim	IV trim
PIL / PIB	0,7	0,0	0,3	0,2
Spesa delle famiglie Dép. conso. ménages	0,7	0,0	0,4	-0,4
Spesa delle AP Dép. conso. APU*	0,3	0,3	0,4	0,4
FLCF totale	0,3	-0,1	0,1	0,8
FBCF totale	0,3	-0,1	0,1	0,8
di cui INF / dont ENF*	0,9	0,5	0,5	1,3
di cui famiglie/ dont ménages	-0,8	-1,1	-0,5	0,1
di cui / dont APU*	0,1	-0,5	-0,4	0,4
Importazioni Importations	2,2	0,7	1,5	1,6
Esportazioni Exportations	1,7	2,0	-0,6	0,6

*APU : administrations publiques - ENF : entreprises non financières - Source : Insee

AP: amministrazioni pubbliche - INF imprese non finanziarie - Fonte dati: Insee

Selon l'institut, «l'économie française accélérerait au premier trimestre 2016», avec une hausse du produit intérieur brut (PIB) estimée à +0,4 %, grâce à «la dissipation progressive de l'effet des attentats, le rebond de la production d'énergie et une meilleure tenue dans le bâtiment». Ce rythme devrait se maintenir au deuxième trimestre.

L'Insee confirme les prévisions de croissance pour 2015 à 1,1 % mais surtout un acquis de croissance

Secondo l'istituto, "l'economia francese dovrebbe accelerare nel primo trimestre 2016", con un aumento del prodotto interno lordo (PIL) stimato al +0,4% a causa della "progressiva scomparsa dell'effetto degli attentati, la risalita della produzione energetica e una migliore conduzione nel settore dell'edilizia". Tale ritmo dovrebbe mantenersi nel secondo semestre. L'Insee conferma le previsioni di crescita per il 2015 al 1,1% ma soprattutto un

pour 2016 qui atteindrait presque ce niveau dès le milieu de l'année. Il s'élèverait à 1 % à la fin du premier semestre.

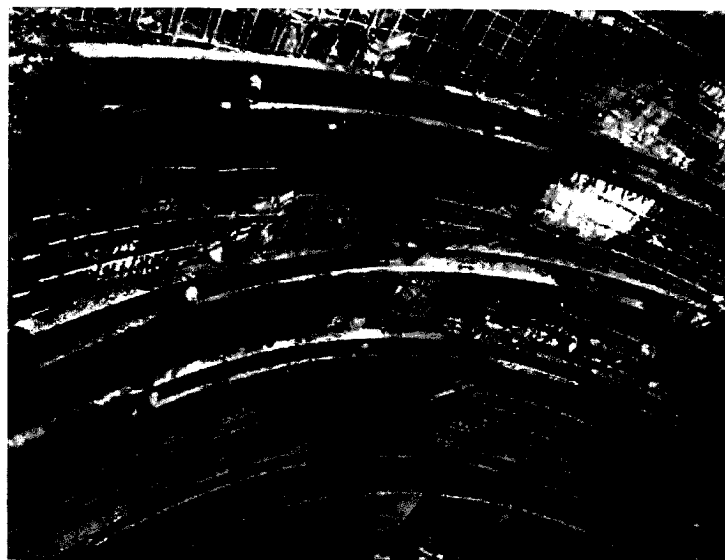
Conséquence de la reprise de l'activité, «l'emploi marchand continuerait de progresser d'ici juin 2016». Augmentation prévue : 35 000 postes au premier semestre. L'emploi total progresserait plus vite que la population active, entraînant une baisse du taux de chômage. «Il s'élèverait à 10,4 % mi-2016 (10,0 % en France métropolitaine) et retrouverait ainsi son niveau du deuxième trimestre 2015.»

Autre raison d'être optimiste, le pouvoir d'achat devrait rester dynamique. A fin 2015, l'Insee table sur une hausse annuelle du pouvoir d'achat de 1,7 %, «sa plus forte hausse depuis 2007». Début 2016, il progresserait à un rythme de l'ordre de +0,3 % par trimestre. La consommation des ménages accélérerait progressivement dans les services et, par contrecoup, dans les autres postes au premier semestre 2016.

acquisito di crescita per il 2016 a questo livello raggiunto a metà dell'anno. Sarebbe pari all'1% alla fine del primo semestre.

Conseguenza della ripresa dell'attività, "il lavoro retribuito continuerebbe di progredire dal giugno 2016". Aumento previsto: 35.000 posti nel primo semestre. Il lavoro totale sarebbe migliorato più rapidamente della popolazione attiva, implicando una diminuzione dl tasso di disoccupazione. "sarebbe pari al 10,4% a metà 2016 (10,0% in Francia metropolitana) e ritornerebbe quindi al suo livello del secondo trimestre 2015".

Altra ragione per rallegrarsi, il potere d'acquisto si manterrebbe dinamico. A fine 2015, l'Insee prevede un aumento annuo del potere d'acquisto del 1,7% "l'aumento più forte dal 2007". Inizio 2016 migliorerebbe ad un ritmo dell'ordine del +0,3% per trimestre. Il consumo delle famiglie aumenterebbe gradualmente nei servizi e, di contraccolpo, negli altri posti nel primo semestre 2016



Section type avec treillis soudé, cintres UPN120 et boulons swellex
Sezione tipo con rete elettrosaldata, centine UPN120 e bulloni swellex

IX. Situation financière**1. Bilan**

La valeur des immobilisations en cours augmente pendant l'année de 88,7 M€, atteignant 826,9 M€ à fin 2015.

Le même montant est classifié dans les Capitaux Propres comme subventions d'investissements.

Complètent l'Actif : la liquidité disponible sur les comptes courants (47,9 M€) et les créances, essentiellement liées au crédit pour la TVA italienne et française.

Le Passif comprend 74,9 M€ relatifs aux dettes sur immobilisations et 26,7 M€ relatifs aux dettes de gestion ordinaire de la Société.

Enfin, ci-dessous le bilan et le compte de Résultat de la Société.

IX. Situazione patrimoniale-finanziaria**1. Stato Patrimoniale**

Il valore delle immobilizzazioni in corso si incrementa nel corso dell'anno di M€ 88,7 raggiungendo M€ 826,9 a fine 2015.

Lo stesso importo è classificato nel Patrimonio Netto come contributi in conto impianti.

Completano l'attivo: la liquidità disponibile sui conti correnti (M€ 47,9) e i crediti principalmente riferiti al credito di IVA italiana e francese.

Il passivo include M€ 74,9 riferiti a debiti su immobilizzazioni e M€ 26,7 riferiti a debiti di gestione ordinaria della Società

Di seguito infine Stato Patrimoniale e Conto Economico gestionale della Società.

Bilan ACTIF / Stato Patrimoniale ATTIVO	31/12/2015	31/12/2014
Imm. incorporelles, corporelles, financières / Imm. immateriali, materiali, finanziarie	0,8	0,6
Territoires APS APR Révisions sondages / Studi, APR, sondaggi	210,3	201,8
Ouvrages constructions / Opere Costruzioni	616,6	536,3
Immobilisations en cours / Immobilizzazioni in corso	826,9	738,2
Avances et acomptes versés sur commandesAnticipi Acconti versati su immobilizzazioni	28,0	11,7
TOTAL ACTIF IMMOBILISE / TOTALE ATTIVO IMMOBILIZZATO	855,7	750,4
Avances et acomptes versés sur commandes / Anticipi e acconti versati su ordini	0,0	0,0
Créances / Crediti	25,6	73,7
Disponibilités / Disponibilità	47,9	13,3
Charges constatées d'avance / Ratei e risconti attivi	0,4	0,5
TOTAL ACTIF CIRCULANT / TOTALE ATTIVO CIRCOLANTE	73,9	87,5
TOTAL / TOTALE	929,6	837,9

Bilan PASSIF / Stato Patrimoniale PASSIVO	31/12/2015	31/12/2014
Capital et Reserves / Capitale e Riserve	0,9	0,9
Subventions d'investissements / Contributi in conto impianti	826,9	738,2
Capitaux Propres / Patrimonio Netto	827,7	739,0
Provisions pour risques et charges / Fondi per rischi ed oneri	0,3	0,2
Dettes d'exploitation / Debiti d'esercizio	26,7	23,7
Dettes sur immobilisations et autres dettes / Debiti su immobilizzazioni e altri debiti	74,9	75,0
Dettes / Debiti	101,6	98,7
TOTAL / TOTALE	929,6	837,9

2. Compte de Resultat

Sur 2015, la production immobilisée totale, égale à 88,73 M€, est constitué de :

- Produits d'exploitation : 89,05 M€

2. Conto Economico

Nel 2015, i costi capitalizzati nel corso del 2015 pari a 88,73 M€ sono costituiti da:

- Proventi di gestione per 89,05 M€

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

- Transferts exceptionnels : -0,27 M€
- Transferts financiers : -0,05 M€
- trasferimenti da partite straord. per -0,27 M€
- trasferimenti da partite finanziarie per -0,05 M€

Le charges sont composé par les suivantes activités : I costi sono composti dalle seguenti attività:

- Maîtrise d'Ouvrage Etudes : 14,1 M€
- Maintenance Descenderies : 0,6 M€
- Galerie La Maddalena commun : 23,3 M€
- Galerie La Maddalena 100% Italie : 5,9 M€
- Galerie de Saint-Martin-la-Porte : 41,3 M€
- Projet de référence : 1,8 M€
- AMO et Acquisitions foncières France : 2,1 M€
- AMO et Acquisitions foncières Italie : 0,1 M€
- Committenza Studi e indagini - 14,1 ML€
- Manutenzione Discenderie - 0,6 ML€
- Galleria La Maddalena comune - 23,3 ML€
- Galleria La Maddalena 100%Italia - 5,9 ML€
- Galleria di Saint-Martin-la-Porte - 41,3 ML€
- Progetto di Riferimento - 1,8 ML€
- Espropri Francia - 2,1ML€
- Espropri Italia - 0,1ML€

Détail de postes / Dettaglio delle voci	31/12/2014	31/12/2015
TOTAL PRODUITS EXPLOITATION / TOTALE PROVENTI DI GESTIONE	44,67	89,05
Autres achats et charges externes / Costi per acquisti e servizi esterni	-40,31	-83,80
Impôts taxes versements assimilés / Imposte tasse e versamenti assimilati	-0,28	-0,22
Charges de personnel / Costi per personale dipendente	-3,92	-4,84
Dotations d'exploitation / Accantonamenti	-0,13	-0,16
Autres charges / Altri costi	-0,03	-0,02
TOTAL CHARGES EXPLOITATION / TOTALE COSTI DI GESTIONE	-44,67	-89,05
RESULTAT EXPLOITATION / RISULTATO DI GESTIONE	0	0
TOTAL PRODUITS FINANCIERS / TOTALE PROVENTI FINANZIARI	0,04	0,05
TOTAL CHARGES FINANCIERES / TOTALE ONERI FINANZIARI	-0,04	-0,05
RESULTAT FINANCIER / RISULTATO DELLA GESTIONE FINANZIARIA	0	0
RESULTAT COURANT / RISULTATO CORRENTE	0	0
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS / TOTALE PROVENTI GESTIONE STRAORD.	0,04	0,32
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES / TOTALE ONERI GESTIONE STRAORD.	-0,04	-0,32
RESULTAT EXCEPTIONNEL / RISULTATO DELLA GESTIONE STRAORDINARIA	0	0
Impôt sur les bénéfices / Imposte d'esercizio	0	0
RESULTAT NET / RISULTATO NETTO	0	0

X. Facteurs de risque

A la date d'établissement de ce Rapport sur la gestion, il n'est pas prévu de risques particuliers et les incertitudes qui pourraient entraîner des effets significatifs sur la situation économique et financière de TELT SAS lors de cette période (outre les risques mentionnés dans les Notes sur le Bilan).

La société n'est pas exposée à des risques financiers car le projet entier est financé par les Etats français et italien avec le support de l'Union européenne.

Par contre, en ce qui concerne les autres facteurs de risque (risques de "business" ou d'opérations), leur nature est commentée de façon synthétique ci-après, avec les activités conclues pour leur suivi.

La complexité et l'ampleur de la tâche assignée au Promoteur Public sont telles que la société elle-même a besoin de compétences d'un haut niveau. TELT développe son organisation afin de réaliser l'ouvrage de la façon la plus efficace, dans le respect des délais et des ressources qui lui sont assignés et des arrivées de personnel spécialisé sont prévues au cours des prochains mois.

Dans le cadre des marchés qui seront attribués, le risque d'infiltrations mafieuses est particulièrement important. Comme décrit de façon approfondie à la section XIII.2 – Application de la législation antimafia aux contrats relevant du territoire italien, TELT applique la réglementation antimafia italienne et a institué en interne un service de contrôle des risques des contrats et a été dotée par les Gouvernements d'une commission externe composée de membres français et italiens gouvernementaux d'un très haut niveau dont la tâche est d'évaluer tous les échelons nécessaires à l'attribution des marchés au-dessus du

X. Fattori di rischio

Alla data di predisposizione della presente Relazione sulla gestione, non si prevedono particolari rischi e incertezze che possano determinare effetti significativi sulla situazione economica, patrimoniale e finanziaria di TELT SAS nel breve periodo (oltre quelli menzionati nelle Note al Bilancio, cui si rimanda).

La società non è esposta a rischi finanziari poiché l'intero progetto è finanziato dagli Stati Italiano e Francese con il supporto dell'Unione Europea.

Per quanto riguarda invece gli altri fattori di rischio (rischi di business e operativi), qui di seguito si commenta sinteticamente la relativa natura, insieme alle attività poste in essere per il loro monitoraggio.

La complessità e la grandezza del compito che grava sul Promotore Pubblico è tale per cui la società stessa necessita di competenze di altissimo livello. TELT si sta dimensionando da un punto di vista organizzativo al fine di realizzare l'opera nel modo più efficace nel rispetto dei tempi e delle risorse assegnate e, nei prossimi mesi, sono previsti ingressi di personale specializzato.

Nell'ambito degli appalti che verranno assegnati, il rischio di infiltrazioni mafiose è particolarmente significativo. Come approfonditamente descritto nella sezione XIII.2 – Applicazione della legislazione antimafia ai contratti eseguiti su territorio italiano, TELT applica la normativa antimafia italiana ed ha istituito al suo interno un servizio di controllo sui rischi dei contratti ed è stata dotata dai Governi di una commissione esterna composta da membri italiani e francesi di espressione governativa di altissimo spessore il cui compito è quello della validazione di tutti gli passi necessari alla assegnazione

seuil.

L'opposition en Italie et en France de franges violentes opposées à la réalisation du tunnel ferroviaire représente un risque dont les effets pourraient causer des retards ou des dommages matériels aux équipements. TELT a mis le chantier de La Maddalena en sécurité avec l'aide des forces de police et des mesures similaires seront faites en

France à court terme.

L'activité de TELT est sujette à une grande réglementation de lois et de normes environnementales, notamment dans son aspect société contractante pour la construction d'ouvrages d'infrastructures. Par conséquent pour répondre aux obligations de la loi sur les normes environnementales, elle doit effectuer de continuelles mises à jour pour s'adapter aux nouvelles lois et règlements. L'imposition d'exigences toujours plus sévères et plus rigoureuses et les nouvelles interprétations des lois environnementales existantes peuvent par conséquent demander à la société de modifier ses activités qui pourraient entraîner des coûts non prévus, fondamentaux pour se conformer constamment aux réglementations en vigueur et ne pas recevoir des amendes ou des sanctions pour violations environnementales.

di appalti sopra soglia.

L'opposizione in Italia ed in Francia di frange violente contrarie alla realizzazione del tunnel ferroviario rappresenta un rischio i cui effetti potrebbero causare ritardi o danni materiali alle attrezzature. TELT ha messo in sicurezza con il supporto delle forze di polizia il cantiere de La Maddalena e a breve misure simili verranno poste in Francia.

L'attività di TELT è soggetta a una normativa molto ampia di leggi e regolamenti ambientali, in particolare operando come ente appaltante per la costruzione di opere infrastrutturali. Pertanto per adempiere gli obblighi di legge sulla normativa ambientale, deve effettuare continui aggiornamenti per adeguarsi alle nuove leggi e ai regolamenti.

L'imposizione di requisiti sempre più severi e più rigorosi e le nuove interpretazioni di leggi ambientali esistenti possono di conseguenza richiedere alla società modifiche alle proprie attività dalle quali potrebbero scaturire costi non previsti, fondamentali per conformarsi costantemente alle normative vigenti e non incorrere in multe o sanzioni per violazioni ambientali.

XI. Investissements**1. Avancement du projet****a) *Révision du Projet Définitif en territoire italien***

Suite à la modification du tracé en territoire italien (qui résulte de la concertation menée au sein de l'Observatoire Lyon-Turin), la procédure d'approbation des études de révision du Projet Définitif a été lancée le 11 avril 2013.

Celle-ci s'est achevée le 6 août 2015 par une publication dans le Journal Officiel de l'approbation du dossier par le CIPE, avec prescriptions.

b) *Approfondissement des études côté France (Projet de Référence)*

Afin de répondre à la demande de la CIG concernant l'approfondissement des études pour atteindre le même niveau de fiabilité des coûts du projet en France et en Italie, le Projet de Référence a été transmis le 8 octobre 2014 au ministère des transports français pour instruction.

Le dossier a été approuvé par Décision Ministérielle le 2 juin 2015, avec des recommandations.

c) *Certification des coûts par un tiers extérieur*

Cette étape, explicitement prévue à l'article 18 de l'accord binational du 30 janvier 2012, a donné lieu, en 2015, à une phase de certifications des coûts du projet.

Des recommandations ont été émises sur les coûts du PR et du PD2. Elles portaient sur :

- les complications dues au caractère souterrain du chantier (gestion des flux dans la descenderie de Villarodin-Bourget/Modane, tâches communes à toutes les entreprises pour l'installation des

XI. Investimenti**1. Avanzamento del progetto****a) *Revisione del Progetto Definitivo in territorio italiano***

Per dare seguito alla modifica del tracciato in territorio italiano (risultante dalla concertazione condotta in seno all'Osservatorio Torino-Lione), l'11 aprile 2013 è stato avviato l'iter approvativo degli studi di revisione del Progetto Definitivo.

Esso si è finito in data 6 agosto 2015 con la pubblicazione nella Gazzetta Ufficiale dell'approvazione, con prescrizioni, del dossier da parte del CIPE

b) *Approfondimento degli studi lato Francia (Progetto di Riferimento)*

Per rispondere alla richiesta della CIG riguardante l'approfondimento degli studi allo stesso livello di dettaglio dei costi della progettazione sia in Italia che in Francia, l'8 ottobre 2014 il Progetto di Riferimento è stato consegnato per istruttoria al ministero dei trasporti francese.

Il 2 giugno 2015 è stato approvato il dossier tramite una Decisione Ministeriale, con l'emissione di raccomandazioni.

c) *Certificazione dei costi da un terzo esterno*

Questa tappa, esplicitamente prevista all'art. 18 dell'accordo binazionale del 30 gennaio 2012, è stata oggetto nel 2015 di una fase di certificazione dei costi del progetto.

Delle raccomandazioni sono state emesse sui costi del PR e del PD2. Riguardavano:

- Le complessità dovute al carattere sotterraneo del cantiere (gestione dei flussi nella discenderia di Villarodin-Bourget/Modane, compiti comuni a tutte le imprese per la sistemazione degli

équipements, prise en compte des temps improductifs) ;

- le chronogramme des travaux de pose de la voie ;
- le coût de maintien en état des équipements entre la date d'installation et la date de mise en service ;
- la vérification de quelques prix unitaires pour les équipements (compensateur de phase et ligne historique en Italie) ;
- des compléments aux coûts de maîtrise d'œuvre et de suivi des travaux.

Ces recommandations seront prises en compte lors des études de révision finale du projet de référence. Toutefois, leur impact financier a été évalué et intégré dans le coût certifié.

d) Révision finale du Projet de Référence (France et Italie)

Suite à la publication de la Délibération d'approbation du Projet Définitif Italie, à la réception de la Décision Ministérielle d'approbation du Projet de Référence France et à la première phase de certification des coûts, la phase de Révision Finale du Projet de Référence a été initiée au 4^{ème} trimestre 2015 (rédaction des Cahiers des Charges Techniques).

Les objectifs seront, en 2016 :

- L'élaboration du "Projet Définitif" (PD3) pour répondre à la prescription principale du CIPE sur le PD2 ;
- La production d'un "Projet de Référence Final".

e) Interface avec SNCF Réseau à Saint-Jean-de-Maurienne

impianti, presa in considerazione dei tempi improduttivi);

- Il cronoprogramma dei lavori per la posa del binario;
- Il costo per la conservazione degli impianti fra la data di sistemazione e la data di attivazione;
- La verifica di qualche prezzo unitario per gli impianti (compensativo della parte e linea storica in Italia);
- Di complementi alle spese della Direzione Lavori e di monitoraggio dei lavori.

Sarà tenuto conto di queste raccomandazioni negli studi di revisione finale del progetto di riferimento. Tuttavia il loro impatto finanziario è stato valutato e integrato nel costo certificato.

d) Revisione finale del Progetto di Riferimento (Italia e Francia)

Successivamente alla pubblicazione della Delibera di approvazione del Progetto Definitivo Italia, alla ricezione della Decisione Ministeriale di approvazione del Progetto di Riferimento Francia e alla prima fase di certificazione dei costi, nel 4^o trimestre 2015 è stata avviata la fase di Revisione Finale del Progetto di Riferimento (redazione dei Capitolati Tecnici).

Gli obiettivi saranno, nel 2016:

- L'elaborazione di un "Progetto Definitivo" (PD3) in risposta alla prescrizione principale del CIPE emessa sul PD2;
- La produzione di un "Progetto di Riferimento Finale".

e) Interfaccia con SNCF Réseau a Saint-Jean-de-Maurienne

Dans le cadre du groupe de travail associant TELT et SNCF-Réseau demandé en 2014 par le Directeur des Infrastructures de Transport du Ministère de l'écologie français, SNCF-Réseau a proposé la délocalisation de certaines fonctionnalités ferroviaires en dehors de Saint-Jean-de-Maurienne, de nature à simplifier le phasage très complexe des travaux.

Dans la cadre d'une convention n° 1, TELT a financé à SNCF-Réseau l'étude de faisabilité des aménagements proposés.

Les travaux impactant le Réseau Ferré National seront pilotés par SNCF-Réseau. Leur périmètre précis fait l'objet d'échanges. Le financement des études nécessaires et des travaux feront l'objet de conventions à suivre, dont une convention d'étude n°2 à signer en 2016.

Lors d'échanges avec les représentants du territoire au cours du second semestre 2015, il a été décidé de monter un groupe de travail pour évaluer l'adaptation du projet de gare (au sens bâtiment Voyageurs) et du Pôle d'Échange Multimodal de Saint-Jean-de-Maurienne aux évolutions de ces dernières années.

f) Études de sécurité et de sûreté

Le dossier préliminaire de sécurité, établi en parallèle avec l'approfondissement des études côté France, a été soumis informellement aux agences de sécurité ferroviaire française et italienne.

L'EPSF a formulé de nombreuses observations qui appellent des compléments d'études assez lourds et dont la production sera intégrée à la Révision Finale du Projet de Référence en 2016

g) Études de trafic et études économiques

- Études de trafic et d'optimisation des péages

Nell'ambito del gruppo di lavoro richiesto dal direttore delle infrastrutture di trasporto presso il Ministero dell'ecologia francese nel 2014, che associa TELT a SNCF-Réseau, SNCF-Réseau ha proposto lo spostamento di certe funzionalità ferroviarie fuori del settore di Saint-Jean-de-Maurienne in modo da semplificare il fasaggio molto complesso dei lavori.

Nell'ambito di una prima convenzione, TELT ha finanziato a SNCF-Réseau lo studio di fattibilità delle sistemazioni proposte.

I lavori con impatto sulla rete ferroviaria nazionale saranno gestiti da SNCF-Réseau. Il loro perimetro preciso è oggetto di scambi. Il finanziamento degli studi necessari e dei lavori saranno oggetto di successive convenzioni tra le quali una seconda convenzione di studio da firmare nel 2016.

All'occasione di scambi con i rappresentanti del territorio nel secondo semestre 2015, è stato deciso di organizzare un gruppo di lavoro relativo all'adeguamento del progetto di stazione (nel senso dell'edificio viaggiatori) e del Polo di Scambio Intermodale di Saint-Jean-de-Maurienne alle evoluzioni di questi ultimi anni.

f) Studi di sicurezza e di sicurezza AS/AT

Il dossier preliminare di sicurezza, predisposto in parallelo all'approfondimento degli studi lato Francia, è stato sottoposto in modo informale alle agenzie di sicurezza ferroviaria italiana e francese.

L'EPSF ha emesso diversi commenti richiedendo notevoli complementi di studio, la cui produzione sarà integrata nella Revisione Finale del Progetto di Riferimento nel 2016.

g) Studi di traffico e studi economici

- Studi di traffico e ottimizzazione dei pedaggi

Aucune activité en 2015.

- Étude "directive Eurovignette"

Sur proposition de son groupe de travail report modal, la CIG avait confié à LTF/TELT deux études : l'une portant sur la faisabilité de la mise en œuvre des dispositions facultatives de la directive Eurovignette sur les itinéraires routiers franco-italiens, l'autre portant sur l'extension du service d'autoroute ferroviaire alpine (AFA), en particulier en territoire italien.

Seule une première phase de l'étude "directive Eurovignette" a été menée, compte tenu de la publication du rapport des parlementaires Destot et Bouvrd sur le sujet.

b) Études juridiques et financières

Le groupement chargé des études juridiques et financières a remis son étude portant sur les différents scénarios pour le financement de l'ouvrage.

i) Descenderies et galeries de reconnaissance de La Maddalena et Saint-Martin-la-Porte

Pour chaque chantier, la comparaison entre la réalité du sous-sol effectivement rencontré et les prévisions du modèle géologique se poursuit régulièrement avec l'avancement des travaux.

j) Études géologiques

Au cours de l'automne 2015, un sondage de reconnaissance de 571 m de longueur a été réalisé à partir de la plate-forme des futurs puits de ventilation d'Avrieux avec pour objectif de reconnaître en détail les caractéristiques géologiques en prévision du choix des méthodes de creusement des puits.

2. Acquisitions foncières

a) Territoire France

- ♦ Foncier

Nessun'attività nel 2015.

- Studio "direttiva Eurovignette"

Su proposta del proprio gruppo di lavoro trasferimento modale, la CIG aveva affidato a LTF/TELT due studi: un riguardante la fattibilità dell'attuazione delle disposizioni facoltative della direttiva Eurovignette per gli itinerari stradali italo-francesi, l'altro relativo all'ampiamiento del servizio di autostrada ferroviaria alpina (AFA) in particolare in territorio italiano.

E' stata realizzata solo una prima fase dello studio "direttiva Eurovignette" tenuto conto della pubblicazione della relazione dei parlamentari Destot e Bouvard in merito.

b) Studi giuridici e finanziari

Il raggruppamento incaricato degli studi giuridici e finanziari ha trasmesso il proprio studio che riguarda i vari scenari per il finanziamento dell'opera.

i) Discenderie e Gallerie geognostiche della Maddalena e di Saint-Martin-la-Porte

Per ciascuno cantiere, grazie all'avanzamento dei lavori, si prosegue regolarmente con il confronto tra la realtà del sottosuolo effettivamente incontrato e le previsioni del modello geologico.

j) Studi geologici

Nell'autunno del 2015 è stato realizzato un sondaggio geognostico di lunghezza 571 m a partire della piattaforma dei futuri pozzi di ventilazione di Avrieux, con l'obiettivo di indagare nel dettaglio le caratteristiche geologiche in previsione della scelta dei metodi di scavo dei pozzi.

2. Attività relative agli espropri

a) Territorio Francia

- ♦ Fondiario

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

En octobre 2014, le Ministère a donné le feu vert pour le lancement des acquisitions foncières. Pour information, sont concernées 12 communes, environ 6600 parcelles groupées en 2300 unités foncières, plus de 7000 propriétaires, sur 600 ha dont 200 en surface et 400 en tréfonds.

Les acquisitions amiables ont débuté en janvier 2015. L'enquête parcellaire s'est déroulée en avril 2015. La phase judiciaire de l'expropriation a débuté en août 2015 (490 procédures ont été lancées).

Au 31 décembre 2015, 838 promesses de vente ont été signées à l'amiable (dont 451 pour des terrains et bâtiments en surface) pour plus de 15,5 M€. Des jugements sont intervenus pour plus de 3 M€.

Ainsi, sous réserve de paiement ou consignation des sommes avant le 31 décembre 2016, ce sont plus de 18,5 M€ qui pourront bénéficier de 30 % de subvention européenne au titre de ces acquisitions foncières.

Les travaux de reconnaissance de Saint-Martin-la-Porte sont réalisés sur des terrains pour lesquels TELT a obtenu la maîtrise foncière par voie de conventions (prise de possession anticipée des terrains avant leur acquisition, ou occupation temporaire). Les acquisitions sont en cours de régularisation dans le processus d'ensemble. Il en est de même pour tous les sites de chantiers de reconnaissances, en surface et en tréfonds.

♦ Procédures

Les effets de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2011 déclarant d'utilité publique les travaux et ouvrages de surface sur la commune de Villarodin-Bourget (exclus de la DUP de 2007) prennent fin en avril 2016. La

Nell'ottobre 2014, il Ministero ha dato il via libera per l'avvio degli espropri. Per informazione sono interessati 12 comuni, circa 6600 particelle raggruppate in 2300 unità fondiariae, più di 7000 proprietari, su 600 ettari tra cui 200 in superficie e 400 in sotterraneo.

Le acquisizioni amichevoli hanno iniziato nel gennaio 2015. L'inchiesta particellare si è svolta nell'aprile 2015. La fase giudiziaria dell'espropriazione ha cominciato nell'agosto 2015 (490 procedure avviate).

Al 31 dicembre 2015, 838 promesse di vendita sono state firmate in via amichevole (tra cui 451 per terreni ed edifici in superficie) per più di 15,5 M€. Delle sentenze sono intervenute per più di 3 M€. Così, sotto riserva di pagamento o consegna delle somme prima del 31 dicembre 2016, più di 18,5 M€ potranno beneficiare del 30% della sovvenzione europea per quanto riguarda questi espropri.

I lavori esplorativi di Saint-Martin-la-Porte sono realizzati su dei terreni per cui TELT ha ottenuto il dominio fondiario per via di convenzioni (presa in possesso anticipato dei terreni prima della loro acquisizione, od occupazione temporanea). Le acquisizioni sono in corso di regolarizzazione nel processo globale. E lo stesso per tutti i siti di cantieri esplorativi, in superficie e nel sottosuolo.

♦ Procedure

Gli effetti del decreto prefettizio del 30 marzo 2011 che dichiara di pubblica utilità i lavori e le opere all'aperto sul comune di Villarodin-Bourget (esclusi della DPU del 2007) si concludono nell'aprile 2016.

réalisation du dossier de prorogation pour 5 ans de cet arrêté a été initiée au second semestre 2015.

En mai 2015, TELT a saisi la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Rhône-Alpes de 3 dossiers d'archéologie préventive pour les sites nécessaires aux travaux préparatoires du puits d'Avrieux et de la tranchée couverte de Villardclément. Par arrêtés du 10 juillet 2015, le Préfet de Région a prescrit la réalisation de diagnostics sur deux sites.

Les factures de redevance d'archéologie préventive correspondant aux trois sites ont été émises en décembre 2015 pour un montant total d'un peu plus de 100 K€.

◆ Autres activités

En 2015, la fonction Territoire France a également :

- participé aux différents comités techniques, comités de pilotage et comités des financeurs de la démarche grand chantier,
- participé aux actions d'information auprès des acteurs politiques et économiques du Territoire,
- participé aux "Revues de Projet État" instaurées par le Préfet à un rythme bimestriel, afin de coordonner l'ensemble des actions et des procédures entre les services de l'État et TELT,
- conventionné avec différents acteurs publics et privés pour la réalisation de mesures compensatoires pour l'environnement dans le cadre des reconnaissances de Saint-Martin-la-Porte,
- obtenu l'autorisation des propriétaires et la maîtrise foncière des terrains pour la réalisation de forages nécessaires au Projet de Référence en France.

La realizzazione del dossier di proroga per 5 anni di questo decreto è stata iniziata nel secondo semestre 2015.

Nel maggio 2015, TELT ha deferito alla Direzione Regionale degli Affari Culturali di Rhône-Alpes 3 dossier di archeologia preventiva per i siti utili ai lavori preparatori del pozzo di Avrieux e della galleria artificiale di Villardclément. Con decreti del 10 luglio 2015, il Prefetto di Regione ha prescritto la realizzazione di diagnosi su due siti.

Le fatture di pagamento di archeologia preventiva che corrispondono ai tre siti sono state emesse nel dicembre 2015 per un importo complessivo di un po' più di 100 K€.

◆ Altre attività

Nel 2015, la funzione Territorio Francia ha anche:

- Partecipato ai diversi comitati tecnici, comitati di pilotaggio e comitati dei finanziatori della "Démarche Grand Chantier",
- Partecipato alle azioni di comunicazione presso gli attori politici ed economici del Territorio,
- Partecipato alle "Riviste del Progetto di Stato" iniziate dal Prefetto ad un ritmo bimestrale per la coordinazione dell'insieme delle azioni e delle procedure tra i servizi dello Stato e TELT,
- convenzionato con differenti attori pubblici e privati per la realizzazione di misure compensatorie per l'ambiente nell'ambito delle indagini geognostiche di Saint-Martin-la-Porte,
- ottenuto l'autorizzazione dei proprietari e il dominio fondiario dei terreni per la realizzazione di sondaggi geologici utili al Progetto di Riferimento in Francia.

b) Territoire Italie

Côté Italie, les acquisitions foncières en 2015 ont donné lieu à la souscription d'une "Promesse d'Achat" pour environ 80.000 m² de terrains constructibles et agricoles sur les communes de San Didero et Bruzolo, nécessaires à la résolution des déviations de réseau de l'Autoport de la Sitaf, conformément aux articles 170 et 171 du Décret législatif 163/06.

Cette "Promesse d'Achat" a été souscrite courant décembre 2015 dans le but d'accéder aux remboursements prévus par l'UE dans le cadre des acquisitions de terrains pour un montant égal à 30 % de la valeur de l'indemnité convenue.

L'accord prévoit :

- ♦ La valeur globale des terrains est fixée à 2,4 M€
- ♦ A la souscription de la "Promesse d'Achat" le paiement anticipé est égal à 80 % du montant convenu
- ♦ La propriété des terrains reste à Dierre pendant toute l'année 2016 et jusqu'à la cession formelle des parcelles (acte notarié)
- ♦ Le solde de 20 % sera versé à la souscription de l'acte notarié, prévue d'ici la fin de l'année 2016.

Lors de l'acte notarié, prévu pour la fin de l'année 2016, le titulaire des terrains nécessaires à la relocalisation de l'Autoport sera probablement le Concédant ou ses ayants droits.

Le 16 février 2016 le Ministre des Infrastructures et des Transports a signé le Décret de Délégation n° 35. Dans cet acte TELT est habilitée, selon les termes de l'article 6, alinéa 8, du décret du Président de la République 2001, n° 327 à rédiger tous les actes de

b) Territorio Italia

Le attività di acquisizioni fondiaria lato Italia relative all'anno 2015 hanno comportato la sottoscrizione di un atto "Preliminare di Acquisto" per quasi mq 80.000 di terreni edificabili ed agricoli nei comuni di San Didero e Bruzolo, occorrenti alla risoluzione delle interferenza dell'Autoporto di Sitaf ai sensi degli Artt. 170 e 171 del Dl.gs 163/06;

Tale "Preliminare di Acquisto" è stato sottoscritto nel mese di dicembre 2015 al fine di accedere ai rimborsi previsti dall'UE relativi alle acquisizioni di aree pari al 30% del valore dell'indennità concordata.

L'accordo prevede:

- ♦ Il valore complessivo delle aree è stabilito in € 2,4 ml;
- ♦ Alla sottoscrizione dell'atto "Preliminare di Acquisto" il pagamento anticipato pari all'80% del concordato;
- ♦ La proprietà dei terreni restano in capo a Dierre per tutto in 2016 e comunque fino a formale cessione delle aree (rogito);
- ♦ Alla sottoscrizione del rogito, prevista entro la fine del 2016, verrà corrisposto il restante 20%.

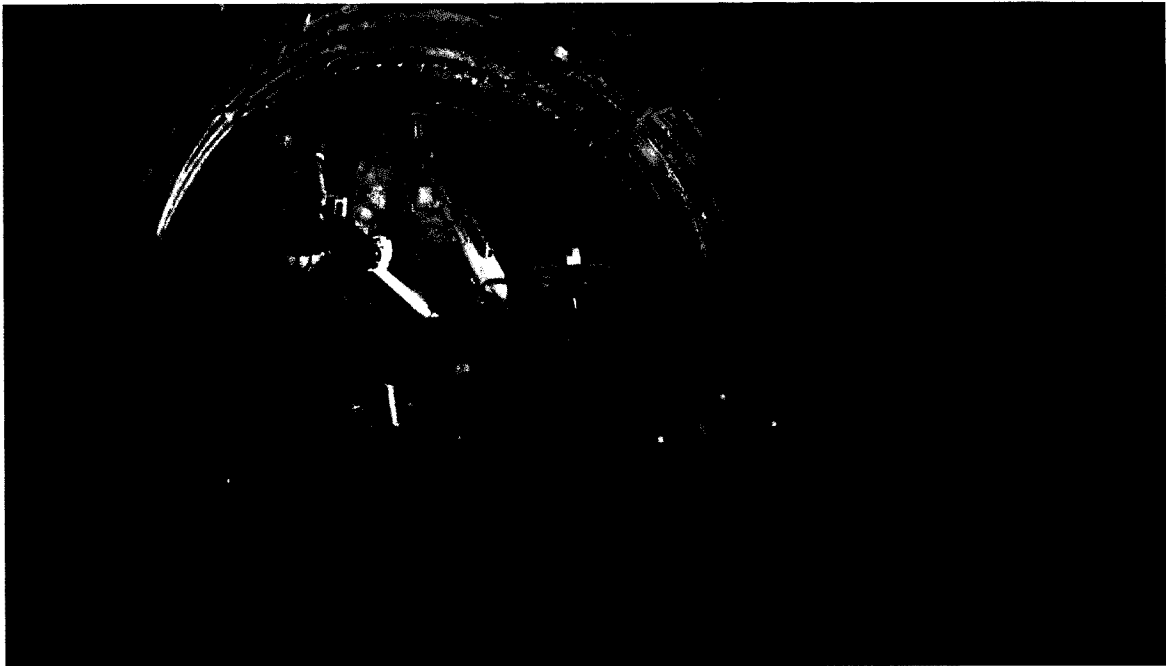
In sede di rogito notarile, previsto per la fine del 2016, l'intestatario delle aree occorrenti alla ricollocazione dell'Autoporto probabilmente sarà il Concedente o i suoi aventi causa.

In data 16 febbraio 2016 il Ministro delle Infrastrutture e dei Trasporti ha firmato il Decreto di DELEGA n. 35. in tale atto TELT è delegata, ai sensi dell'articolo 6, comma 8, del decreto del Presidente della Repubblica 2001, n. 327 ad emanare tutti gli atti

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

procédure d'expropriation et à accomplir toutes les activités prévues, par le décret précité, nécessaires à la réalisation de l'ouvrage. A cet effet, TELT est considérée, en vertu de ce même décret du Président de la république comme "autorité expropriatrice".

del procedimento espropriativo nonché ad espletare tutte le attività previste, dal citato decreto, necessarie alla realizzazione dell'opera. A tali fini TELT è equiparata, ai sensi del medesimo decreto del Presidente della Repubblica alla "autorità espropriante".



Rameau logistique – Mise en place d'un cintre

Ramo logistico – Sistemazione di una centina

XII. Recherche et développement

Dans l'accomplissement de sa mission, TELT promeut la culture et la diffusion des connaissances techniques en communiquant et en dialoguant avec les plus importants domaines institutionnels et universitaires, techniques et culturels, tant au niveau national qu'international.

Grâce à une collaboration continue avec les institutions et le territoire, la société s'est engagée également dans la promotion de la culture du projet dans l'aspect de l'intégration de ce dernier dans le territoire, compte tenu d'une interprétation transversale du concept de l'infrastructure dans ses aspects physiques, économiques, sociaux, politiques, culturels et des interrelations avec l'existant, dans une perspective de développement durable

1. Rapports avec les Universités

Suite à la transformation du Promoteur LTF (chargé des études et des reconnaissances) en TELT (responsable de la réalisation de l'ouvrage), la société s'est orientée vers le renforcement de la collaboration avec les universitaires opérant sur le territoire, en encourageant la coopération à travers des projets de partenariat d'intérêt commun, afin de contribuer à maximiser les opportunités résultantes de la construction d'un ouvrage tel que le tunnel de base du Mont Cenis, qui est caractérisé par l'unicité et la complexité de la réalisation qui aura, vraisemblablement, un poids significatif dans le domaine de la technique des constructions, souterraines en particulier, de la science des matériaux, de la sécurité et des équipements ferroviaires, ainsi que sur les réglementations spécifiques du secteur.

XII. Attività di ricerca e sviluppo

Nell'espletamento della propria missione TELT promuove la cultura e la diffusione del sapere tecnico, comunicando e dialogando con le più importanti realtà istituzionali ed accademiche, tecniche e culturali, sia a livello nazionale che internazionale.

Attraverso la collaborazione continua con le istituzioni e il territorio, la società si è impegnata nella promozione della cultura del progetto anche sotto l'aspetto della territorializzazione dell'opera, considerando una declinazione di tipo trasversale del concetto di infrastruttura, nei suoi aspetti fisici, economici, sociali, politici, culturali e delle interrelazioni con l'esistente, in una prospettiva di sostenibilità.

1. Rapporti con Università

A seguito della trasformazione del Promotore da LTF (incaricato degli studi e indagini) a TELT (responsabile della realizzazione dell'opera), la società si è orientata verso il potenziamento della collaborazione con i soggetti accademici operanti sul territorio, favorendo la cooperazione nell'ambito di progetti in partnership di interesse comune, nell'ottica di contribuire a massimizzare l'opportunità data dalla costruzione di un'opera quale il Tunnel di Base del Moncenisio, che si contraddistingue per eccezionalità e complessità di realizzazione e avrà, verosimilmente, un peso rilevante nel campo della tecnica delle costruzioni, in particolare in sotterraneo, della scienza dei materiali, della sicurezza e dell'impiantistica ferroviaria, oltre che sulla normativa specifica di settore.

TELT ha altresì contribuito ad attività formative e di

TELT a également contribué à la formation et à la croissance professionnelle des nouvelles générations, dans son domaine d'influence, en offrant la possibilité d'applications pratiques pour des études spécifiques telles que des thèses, des stages, des opportunités de communication technique et scientifique.

Les principales activités lancées ou en cours en 2015 sont indiquées ci-après :

- Etude d'évaluation de l'impact sur la santé de la Galerie de la Maddalena, grâce à un accord avec l'Université des études de Turin, Département des sciences de la santé publique de la Faculté de médecine (montant 242.000 € - période 2015/17).
- Recherches visant à la mise au point des méthodologies et des critères spécifiques pour l'évaluation et la gestion des risques professionnels pour la définition, la sélection et l'utilisation optimale en sécurité des techniques et des technologies de construction dans le cadre de l'utilisation envisagée et des installations de service associées avec l'approche prevention design, par le biais d'un contrat de recherche avec le Politecnico di Torino / Département Territoire (Montant 390.000 € - période 2013/16).
- Poursuite du programme de recherche sur les matériaux sulfatés dans le cadre de la Gestion et de l'Emploi des Matériaux d'Excavation (GEME), à travers une Convention de partenariat quadripartite entre TELT / IFSTTAR / VICAT / HOLCIM (Montant 130.000 € pour Telt - période 2016 / 18).
- Studio di valutazione di impatto sulla salute Galleria geognostica della Maddalena, attraverso una convenzione con l'Università degli studi di Torino Dipartimento di scienze della sanità pubblica Facoltà di Medicina (Importo € 242.000 – periodo 2015/17).
- Ricerche finalizzate alla messa a punto con approccio in prevention design di metodologie e criteri specifici di valutazione e gestione dei rischi occupazionali per la definizione , la selezione e l'impiego ottimale in sicurezza delle tecniche e tecnologie di cantiere nel contesto d'uso previsto, e degli associati impianti di servizio, attraverso un contratto di ricerca con il Politecnico di Torino / Dipartimento Territorio (Importo € 390.000 – periodo 2013/16).
- Prosecuzione del programma di ricerca sui materiali solfatati nel quadro della gestione e dell'impiego delle terre da scavo, attraverso l'impostazione di una convenzione di partenariato quadripartita tra TELT / IFSTTAR¹ / VICAT / HOLCIM (Importo € 130.000 per TELT – periodo 2016/18).

¹ IFSTTAR : Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

- Projet de nouvelle liaison ferroviaire Lyon-Turin. Analyse de l'action publique et des retombées socio-économiques attendues pour les territoires, dans le cadre d'une thèse de Master à l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées (Montant 4000 € - période 2015).
- Valorisation des ressources géothermiques du tunnel de base, nouvelle liaison ferroviaire Lyon-Turin, par la mise à point d'un contrat de recherche avec le Politecnico di Torino / Dép. Territoire et Départements d'énergie. Le contrat a été signé le 24 novembre 2015 (Montant 130.000 € - période 2016/17).
- Progetto del nuovo collegamento ferroviario Torino Lione : analisi dell'azione pubblica e delle ricadute socio economiche attese per il territorio, nell'ambito di una tesi di Master presso l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées (Importo € 4.000 – periodo 2015).
- Valorizzazione risorse geotermiche Tunnel di Base nuovo collegamento ferroviario Torino-Lione, attraverso l'impostazione di un contratto di ricerca con il Politecnico di Torino / Dipartimenti Territorio ed Energetica. Tale contratto, sottoscritto il 24 novembre 2015 (Importo € 130.000 – periodo 2016/17).

Au cours de l'année 2015, des projets de recherche / développement ont été montés dans le cadre des programmes suivants :

- TuFF (Tunnel For Formation) - Marie Curie project (Horizon 2020). Les bénéficiaires (partenaires professionnels et universitaires) du projet sont : Politecnico di Torino (IT), École des Ponts ParisTech (FR), University of Leoben (AT), Eidgenössische Technische Hochschule (CH), Ruhr-University Bochum (DE), İstanbul Teknik Üniversitesi (TUR), Geodata Engineering S.p.a (IT), SWS Engineering S.p.A. (IT). BBT et TELT ont adhéré à cette initiative, en collaboration avec 6 autres sociétés, dont "Mapei" et le "Centre d'étude de tunnels." A partir de 2017, et dans les 48 mois suivants si le projet est financé, la société offrira ses propres chantiers comme outil de formation d'excellence pour les experts en tunnels de demain, dans le programme de recherche destiné aux jeunes venant du Monde entier.
- GEOALP – Programme Alcotra. En partenariat

Nel corso dell'anno 2015 sono stati predisposti i progetti di ricerca/sviluppo nell'ambito dei seguenti programmi:

- TuFF (Tunnel For Formation) - Marie Curie project (Horizon 2020). I beneficiari (partner accademici e professionali) del progetto sono: Politecnico di Torino (IT), École des Ponts ParisTech (FR), University of Leoben (AT), Eidgenössische Technische Hochschule (CH), Ruhr-University Bochum (DE), İstanbul Teknik Üniversitesi (TUR), Geodata Engineering S.p.a (IT), SWS Engineering S.p.A. (IT). Sia TELT che BBT hanno aderito all'iniziativa, assieme ad altre 6 società tra cui «Mapei» e il «Centre d'étude de Tunnels». A partire dal 2017 e nei 48 mesi seguenti, se il progetto sarà finanziato, la società offrirà i propri cantieri come strumento formativo di eccellenza per i galleristi di domani nel programma di ricerca rivolto a giovani provenienti da tutto il Mondo.
- GEOALP – Programme Alcotra. In Partnership

avec le Politecnico di Torino (chef de file) et la Communauté de Turin, le projet vise à tester l'énergie géothermique du tunnel (en France et en Italie) en transformant son revêtement, et / ou les tirants, en échangeurs de chaleur. Cette approche expérimentale est complémentaire aux activités de recherche menées dans le cadre du contrat de recherche avec le Département du Territoire, pour l'exploitation des ressources géothermiques à partir de l'année 2016.

La présentation des dossiers de candidature est prévue pour Janvier 2016.

2. Benchmarking et Séminaires techniques, Conferences.

Au cours de l'année, TELT a organisé des rencontres sur le chantier et des séminaires techniques en collaboration avec les principaux partenaires italiens et internationaux, afin de partager les expériences et les bonnes pratiques nécessaires à la réalisation du projet.

A signaler en 2015, notamment :

- Le lancement des séminaires techniques avec BBT.

Les 26 et 27 novembre 2015 a eu lieu le premier séminaire technique conjoint entre TELT et BBT, une entreprise qui travaille pour construire une infrastructure avec des caractéristiques très similaires à celles du Tunnel du Mont Cenis et qui, comme TELT, a effectué avec succès la procédure de financement européen du Core Network Europe. Le séminaire a été l'occasion d'examiner certains des principaux aspects-clés des deux projets, tels que les caractéristiques de base, les réglementations, les

con il politecnico di Torino (capofila) e la Città Metropolitana di Torino, il progetto intende sperimentare lo sfruttamento dell'energia geotermica del tunnel (in Italia ed in Francia) trasformando il rivestimento della galleria, e/o dei tiranti, in scambiatori di calore. Tale approccio sperimentale risulta complementare all'attività di ricerca svolta nell'ambito del contratto di ricerca con il dipartimento del Territorio, per la valorizzazione delle risorse geotermiche, in avvio dal 2016.

La presentazione dei dossier di candidatura è prevista per gennaio 2016.

2. Bench marking e Seminari tecnici, Convegni

TELT ha organizzato nel corso dell'anno incontri presso il cantiere e seminari tecnici in collaborazione con le principali realtà italiane ed internazionali, al fine di condividere esperienze e acquisire le buone pratiche utili alla realizzazione del proprio progetto.

In particolare nell'anno 2015 si segnala:

- L'avvio dei Seminari tecnici con BBT.

In data 26-27 novembre 2015 si è svolto il primo seminario tecnico congiunto tra TELT e BBT, società che opera per realizzare un'infrastruttura dalle caratteristiche del tutto analoghe a quelle del Tunnel del Moncenisio e che, come TELT, ha intrapreso con successo la procedura di finanziamento europeo del Core Network Europe. Il seminario è stata l'occasione per approfondire alcuni degli aspetti chiave dei due progetti, quali le caratteristiche di base, normative di riferimento, procedure di affidamento,

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

procédures de passation des marchés, les procédures pour la réalisation, l'anti-mafia, le flux de financement et les coûts de l'ouvrage. Les séminaires se poursuivront au moins deux fois par an, dans les locaux des deux sociétés alternativement.

- La production de rapports et d'articles pour des revues professionnelles et des conférences

19-20 mars 2015 : Présentation à Innsbruck du projet et de son état d'avancement pendant les deux jours du TEN-T IN ACTION - Cross-border project implementation.

08 octobre 2015 : "Le bon choix pour l'utilisation du sol et du sous-sol dans les traversées alpines du nord-ouest de l'Italie le long du Corridor Méditerranéen» et «La liaison ferroviaire Lyon-Turin, exemple de projet participatif", TELT a raconté son expérience parallèlement lors de deux conférences organisées à Milan par le SIG et le groupe Lombardi.

22 et 23 octobre 2015 : Présentation d'un rapport et intervention à la conférence de Fastigi "Les Infrastructures majeures et la fonction stratégique des tunnels alpins". La publication est parue dans la revue scientifique *Galleries*.

procedure per la realizzazione, antimafia, flusso dei finanziamenti e costo dell'opera. I seminari proseguiranno con cadenza almeno semestrale, alternativamente presso le sedi dell'una e dell'altra società.

- Produzione di relazioni e articoli per riviste specializzate, e relazioni a convegni

19-20/03/2015: A Innsbruck presentazione del progetto e dello stato di avanzamento nell'ambito della due giorni TEN-T IN ACTION – Cross-border project implementation

08/10/2015: "Le scelte di buon uso del suolo e del sottosuolo negli attraversamenti alpini del nord ovest d'Italia lungo il Corridoio Mediterraneo" e "Il collegamento ferroviario Torino Lione, esempio di progettazione partecipativa", TELT ha raccontato la propria esperienza in contemporanea a due convegni organizzati a Milano da SIG e dal Gruppo Lombardi.

22 e 23/10/2015: Presentazione memoria e relazione per il convegno Fastigi "Le Grandi Infrastrutture e la funzione strategica dei Trafori Alpini". Segue pubblicazione sulla rivista scientifica *Galleries*.

XIII. Autres informations

1. Enquêtes et procédures judiciaires en cours

• TELT c/ SITAF:

Il s'agit d'un arbitrage ayant pour objet la demande d'indemnisation/dédommagement faite par la Sitaf au moyen d'un acte introductif d'instance daté du 3 mai 2012, estimant les pertes de péages pour la période du 25 mai 2011 au 31 août 2012 à la somme totale de 16.757.882,90 € (ou "*veriore accertanda*").

La Décision d'Arbitrage, déposée le 24 avril 2015, a rejeté la demande faite par la Sitaf. Les dépenses légales et de consultations sont supportées par chaque partie.

Le 13 janvier 2016 un acte de recours en annulation de la décision arbitrale a été notifié auprès de la Cour d'Appel de Turin. L'assignation indique la date de comparution au 16 juillet 2016. Toutes les demandes du recours à l'arbitrage sont reprises.

• TELT c/ DE LUCA:

Par décision 4573/2015, le Tribunal de Turin a acquitté l'écrivain Erri De Luca, poursuivi dans le cadre de l'infraction visée à l'art. 81 cpv, 414 alinéa 1, n° cp 1 et 2, pour avoir par plusieurs actions exécutives à dessein criminel, incité à commettre des délits et des contraventions au détriment de LTF et du chantier TAV LTF situé à La Maddalena dans la commune de Chiomonte. Dépenses légales compensées.

• TELT c/ PERINO, BELLONE E VAIR:

Par décision 112/2016, la Cour d'Appel de Turin, modifiant partiellement la décision de premier niveau, a confirmé la condamnation des requérants

XIII. Altre informazioni

1. Indagini e procedimenti giudiziari in corso

• TELT c/ SITAF:

Arbitrato avente ad oggetto la richiesta di risarcimento/indennizzo e comunque ristoro formulata da Sitaf nell'atto introduttivo del giudizio datato 3 maggio 2012, per le perdite di pedaggio nel periodo dal 25.05.2011 al 31.08.2012, per la somma complessiva € 16.757.882,90 (o quella *veriore accertanda*).

Il Lodo Arbitrale, depositato in data 24 aprile 2015, ha respinto la domanda formulata da Sitaf. Spese legali e di consulenza compensate.

In data 13.01.2016 è stato notificato atto di impugnazione del lodo arbitrale innanzi la Corte d'Appello di Torino. L'atto di citazione indica la data di comparizione del 16 luglio 2016. Sono riproposte tutte le domande del giudizio di arbitrato.

• TELT c/ DE LUCA:

Con la sentenza 4573/2015 il Tribunale di Torino ha assolto lo scrittore Erri De Luca imputato del reato di cui all'art. 81 cpv, 414 comma 1, nn 1 e 2 c.p. per avere con più azioni esecutive di un medesimo disegno criminoso, istigato a commettere delitti e contravvenzioni a danno di LTF e del cantiere TAV LTF in località La Maddalena a Chiomonte. Spese legali compensate.

• TELT c/ PERINO, BELLONE E VAIR:

con sentenza 112/2016 la Corte d'Appello di Torino, a parziale modifica della sentenza di primo grado, ha confermato la condanna degli appellanti

Perino, Vair et Bellone à des dommages-intérêts en faveur de TELT (LTF) pour avoir empêché l'exécution du sondage SS68 au mois de janvier 2010 tout en réduisant les montants car la non-exécution du sondage SS71 ne leur est pas imputable. La contrepartie ayant déjà versé la somme d'environ 220 000 euros conformément à la décision de premier niveau, il est nécessaire de restituer la différence, d'environ 105 000 euros.

Il n'y a pas d'autre contentieux à signaler.

2. Application de la réglementation Antimafia pour les contrats relevant du territoire italien

Au cours de l'année 2015, TELT a :

- exécuté environ 180 instructions en lien avec la procédure antimafia pour les appels d'offres et leurs sous-traitants (travaux, fournitures et services), aussi bien pour la galerie de La Maddalena que pour la rédaction du Projet Définitif,
- lancé la procédure de mise à jour du Protocole de Légalité souscrit en date du 11 septembre 2012, comme prévu au point 2.3 de la Délibération CIPE 19/2015 publiée au GURI S.O. n° 181 du 6 août 2015 concernant l'approbation du Projet Définitif de la Section Internationale - Partie Commune franco-italienne - Section Transfrontalière - Partie en territoire italien.

Les normes en vigueur en Italie en matière de procédures antimafia sont indiquées ci-après.

a) *Publication des appels d'offre*

Chaque appel d'offre publié est transmis au GITAV (Gruppo Interforze Tratta Alta Velocità) qui, de manière entièrement autonome, effectue une

Perino, Vair e Bellone al risarcimento dei danni in favore di TELT (già LTF) per aver impedito l'esecuzione del sondaggio SS68 nel gennaio del 2010, riducendo gli importi perchè non imputabile agli stessi anche la mancata esecuzione del sondaggio SS71. Poichè la controparte aveva già provveduto a versare l'importo di circa 220 mila euro in ottemperanza della sentenza di primo grado, si rende necessario restituire la differenza di circa 105 mila euro.

Non si segnalano ulteriori contenziosi.

2. Applicazione normativa Antimafia ai contratti eseguiti su territorio italiano

Nel corso del 2015 TELT ha:

- eseguito circa 180 istruttorie ai fini della procedura antimafia per gli appalti e relativi subappalti per lavori, forniture e servizi sia per il cunicolo La Maddalena che per la redazione del Progetto Definitivo;
- avviato l'iter per l'aggiornamento del Protocollo di Legalità sottoscritto in data 11/09/2012, come previsto al punto 2.3 della Delibera CIPE 19/2015 pubblicata sulla GURI S.O. n°181 del 6 agosto 2015 concernente l'approvazione del Progetto Definitivo della Sezione Internazionale - Parte Comune Italo-Francese - Sezione Transfrontaliera - Parte in territorio italiano.

Si riporta di seguito la disciplina vigente in Italia in materia di procedure antimafia.

a) *Pubblicazione bandi di gara*

Ogni bando di gara pubblicato viene inoltrato al GITAV (Gruppo Interforze Tratta Alta Velocità) che in maniera del tutto autonoma compie una ricerca

recherche sur les entreprises éventuelles et probables « qu'ils estiment » susceptibles d'être intéressées par les travaux prévus par l'offre.

L'ouvrage faisant partie du Programme des infrastructures stratégiques, les appels d'offre concernant le territoire italien indiquent aux entreprises l'existence du « Protocole d'entente visant à la prévention des tentatives d'infiltration de la criminalité organisée » conclu entre LTF, la Préfecture de Turin et les organisations syndicales, ainsi que toutes les actions et activités auxquelles elles seront soumises. Pour les ouvrages stratégiques et en vertu dudit Protocole, des normes plus restrictives sont prévues en matière de contrôles antimafia.

b) Lancement des contrôles antimafia

Les contrôles antimafia sont engagés avant la contractualisation d'un marché attribué, selon les modalités suivantes :

- Communication au GITAV du nom de l'entreprise retenue mais aussi des entreprises exclues ou non retenues
- Communication du nom de l'entreprise retenue à la DIA (Direction des Enquêtes Antimafia)
- Demande du dossier antimafia à la Préfecture, ce dossier étant le seul instrument de contrôle prévu. En vertu du point 3 de l'annexe à la délibération du CIPE 58/11 et du protocole de légalité mentionné plus haut (art.2, alinéa 2), la demande du "dossier d'information antimafia" est étendue à toute la filière des entreprises travaillant sur le chantier, sans distinction entre sa nature et le montant de l'attribution. Cela annule les effets de l'art. 91, alinéa 1, lettres a), b) et c) du Décret Législatif

sulle ipotetiche e probabili imprese "a loro note" che potrebbero essere interessate a partecipare alle lavorazioni previste dallo stesso.

Poiché l'opera è ricompresa nel Programma delle infrastrutture strategiche, nei bandi di gara afferenti lavori in territorio italiano le imprese vengono espressamente portate a conoscenza dell'esistenza del "Protocollo di intesa ai fini della prevenzione dei tentativi di infiltrazione della criminalità organizzata" sottoscritto tra LTF, Prefettura di Torino ed organizzazioni sindacali e di tutte le azioni ed attività previste alle quali saranno soggette. Per le opere strategiche e ai sensi del citato Protocollo sono previste norme più restrittive in materia di controlli antimafia.

b) Avvio controlli antimafia

A gara affidata, ma prima della contrattualizzazione, si avviano i controlli antimafia che consistono in:

- Invio del nominativo sia dell'impresa vincitrice che delle imprese escluse o non vincitrici al GITAV
- Invio del nominativo dell'impresa vincitrice alla DIA (Direzione Investigativa Antimafia)
- Richiesta dell'informazione antimafia alla Prefettura, in quanto è l'unico strumento di controllo previsto. Ai sensi del punto 3 dell'allegato alla delibera CIPE 58/11 e del citato protocollo di legalità (art.2, comma 2), la richiesta di "informativa antimafia" è estesa all'intera filiera operante in cantiere senza distinzione fra natura della stessa ed importo dell'affidamento. In questo modo viene meno quanto previsto all'art. 91, comma 1, lettere a), b), e c) del D.Lgs 159/11

159/11, tel que modifié et complété, qui fait au contraire la distinction entre le montant supérieur ou inférieur au seuil et la nature de l'attribution.

La préfecture peut émettre un avis négatif ou positif.

Par avis négatif de la préfecture on considère qu'il n'existe aucune cause d'infiltration criminelle, etc.

Cet avis est nommé « décharge », a une validité de 12 mois et est à nouveau demandé par TELT :

- Au terme des 12 mois ;
- Chaque fois que la forme sociétaire de l'entreprise subit un changement quel qu'il soit.

Par avis positif émanant de la Préfecture, on considère au contraire qu'il existe des causes d'infiltration criminelle, etc.

Cet avis est nommé "mesure d'interdiction" et retire à l'entreprise la possibilité de participer et/ou de contractualiser avec tout organisme public.

c) Contractualisation de l'adjudication

La contractualisation est mise en oeuvre selon le calendrier prévisionnel suivant :

Au-dessus du seuil

- Immédiatement après réception de l'avis négatif de la Préfecture ;
- 30 jours (plus éventuellement 45 jours) à dater de la présentation de la demande, en cas d'absence (donc retard de réception) de l'avis de la Préfecture ;
- Immédiatement après la date de présentation de la demande si le Maître d'œuvre fait une déclaration d'urgence (art. 92 alinéa 3 du Décret Législatif 159/11)

Au-dessous du seuil

- Immédiatement après réception de l'avis négatif

e s.m.i., che invece fa distinzione fra sopra e sotto soglia e natura dell'affidamento.

La prefettura può emettere un parere negativo o un parere positivo. Per parere negativo della prefettura si intende che non sussistono cause di infiltrazione malavitoso, ecc.

Tale parere è la c.d. "Liberatoria", ha una validità di 12 mesi e viene richiesta nuovamente da TELT:

- allo scadere dei 12 mesi;
- ogni qualvolta l'assetto societario dell'impresa subisce una variazione, qualunque essa sia.

Per parere positivo della prefettura, viceversa, si intende che sussistono cause di infiltrazione malavitoso, ecc.

Tale parere è la c.d. "Interdittiva" e preclude all'impresa la possibilità di partecipazione e/o contrattualizzazione con organi e soggetti pubblici.

c) Contrattualizzazione dell'affidamento

Si procede con la contrattualizzazione nel rispetto della seguente tempistica:

Sopra soglia

- subito dopo aver ricevuto parere negativo della Prefettura;
- dopo 30 gg. (più eventuali 45 gg.) dalla data di presentazione della richiesta, in assenza (ergo ritardo di ricevimento) del parere della Prefettura;
- subito dopo aver presentato richiesta per l'informativa antimafia se viene dichiarata, dal Direttore Lavori, l'urgenza dello stesso (art. 92 comma 3 del D.lgs.159/11).

Sotto soglia

- subito dopo aver ricevuto parere negativo della

de la Préfecture

- Immédiatement après la date de présentation de la demande du dossier d'information antimafia, sans préjuger de la réception ultérieure d'informations de la Préfecture pouvant entraîner la résiliation (point 1 de l'Annexe 2 « Clause Antimafia » de la Décision du CIPE 86/2010).

Si la mesure d'interdiction parvient avant la contractualisation :

- Il y a lieu d'appliquer ce qui est prévu à l'art.94 alinéa 1 du D.L. 159/11 : "Lorsque les sociétés ou entreprises intéressées présentent des causes de déchéance, de suspension ou d'interdiction telles qu'énoncées à l'art. 67, ou une tentative d'infiltration mafieuse telle que visée à l'art. 84, alinéa 4 et à l'art.91, alinéa 6, les organismes visés à l'art. 83, alinéas 1 et 2 auxquels sont fournies les informations antimafia ne peuvent ni stipuler, ni approuver ni autoriser les marchés ou sous-traitances, ni autoriser, délivrer ou permettre en aucune manière les concessions et les financements". Il n'est pas procédé à la contractualisation et, conformément à l'art. 5 alinéa 3 du protocole de légalité conclu le 11 septembre 2012 entre LTF et la Préfecture de Turin, la société est tenue de verser une pénalité à titre de remboursement forfaitaire des dommages, à hauteur de 10 %, sans préjudice d'un dommage supérieur (clause d'ores et déjà inscrite dans les marchés et appels d'offre).

Si la mesure d'interdiction parvient après la contractualisation :

- Il y a lieu d'appliquer ce qui est prévu à l'art. 94, alinéa 2 du D.L. 159/11 : "Si le préfet ne délivre

Prefettura;

- subito dopo aver presentato richiesta per l'informativa antimafia, ferma restando la successiva acquisizione delle informazioni prefettizie con gli eventuali effetti rescissori (punto 1 dell'allegato 2 "Clausola Antimafia" alla Delibera CIPE 86/2010).

Nel caso di ricezione dell'interdittiva prima della contrattualizzazione:

- trova applicazione quanto previsto all'art. 94 comma 1 del 159/11: "Quando emerge la sussistenza di cause di decadenza, di sospensione o di divieto di cui all'articolo 67 o di un tentativo di infiltrazione mafiosa, di cui all'articolo 84, comma 4 ed all'articolo 91, comma 6, nelle società o imprese interessate, i soggetti di cui all'articolo 83, commi 1 e 2 cui sono fornite le informazioni antimafia, non possono stipulare, approvare o autorizzare i contratti o subcontratti, né autorizzare, rilasciare o comunque consentire le concessioni e le erogazioni". In breve non si procede con la contrattualizzazione e si richiede alla stessa, come previsto dall'art. 5 comma 3 del protocollo di legalità dell'11 settembre 2012 tra LTF e Prefettura di Torino, il pagamento di una penale a titolo di liquidazione forfetaria dei danni nella misura del 10% salvo il maggior danno (clausola inserita già nei contratti e bandi di gara).

Nel caso di ricezione dell'interdittiva dopo la contrattualizzazione:

- trova applicazione quanto previsto all'art. 94, comma 2 del 159/11: "Qualora il prefetto non

pas l'information d'interdiction dans les délais prévus ou dans le cas de travaux ou de fournitures d'une extrême urgence tels qu'énoncés à l'art. 92 alinéa 3, dès lors que la présence d'une cause d'interdiction, telle qu'indiquée à l'art. 67, ou des éléments indiquant des tentatives d'infiltration mafieuse, tels qu'indiqués à l'art. 84 alinéa 4, et à l'art 91, alinéa 6, sont constatés après la souscription du marché, les organismes visés à l'art. 83, alinéas 1 et 2, sans préjudice des dispositions de l'alinéa 3, retirent les autorisations et les concessions ou résilient les marchés, excepté le paiement de la valeur des travaux déjà réalisés et le remboursement des frais encourus pour l'exécution du reliquat, dans les limites des utilités obtenues." Le contrat est résilié, en payant à l'entreprise le travail effectué jusqu'au moment considéré. L'alinéa 3 susmentionné prévoit, au cas où l'ouvrage serait en voie d'achèvement ou s'il y avait une fourniture de biens et services jugée essentielle pour la poursuite de l'intérêt public, la possibilité de faire terminer les travaux prévus par le marché et d'éloigner successivement l'entreprise du chantier. Reste en tout état de cause l'application de la pénalité de 10 % mentionnée au point précédent.

rilasci l'informazione interdittiva entro i termini previsti, ovvero nel caso di lavori o forniture di somma urgenza di cui all'articolo 92, comma 3 qualora la sussistenza di una causa di divieto indicata nell'articolo 67 o gli elementi relativi a tentativi di infiltrazione mafiosa di cui all'articolo 84, comma 4, ed all'articolo 91, comma 6, siano accertati successivamente alla stipula del contratto, i soggetti di cui all'articolo 83, commi 1 e 2, salvo quanto previsto al comma 3, revocano le autorizzazioni e le concessioni o recedono dai contratti fatto salvo il pagamento del valore delle opere già eseguite e il rimborso delle spese sostenute per l'esecuzione del rimanente, nei limiti delle utilità conseguite." In breve viene rescisso il contratto pagando all'impresa il lavoro fino a quel momento svolto. Il citato comma 3 prevede, nel caso in cui l'opera sia in corso di ultimazione ovvero, in caso di fornitura di beni e servizi ritenuta essenziale per il perseguimento dell'interesse pubblico, la possibilità di far finire le lavorazioni previste dal contratto e successivamente allontanare l'impresa dal cantiere. Rimane comunque prevista l'applicazione della penale del 10% di cui al precedente punto.

XIV. Faits marquants depuis la clôture de l'exercice

- ✓ Le 29 janvier 2016, installation de la Commission des Contrats.
- ✓ Le 8 février 2016, remise du premier prix et des mentions spéciales décernées par le Jury lors du "TELT CONTEST", concours pour la création du symbole de la Société, à Lyon, Musée des Confluences.
- ✓ Le 3 mars, installation du Service Permanent de Contrôle.
- ✓ Le 8 mars, sommet bilatéral franco-italien à Venise entre le Président de la République française François Hollande et le Premier Ministre italien Matteo Renzi, au cours duquel a été signé le protocole additionnel pour le lancement des travaux de la nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin, un ouvrage qualifié d'"essentiel" pour l'avenir des relations commerciales entre les deux pays. La certification des coûts (8,3 milliards d'euros) a été ratifiée et la mise en place d'une législation antimafia sur tous les chantiers en France et en Italie, une première en Europe, a été rendue possible.

XIV. Fatti di rilievo intervenuti dopo la chiusura dell'esercizio

- ✓ Il 29 gennaio 2016, installazione della Commisisione dei Contritti
- ✓ L'8 febbraio 2016, assegnazione del primo premio e delle menzioni decise dalla Giuria nel "TELT CONTEST", concorso per la creazione del logo della Società, a Lione, Musée des Confluences.
- ✓ Il 3 marzo, installazione del Servizio Permanente di Controllo
- ✓ L'8 marzo, vertice bilaterale italo-francese a Venezia tra il premier italiano, Matteo Renzi, e il presidente della repubblica francese, François Hollande, durante il quale è stato firmato il protocollo addizionale per l'avvio dei lavori dell'alta velocità Torino-Lione, ritenuta "opera essenziale" per il futuro dei rapporti commerciali tra i due paesi. E' stata ratificata la certificazione dei costi (8,3 miliardi di euro) e resa possibile, per la prima volta in Europa, l'applicazione transnazionale della normativa antimafia a tutti i cantieri in Francia e in Italia.

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

SECTION 2 – ETATS FINANCIERS

SEZIONE 2 – PROSPETTI CONTABILI

I. Bilan

I. Stato Patrimoniale

Actif / Attivo

Détail des postes / Dettaglio delle poste Montants en euros / Importi in euro	Valeurs brutes Valori lordi	Amort. e provisions Ammort. E svalutazioni	Valeurs nettes valori netti 31/12/15	Valeurs nettes valori netti 31/12/14
Immobilisations incorporelles / Immobilizzazioni immateriali				
Concessions, brevets, licences / Concessioni, brevetti, licenze	874.093	823.843	50.249	1.716
Autres immobilisations incorporelles / Altre immobilizzazioni immateriali	-	-	-	-
	874.093	823.843	50.249	1.716
Immobilisations corporelles / Immobilizzazioni materiali				
Installations techniques, matériel, outillage / Impianti tecnici, attrezzature	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles / Altre immobilizzazioni materiali	2.443.032	1.761.166	681.866	528.463
	2.443.032	1.761.166	681.866	528.463
Immobilisations financières / Immobilizzazioni finanziarie				
Autres immob. Financières, dépôts, cautions	35.480	-	35.480	56.314
Autre immobilizzazioni finanziarie, depositi cauzionali				
	35.480	-	35.480	56.314
Immobilisations en cours / Immobilizzazioni in corso				
Territoires APS APR Révisions sondages / Studi, APR, sondaggi	210.287.512	-	210.287.512	201.820.129
Ouvrages constructions / Opere costruzioni	616.590.320	-	616.590.320	536.331.521
	826.877.832	-	826.877.832	738.151.650
Avances et acomptes versés sur commandes				
Anticipi Acconti versati su immobilizzazioni				
Avances acomptes versés s/ co. Immobilisations corp.	28.032.567	-	28.032.567	11.690.898
Anticipi e acconti versati s/ordini. Immobilizzazioni corp.				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	858.263.003	2.585.009	855.677.994	750.429.041
TOTALE ATTIVO IMMOBILIZZATO				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Anticipi e acconti versati su ordini				
Avances acomptes versés s/ commandes / Anticipi e acconti versati su ordini	7.498	-	7.498	13.041
	7.498	-	7.498	13.041
Créances / Crediti				
Clients et comptes rattachés / Crediti verso clienti e conti collegati	0		0	0
Autres créances / Altri crediti	25.587.572	-	25.587.572	73.694.834
	25.587.572	-	25.587.572	73.699.749
Disponibilités / Disponibilità				
Disponibilités / Disponibilità	47.911.459	-	47.911.459	13.278.978
	47.911.459	-	47.911.459	13.278.978
Charges constatées d'avance / Ratei e risconti attivi				
Charges constatées d'avance / Ratei e risconti attivi	427.398	-	427.398	523.970
	427.398	-	427.398	523.970
TOTAL ACTIF CIRCULANT				
TOTALE ATTIVO CIRCOLANTE	73.933.927	-	73.933.927	87.515.738
TOTAL GENERAL				
TOTALE GENERALE	932.196.930	2.585.009	929.611.921	837.944.779

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

Passif / Passivo

Détail des postes / Dettaglio delle poste Montants en euros / Importi in euro	31/12/2015	31/12/2014
Capital / Capitale	1.000.000	1.000.000
Report à nouveau / Utili o perdite portati a nuovo		
Report à nouveau / Utili o perdite portati a nuovo	-137.507	-137.507
Réserves / Riserve	4.686	4.686
Résultat net de l'exercice / Risultato netto d'esercizio		
Résultat net de l'exercice / Risultato netto d'esercizio	-	-
Subventions d'investissements / Contributi in conto impianti	826.877.832	738.151.650
CAPITAUX PROPRES / PATRIMONIO NETTO	827.745.011	739.018.829
Provisions pour risques et charges / Fondi per rischi ed oneri		
Provisions pour litiges / Fondo per controversie		
Provisions pour risques et charges / Fondo per rischi	-	-
Indemnités de fin de contrats / Fondo trattamento di fine rapporto	270.540	231.649
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES / FONDI PER RISCHI ED ONERI	270.540	231.649
Dettes d'exploitation / Debiti d'esercizio		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés / Debiti verso fornitori e conti collegati	24.887.231	22.702.231
Dettes fiscales / Debiti tributari	864.282	26.697
Dettes sociales / Debiti verso istituti previdenziali	932.574	949.243
	26.684.087	23.678.171
Dettes sur immobilisations et autres dettes / Debiti su immobilizzazioni e altri debiti		
Dettes fournisseurs immobilisations comptes rattachés		
Debiti verso fournisseurs per immobilizzazioni e conti collegati	-	1.104
Autres dettes / Altri debiti	74.912.283	75.015.026
	74.912.283	75.016.130
Produits constatés d'avance / Ratei e risconti passivi		
Produits constatés d'avance / Ratei e risconti passivi	-	0
DETTES / DEBITI	101.596.369	98.694.301
TOTAL GENERAL / TOTALE GENERALE	929.611.921	837.944.779

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

II. Compte de Résultat

II. Conto Economico

Détail des postes / Dettaglio delle poste Montants en euros / Importi in euro	31/12/2015	31/12/2014
Production vendue sur prestations services / Ricavi da vendite e prestazioni di servizi		
Production vendue / Ricavi vendite	0	0
Production immobilisée / Incrementi su produzione immobilizzata	89.047.737	44.527.639
	89.047.737	44.527.639
Reprise sur amortissements et provisions / Utilizzo fondi + trasferimento di costi	0	0
Autres produits / Altri ricavi	66	139.563
TOTAL PRODUITS EXPLOITATION / TOTALE PROVENTI DI GESTIONE	89.047.803	44.667.202
Autres achats et charges externes / Costi per acquisti e servizi esterni		
Territoires APS, APR & révisions / Studi e progetti	-4.446.227	-6.932.165
Travaux préliminaires et sondages / Lavori preliminari	-72.572.048	-29.164.289
Personnel détaché / Personale distaccato	-1.540.583	-963.083
Autres fournitures diverses / Altri servizi	-5.243.722	-3.246.553
	-83.802.579	-40.306.090
Impôts taxes versements assimilés / Imposte tasse e versamenti assimilati	-220.130	-278.419
Charges de personnel / Costi per personale dépendente		
Salaires et traitements / Salari e stipendi	-3.273.091	-2.715.670
Charges sociales / Oneri sociali	-1.571.734	-1.203.997
	-4.844.825	-3.919.667
Dotations d'exploitation / Accantonamenti		
Dotations amortissements sur immobilisations / Ammortamenti su immobilizzazioni	-162.838	-131.852
Dotations provisions / Accantonamenti provvigioni	-	-
	-162.838	-131.852
Autres charges / Altri costi	-17.431	-31.174
TOTAL CHARGES EXPLOITATION / TOTALE COSTI DI GESTIONE	-89.047.803	-44.667.202
RESULTAT EXPLOITATION / RISULTATO DI GESTIONE	0	0
Autres intérêts et produits assimilés / Interessi attivi e ricavi assimilati		
Reprises sur provisions financières / Utilizzo di fondi	54.572	43.713
Différence positive change / Differenze positive di cambio	-	-
Transferts de charges financières / Trasferimento di oneri finanziari	-	-
	54.572	43.713
TOTAL PRODUITS FINANCIERS / TOTALE PROVENTI FINANZIARI	54.572	43.713
Intérêts charges assimilées / Interessi costi assimilati		
Dotations amortissements et provisions / Accantonamenti a fondi	-8	-98
Différence négatives change / Differenze negative di cambio	-	-
Transferts de produits financiers / Trasferimento di proventi finanziari	-54.563	-43.615
	-54.572	-43.713
TOTAL CHARGES FINANCIERES / TOTALE ONERI FINANZIARI	-54.572	-43.713
RESULTAT FINANCIER / RISULTATO DELLA GESTIONE FINANZIARIA	0	0
RESULTAT COURANT / RISULTATO CORRENTE	0	0
Produits exceptionnels sur opération de gestion / Ricavi straordinari su operazioni di gestione		
Produits exceptionnels sur opération en capital / Ricavi straordinari su operazioni in conto capitale	321.963	356
Transferts de charges exceptionnelles / Trasferimento costi straordinari	-	36.659
	321.963	37.014
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS/ TOTALE PROVENTI GESTIONE STRAORDINARIA	321.963	37.014
Charges exceptionnelles sur opération de gestion / Costi straordinari su operazioni di gestione		
Charges exceptionnelles sur opération en capital / Costi straordinari su operazioni in conto capitale	-54.972	-36.829
Transferts de produits exceptionnels / Trasferimento proventi straordinari	-	-186
	-266.992	-
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES / TOTALE ONERI GESTIONE STRAORDINARIA	-321.963	-37.014
RESULTAT EXCEPTIONNEL / RISULTATO DELLA GESTIONE STRAORDINARIA	0	0
Impôts / Imposte	-	-
RESULTAT NET / RISULTATO NETTO	0	0

SECTION 3 – NOTES D'EXPLICATION DU BILAN

I. Annexe comptable

TELT est une Société par actions simplifiée.

Le capital social est fixé à la somme de 1.000.000 €.

Il est divisé en 2000 actions de 500 € chacune.

Les actions sont réparties à parts égales (1000 actions) entre les deux actionnaires, l'État français et *Ferrovie dello Stato Italiane S.p.A*

II. Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice, clos le 31 décembre 2015, ont été établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, qui sont essentiellement ceux décrits ci-après.

1 Principes et méthodes comptables

a) Immobilisation des charges d'exploitation et de certaines charges financières et exceptionnelles

Compte tenu du cadre juridique décrit au présente annexe et des principes comptables retenus par ses associés dans le cadre de projets similaires, la Société immobilise dans la rubrique "Immobilisations en cours" les charges qu'elle encourt au titre de son activité.

Le coût de la production immobilisée est ainsi constitué des charges directes et indirectes de la Société, y compris les charges d'administration générale, certaines charges financières nettes et exceptionnelles nettes et les impôts payés par les deux établissements.

Les charges financières nettes et les charges exceptionnelles nettes ont fait l'objet d'une analyse afin d'apprécier leur caractère immobilisable.

SEZIONE 3 – NOTE ESPLICATIVE AL BILANCIO

I. Allegato contabile

TELT è una Società per azioni semplificata.

Il capitale sociale è fissato nell'importo di € 1.000.000.

È ripartito in 2000 azioni da € 500 ciascuna.

Le azioni sono ripartite in parti uguali (1000 azioni) tra i due azionisti Ferrovie dello Stato Italiane S.p.A. e lo Stato francese.

II. Principi, regole e metodi contabili

La contabilità relativa all'esercizio chiuso il 31 dicembre 2015 è stata tenuta conformemente ai principi contabili generalmente ammessi in Francia, i quali sono essenzialmente espressi come segue.

1 Principi e metodi contabili

a) Immobilizzazioni dei costi di esercizio e di alcuni costi finanziari e straordinari

Tenuto conto del quadro giuridico descritto nel presente allegato e dei principi contabili presi in considerazione dai propri soci nell'ambito di progetti simili, la Società immobilizza nel conto "Immobilizzazioni in corso" i costi sostenuti per la propria attività.

Il valore della produzione immobilizzata è costituito dagli oneri diretti e indiretti della Società, compresi i costi di amministrazione generale, vari costi finanziari netti ed eccezionali netti, e delle imposte pagate dalle due sedi.

I costi finanziari netti e i costi straordinari netti sono stati oggetto di un'analisi per valutare se questi dovrebbero essere immobilizzati.

Elles sont immobilisées à travers les comptes de transfert de produits et de charges financiers et exceptionnels.

Compte tenu de l'avancement du projet d'ensemble au 31 décembre 2015, les immobilisations en cours ainsi constituées ne sont pas amorties ou dépréciées et les subventions d'investissement qui s'y rattachent et inscrites en capitaux propres n'ont pas été rapportées au résultat.

Précisions relatives au changement de tracé situé en territoire italien.

Du fait de l'opposition locale italienne au projet, les travaux afférents à la galerie de Venaus en Italie avaient dû être suspendus en 2005. En 2011 et 2012, les activités liées à la nouvelle galerie de La Maddalena (qui se substitue à celle de Venaus) ont pu débiter avec, notamment, le début du creusement de la galerie à la fin du mois de novembre 2012.

En termes de coûts directs, les travaux déjà réalisés par TELT pour la galerie de Venaus figurent au bilan de la Société au 31 décembre 2015, pour un montant de 13,6 M€ en immobilisations en cours. Par ailleurs, une partie du coût des études APS et APR réalisées par TELT avant 2008, pour un montant total de 63,3 M€ au 31 décembre 2015, a concerné la partie italienne du projet, sans qu'il soit possible de déterminer une perte de valeur spécifique en lien avec le changement de tracé.

Du fait de la nature du projet d'ensemble conduit par la Société, aucun amortissement exceptionnel ou provision n'a été constitué à ce stade dans les comptes au 31 décembre 2015.

b) Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont comptabilisées

Sono quindi immobilizzati attraverso i conti di trasferimento dei proventi e oneri finanziari e straordinari.

Tenuto conto dell'avanzamento del progetto al 31 dicembre 2015, le immobilizzazioni in corso così costituite non sono ammortizzabili né deprezzabili ed i relativi contributi in conto impianti, iscritti nel patrimonio netto, non sono stati ripresi nel conto economico.

Precisazioni relative al cambiamento di tracciato sito in territorio italiano.

Data l'opposizione locale italiana al progetto, i lavori concernenti il cunicolo esplorativo di Venaus in Italia sono stati sospesi nel 2005. Nel 2011 e nel 2012, le attività legate al nuovo cunicolo de La Maddalena (che si sostituisce a quello di Venaus) hanno potuto iniziare, in particolare tramite l'avvio dello scavo della galleria alla fine del mese di novembre 2012.

In termini di costi diretti, i lavori già realizzati da TELT per il cunicolo esplorativo di Venaus sono iscritti nel bilancio della Società al 31 dicembre 2015, per un importo pari a 13,6 M€ nelle immobilizzazioni in corso. Inoltre, una parte dei costi relativi agli studi di APS/PS e APR/PD realizzati prima del 2008 da TELT, per un importo complessivo di 63,3 M€ al 31 dicembre 2015, riguarda la parte italiana del progetto, senza che risulti possibile determinare una perdita di valore specifico legato al cambiamento di tracciato.

Vista la natura del progetto globale condotto dalla Società, non è stato costituito nei conti al 31 dicembre 2015 nessun ammortamento straordinario, né accantonamento.

b) Contributi in conto impianti

I contributi in conto impianti sono iscritti in

selon le niveau d'avancement des travaux et études financés.

Cette méthode dite des "subventions méritées" est conforme à celle appliquée par l'un des anciens associés de la Société (RFF) et permet de proportionner la reconnaissance des subventions en capitaux propres aux coûts engagés et dans la limite des subventions accordées.

2 Intégration des éléments italiens

Le siège social de TELT SAS est situé à Chambéry, en France.

Au siège de Chambéry est rattachée l'antenne de Modane et, à l'établissement secondaire de Turin, l'antenne de Suse.

Compte tenu des règles comptables et fiscales en France et en Italie, la comptabilité relative aux opérations de l'établissement secondaire de Turin est tenue de façon autonome au cours de l'exercice.

Les comptes italiens sont intégrés mensuellement dans la comptabilité du siège de Chambéry, à l'issue de retraitements pour mise aux normes françaises.

Les retraitements concernent l'amortissement des immobilisations.

3 Capitaux Propres

Les ressources de la Société sont uniquement constituées de subventions d'investissement affectées à la réalisation de l'objet social de TELT, tel que défini à l'art. 6 du Traité franco-italien de Turin du 29 janvier 2001, et de produits liés à des prestations réalisées pour les associés ou pour des tiers.

TELT inscrit les subventions sur immobilisations en cours à la rubrique "capitaux propres". Les subventions acquises selon leurs modalités spécifiques

proportionne all'avanzamento dei lavori e degli studi finanziati.

Questo metodo detto delle "sovvenzioni meritate" è conforme con il metodo applicato da uno dei soci della Società (RFF) e consente di riportare l'iscrizione dei contributi in conto impianti nel patrimonio netto ai costi sostenuti e nei limiti dei finanziamenti concessi.

2 Integrazione degli elementi italiani

La sede sociale di TELT SAS è ubicata a Chambéry, in Francia.

Alla sede di Chambéry è collegata l'antenna di Modane e allo stabilimento secondario di Torino l'antenna di Susa.

La contabilità relativa alle operazioni dello stabilimento secondario di Torino è tenuta in modo autonomo nel corso dell'esercizio, tenendo conto delle norme contabili e fiscali in Italia e in Francia.

Le risultanze dei conti italiani vengono integrate mensilmente nella contabilità della sede di Chambéry, previa eventuale rettifica per uniformare le scritture alle norme francesi.

Le rettifiche riguardano l'ammortamento delle immobilizzazioni.

3 Patrimonio Netto

Le risorse della Società sono costituite unicamente da contributi in conto impianti destinati alla realizzazione dell'oggetto sociale di TELT, come definito dall'art. 6 del Trattato italo-francese di Torino del 29 gennaio 2001, e di ricavi per prestazioni rese ai soci o a terzi.

TELT iscrive le sovvenzioni su immobilizzazioni in corso alla voce "patrimonio netto". Le sovvenzioni acquisite secondo le loro specifiche regole di

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

d'attribution mais pour lesquelles les travaux et études financés n'ont pas encore été engagés à la clôture ne sont pas reconnues en capitaux propres sur l'exercice.

Les subventions accordées à TELT se présentent comme suit, selon leur origine :

- Les subventions accordées par le Ministère français des transports sont qualifiées de subventions d'investissement par la convention de financement signée entre TELT, l'État français et RFF le 15 octobre 2002 ;
- Les subventions accordées par l'AFITF (Agence de Financement des Infrastructures de Transport en France) sont qualifiées de subventions d'investissement par les conventions de financement signées entre l'État, l'AFITF, RFF et TELT le 11 juillet 2005 et le 15 septembre 2006 ;
- Les subventions accordées à RFF par l'Union européenne et reversées ensuite à la même date de valeur à TELT pour le financement du projet sont comptabilisées en tant que subventions d'équipement, compte tenu de la nature du projet
- Les appels de fonds réalisés par TELT envers RFI sont considérés symétriquement comme le reversement des subventions d'investissement perçues par RFI pour le compte de TELT, dans la limite des montants votés à la loi Programme italienne (« Contratto di Programma ») ;
- De même, les subventions accordées par le Comité Interministériel pour la Programmation Economique (CIPE) italien et versées directement par le Ministère italien des infrastructures et des transports sont qualifiées de subventions d'investissement.

attribuzione, ma per le quali i lavori e gli studi finanziati non sono ancora stati avviati, non sono riconosciute, alla chiusura del bilancio, nel patrimonio netto dell'esercizio.

Le sovvenzioni concesse a TELT sono presentate secondo la loro origine, come segue:

- Le sovvenzioni concesse dal Ministero francese dei trasporti sono qualificate di contributi in conto impianti nella convenzione di finanziamento firmata tra TELT, lo Stato francese e RFF il 15 ottobre 2002;
- Le sovvenzioni concesse dall'AFITF sono qualificate di contributi in conto impianti tramite le convenzioni di finanziamento firmate tra lo Stato, l'AFITF, RFF e TELT l'11 luglio 2005 e il 15 settembre 2006;
- Le sovvenzioni concesse a RFF dall'Unione europea e di seguito girate, con medesima valuta a TELT per il finanziamento del progetto, sono contabilizzate come contributi in conto impianti, tenuto conto della natura del progetto;
- Le richieste di fondi avanzate da TELT nei confronti di RFI sono considerate simmetricamente come l'accredito di contributi in conto impianti percepiti da RFI per conto di TELT nel limite degli importi stabiliti dal Contratto di Programma italiano;
- Allo stesso modo, le sovvenzioni concesse dal Comitato Interministeriale per la Programmazione Economica (CIPE) e versate direttamente dal Ministero italiano delle infrastrutture e dei trasporti sono definite come contributi in conto impianti.

A chaque clôture, TELT s'assure que l'ensemble des subventions méritées ainsi comptabilisées en capitaux propres a bien fait l'objet d'une autorisation d'octroi et que les travaux et études financés et immobilisés correspondent aux subventions octroyées et présentées en situation nette.

4 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production.

Elles sont constituées de logiciels amortis sur un an.

5 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Durée d'amortissement :

- Matériel et outillage industriel : 4 ans
- Matériel informatique et de bureautique : 4 ans
- Mobilier de bureau : 5 ans
- Installation agencement : 8 ans
- Matériel de transport : 4 ans

6 Immobilisations financières

Les dépôts et les cautions sont évalués à leur valeur nominale.

Le montant comptabilisé correspond principalement à la caution pour les locaux situés en Italie et en France.

7 Informations relatives aux dirigeants

Les rémunérations du Président et du Directeur Général sont fixées par le Conseil d'Administration.

Les autres administrateurs de la Société ne perçoivent pas de rémunération au titre de leur fonction.

8 Engagements pris en matière d'indemnité de départ des salariés

Les engagements auxquels TELT doit faire face en matière d'indemnités de départ en retraite des salariés

Ad ogni chiusura, TELT si assicura che l'insieme delle sovvenzioni meritate così contabilizzate in patrimonio netto sono state oggetto di un'autorizzazione di programma e che i lavori e gli studi finanziati ed immobilizzati corrispondono a sovvenzioni concesse e contabilizzate in patrimonio netto.

4 Immobilizzazioni immateriali

Le immobilizzazioni immateriali sono valutate al loro costo di acquisto o di produzione.

Sono costituite da software ammortizzato in un anno.

5 Immobilizzazioni materiali

Le immobilizzazioni materiali sono valutate al loro costo di acquisto o al loro costo di produzione.

Durata dell'ammortamento:

- Attrezzature industriali: 4 anni
- Materiale informatico e di ufficio: 4 anni
- Mobili di ufficio: 5 anni
- Adeguamento dei locali: 8 anni
- Mezzi di trasporto: 4 anni

6 Immobilizzazioni finanziarie

I depositi e le cauzioni sono valutati al loro valore nominale.

L'importo contabilizzato corrisponde principalmente alla cauzione per i locali situati in Italia e in Francia.

7 Informazioni relative ai dirigenti

La remunerazione del Presidente e del Direttore Generale è stabilita dal Consiglio di Amministrazione.

Gli altri amministratori della Società non percepiscono alcuna remunerazione a fronte della loro funzione.

8 Accantonamenti effettuati per indennità di fine rapporto

Gli impegni ai quali TELT deve fare fronte in materia di indennità di pensionamento dei dipendenti in attività

en activité en France, selon les modalités d'ancienneté et de catégories professionnelles fixées par les textes, ne font pas l'objet de provisions au bilan arrêté au 31 décembre 2015, eu égard à la faible ancienneté et à l'âge moyen des effectifs.

Les engagements « TFR » sont provisionnés pour les salariés italiens, comme imposé par la législation en vigueur.

Les dotations et reprises de provisions sur ces engagements sont comptabilisées en charges de personnel dans le compte de résultat de la Société.

9 Provisions pour risques et charges

a) *Risques fiscaux*

La Société a fait l'objet d'un redressement en mars 2003, relatif à la déductibilité de la TVA sur la totalité de ses charges taxables.

Toutefois, dans sa lettre du 15 mars 2004, la Direction des services fiscaux de la Savoie a reconnu *"le droit à déduction de la Société TELT, dans la mesure où elle conduit des études et travaux d'infrastructures préliminaires dont elle acquiert la propriété, et manifeste l'intention de les mettre à disposition, à titre onéreux, auprès de futurs utilisateurs de ces ouvrages. En conséquence, une décision totale est prononcée concernant les demandes de remboursement de crédits de TVA en attente"*.

La décision, notifiée par la CIG le 17 janvier 2013, de confier à TELT le rôle du Promoteur, lequel sera chargé de la réalisation et de l'exploitation de la future ligne ferroviaire, permet d'envisager à terme l'existence de recettes taxables selon des modalités à définir dans le cadre des deux législations nationales.

in Francia, secondo l'anzianità e la categoria professionale, non costituiscono accantonamenti nel bilancio chiuso il 31 dicembre 2015 vista l'irrisoria anzianità e l'età media dei dipendenti.

Tali impegni sono accantonati per i dipendenti italiani, come imposto dalla vigente legislazione.

Gli accantonamenti e riprese di provvigioni su questi impegni sono contabilizzati nei costi del personale nel conto economico della Società.

9 Accantonamenti per rischi e oneri

a) *Rischi fiscali*

La Società è stata oggetto di un controllo, nel mese di marzo 2003, relativo alla deducibilità dell'IVA francese (TVA) sull'insieme dei costi tassabili.

Tuttavia, nella sua lettera del 15 marzo 2004, la Direzione dei servizi fiscali della Savoia ha riconosciuto *"il diritto alla detraibilità alla Società TELT nella misura in cui conduce degli studi e lavori d'infrastrutture preliminari di cui acquista la proprietà e manifesta l'intenzione di mettere queste opere a disposizione, a titolo oneroso, ai futuri utilizzatori. Di conseguenza, una decisione totale è pronunciata per quanto riguarda le richieste di rimborso dei crediti di TVA in attesa"*.

La decisione, notificata dalla CIG il 17 gennaio 2013, di affidare a TELT il ruolo di Promotore, il quale sarà incaricato della realizzazione e della gestione del futuro collegamento ferroviario, permette, a termine, di considerare l'esistenza di ricavi tassabili secondo delle modalità da definirsi nel quadro delle legislazioni nazionali.

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

b) Autres provisions pour risques et charges

La société constitue des provisions pour risques et charges quand une obligation à l'égard d'un tiers devient probable ou certaine et que cette obligation provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

La Société peut notamment faire l'objet de réclamations dans le cadre de travaux ou marchés qu'elle confie à des tiers. A chaque clôture, la Société examine chacune de ces réclamations, dont certaines peuvent porter sur des montants significatifs.

Elle enregistre les provisions qui lui semblent nécessaires afin de couvrir les risques qu'elle estime probables à la clôture. La Société est confiante dans la qualité des estimations et provisions qu'elle enregistre, en reconnaissant toutefois que l'issue de ces réclamations pourra s'avérer différente de celle attendue.

10 Conversion des éléments en devises

Il n'a pas été constaté de créance ou de dettes importantes en monnaies étrangères à la clôture de l'exercice 2015.

11 Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires du collège des Commissaires aux comptes pour l'exercice 2015 correspond exclusivement au contrôle légal des comptes et s'élève à 79.000 € hors taxes et débours.

b) Altri accantonamenti per rischi e oneri

La società costituisce accantonamenti per rischi ed oneri quando un obbligo nei confronti di terzi diventa probabile o certo e quando tale obbligo possa provocare una spesa di risorse senza compenso almeno equivalente.

La Società può in particolare essere oggetto di riserve nell'ambito di lavori o contratti affidati a terzi.

Dopo ogni chiusura, la società esamina ognuna di queste riserve di cui una parte può riguardare importi rilevanti.

Essa registra le provvigioni che gli sembrano necessarie per coprire i rischi che ritiene probabili alla chiusura. La Società è fiduciosa nella qualità dei calcoli e provvigioni che registra, riconoscendo tuttavia che l'esito di queste riserve potrà rivelarsi diverso da quello atteso.

10 Conversione degli elementi in valuta

Non sono stati determinati crediti o debiti rilevanti in valute straniere alla chiusura dell'esercizio 2015.

11 Compensi dei Revisori dei conti

L'importo totale dei compensi del collegio dei Revisori dei conti per l'esercizio 2015, corrisponde esclusivamente al controllo legale dei conti e ammonta a 79.000 € oltre all'IVA e spese accessorie.

III. Compléments d'informations relatifs au bilan

ACTIF IMMOBILISE

L'augmentation du poste est presque entièrement due aux immobilisations en cours, passant d'un montant de 738,15 millions d'euros à fin décembre 2014 à 826,88 millions d'euros à fin décembre 2015, avec une variation pour l'année équivalant à 88,73 millions d'euros.

Les montants résiduels se réfèrent aux immobilisations incorporelles, corporelles et financières, 767.000 euros au 31/12/2015 (valeur nette respectivement de 50.000 euros, 682.000 euros et 35.000 euros).

Enfin les avances d'acomptes versés sur immobilisations équivalent à 28 millions d'Euros, correspondant surtout aux anticipations sur les travaux de la galerie de Saint Martin la Porte (22,9 millions d'euros).

ACTIF CIRCULANT

Créances, Disponibilités, Charges constatées d'avance

Les créances s'élèvent à 25,6 millions d'euros, relevant pratiquement des créances envers l'état et d'autres collectivités publiques de TVA, ainsi composés :

- coté France 4,8 M€ échéance à un an au plus
- coté Italie 20,5 M€ dont 19,6 M€ échéance à un an au plus et
- coté Italie 0,9 M€ échéance à plus d'un an

Le 20,5 millions de TVA italienne à fin 2015 se détaillent ainsi :

III. Complemento d'informazioni relative allo Stato Patrimoniale

ATTIVO IMMOBILIZZATO

L'incremento della voce rispetto al precedente esercizio è quasi totalmente connesso alle immobilizzazioni in corso, che passano da 738,15 milioni di euro al 31 dicembre 2014 a 826,88 milioni di euro al 31 dicembre 2015, con un incremento dell'anno pari a 88,73 milioni di euro.

Residuali sono le voci relative alle immobilizzazioni immateriali, materiali e finanziarie per 767 mila euro al 31/12/2015 (valore netto rispettivamente pari a 50 mila euro, 682 mila euro e 35 mila euro).

Infine gli acconti su immobilizzazioni sono pari a 28 milioni di Euro principalmente riferiti agli anticipi pagati nell'ambito dei lavori della galleria di Saint-Martin-la-Porte (22,9 milioni di euro).

ATTIVO CIRCOLANTE

Crediti, Disponibilità Liquide e Ratei e Risconti attivi

I crediti ammontano a 25,6 milioni di euro, quasi totalmente riferiti a crediti verso lo stato e altri organismi pubblici per IVA, così composti:

- lato Francia 4,8 ML€ scadenza entro 12 mesi
- lato Italia 20,5 ML€ di cui 19,6 ML€ scadenza entro 12 mesi
- lato Italia 0,9 ML€ scadenza oltre 12 mesi

I 20,5 ML€ di credito iva lato Italia al 31 dicembre 2015 si dettagliano come segue:

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

- 6,5 M€ pour crédit de TVA année 2014 demandés à remboursement en septembre 2015 et qui seront remboursés en mars 2016 ;
 - 7 M€, pour crédit de TVA année 2015, demandés à remboursement en février 2016 et qui seront remboursés à fin 2016 ;
 - 5,4 M€, relatifs à l'article 30 point 3 dpr 733/92, demandés à remboursement en février 2016 et qui seront remboursés fin 2016 ;
 - 0,7 M€, utilisables en compensation à toutes les typologies d'impôt pendant l'année 2016 ;
 - 0,9 M€ relatifs aux crédits de TVA des années précédentes, remboursables en compensation de facturation active ou grâce à la cession du crédit.
- 6,5 milioni relativi al credito iva anno 2014 chiesto a rimborso a settembre 2015 e che sarà rimborsato a marzo 2016;
 - 7 milioni di euro relativi al credito iva 2015 chiesto a rimborso a fine febbraio 2016 e che saranno rimborsati entro fine 2016;
 - 5,4 milioni di euro riferiti all'articolo 30 comma 3 dpr 733/92) chiesti a rimborso a fine febbraio 2016 e che saranno rimborsati entro fine 2016;
 - 0,7 milioni di euro utilizzabili annualmente in compensazione di tutte le tipologie di imposte che saranno utilizzati durante l'anno 2016;
 - 0,9 milioni di euro relativi a crediti iva relativi ad anni precedenti recuperabili in compensazione a fatturazione attiva o tramite cessione del credito.

Enfin, 19,6 M€ sur un total de 20,5 ML € seront remboursés / utilisés en 2016, correspondant à 96% du crédit de TVA.

Les disponibilités à fin 2015 s'élèvent à 47,9 millions d'euros, 41,8 millions d'euros sur les comptes italiens, 6,1 millions d'euros sur les comptes français.

A compléter l'actif circulant : 427.000 euros pour les produits constatés d'avances.

Pertanto del credito iva esistente lato Italia entro fine 2016 saranno rimborsati/utilizzati 19,6 milioni su 20,5 milioni totali pari al 96% del credito.

La disponibilità liquide ammontano a fine 2015 a 47,9 milioni di euro, 41,8 milioni di euro sui conti italiani, 6,1 milioni di euro sui conti francesi.

Infine a completamento dell'attivo circolante: 427 mila euro riferiti a ratei e risconti attivi.

PASSIF

Capitaux Propres

Le poste inclue :

- 1 million d'euros pour le capital
- 4,6 mille euros pour des réserves de capital
- 137,5 mille euros pour des pertes reportées à nouveau.

Enfin les subventions ont été incluses dans les Capitaux Propres pour un montant total de 826,87

PASSIVO

Patrimonio Netto

La voce include

- 1 milioni di euro riferito al capitale sociale
- 4,6 mila euro riferite a riserve di capitale sociale
- 137,5 mila euro riferite a perdite portate a nuovo

Infine la voce include i Contributi in conto impianti per 826,87 milioni di euro che vengono riclassificati nel

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

millions d'euros.

En annexe la composition du tableau de détail :

- 214,67 M€ subventions appelées France
- 219,63 M€ subventions appelées Italie
- 200,57 M€ subventions appelées UE France
- 230,58 M€ subventions appelées UE Italie
- 38,59 M€ pour subventions en attente de régularisation.

Patrimonio Netto.

In allegato la tabella di dettaglio composta come segue:

- 214,67 ML€ sovvenzioni richieste Francia
- 219,63 ML€ sovvenzioni richieste Italia
- 200,57 ML€ sovvenzioni richieste UE - Francia
- 230,58 ML€ sovvenzioni richieste UE - Italia
- 38,59 ML€ per sovvenzioni in attesa di regolarizzazione.

Provisions pour risques et charges

Le poste inclue l'indemnité de fin de carrière des salariés de la Société.

Pendant l'année, la provision est augmentée de 52.000 euros et a été réduite pour utilisations de 13.000 euros, portant la valeur à fin 2015 à 271.000 euros par rapport aux 232.000 euros à fin 2014.

Fondi per rischi ed oneri

La voce include il fondo di Trattamento di Fine Rapporto dei dipendenti della Società.

Nel corso dell'esercizio tale fondo si è incrementato per 52 mila euro a fronte di utilizzi per 13 mila euro portando il fondo a un valore di 271 mila euro a fine 2015 rispetto a 232 mila euro di fine 2014.

Dettes

Les dettes sont équivalent à 101,6 millions d'euros et sont composés par :

- 24,9 M€ dettes fournisseurs
- 0,86 M€ dettes fiscales
- 0,93 M€ dettes sociaux

Les dettes sont aussi composées « d'autres dettes » de 74,9 millions d'euros décomposées ainsi :

- 17,42 M€ pour le préfinancement Europe – France
- 18,59 M€ pour le préfinancement Europe – Italie
- 35,9 M€ pour les subventions en attente- Francia
- 2,69 M€ pour les subventions en attente – Italie
- 0,3 M€ pour les autres dettes.

Debiti

I debiti sono pari a 101,6 milioni di euro e risultano composti da:

- 24,9 ML€ per Debiti verso fornitori
- 0,86 ML€ per Debiti fiscali
- 0,93 ML€ per Debiti sociali

Inoltre la voce comprende altri debiti pari a 74,9 milioni di euro composti come segue:

- 17,42 ML€ relativi al prefinanziamento Europa - Francia
- 18,59 ML€ relativi al prefinanziamento Europa - Italia
- 35,9 ML€ per sovvenzioni in attesa - Francia
- 2,69 ML€ per sovvenzioni in attesa – Italia
- 0,3 ML€ per altri debiti.

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

Actif Immobilisé - Attivo Immobilizzato

Rubriques / Natura Montants en euros / Importi in euro	Valeurs brutes Valori Lordi 31/12/14	Augmentations Aumenti	Diminutions Diminuzioni	Valeurs brutes Valori Lordi 31/12/15
Immobilisations incorporelles / Immobilizzazioni immateriali				
Frais d'établissement : / Spese d'impianto :				
Autres / Altri :				
- France / Francia	451.033	52.809	-	503.842
- Italie / Italia	366.832	3.419	-	370.251
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	817.865	56.228	-	874.093
TOTALE IMMOBILIZZAZIONI IMMATERIALI				
Immobilisations corporelles / Immobilizzazioni materiali				
Installations agencements : / Impianti e adeguamento locali :				
- France / Francia	403.200	1.091	-	404.291
- Italie / Italia	532.710	54.958	-	587.668
	935.910	56.048	-	991.958
Matériel de bureau et informatique : / Macchine d'ufficio ed informatica :				
- France / Francia	181.467	1.893	-	183.360
- Italie / Italia	811.787	154.503	-	966.290
	993.254	156.397	-	1.149.651
Mobilier : / Mobili e arredi :				
- France / Francia	75.494	0	-	75.494
- Italie / Italia	129.826	96.103	-	225.929
	205.320	96.103	-	301.423
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2.134.484	308.548	-	2.443.032
TOTALE IMMOBILIZZAZIONI MATERIALI				
Immobilisations financières / Immobilizzazioni finanziarie				
- France / Francia	29.859	-	-	29.859
- Italie / Italia	26.455	-	-20.834	5.621
	56.314	-	-20.834	35.480
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	56.314	-	-20.834	35.480
TOTALE IMMOBILIZZAZIONI FINANZIARIE				
Immobilisations en cours de construction / Immobilizzazioni in corso di costruzione				
- Territoires / Territoires	30.622.984	3.753.619		34.376.603
- APS / APS	30.508.395	0		30.508.395
- APR / APR	66.558.404	0		66.558.404
- Sondages de substitution aux galeries / Sondages de substitution aux galeries	7.060.723	0		7.060.723
- Révisions APS/APR / Révisions APS/APR	67.069.623	5.989.924		73.059.547
- Descenderie Modane / Discenderia Modane	118.712.447	598.987		119.311.434
- Descenderie St-Martin / Discenderia St Martin	205.271.669	45.566.659		250.838.328
- Descenderie La Praz / Discenderia La Praz	91.798.483	36.856		91.835.339
- Galerie de la Maddalena / Galleria de La Maddalena	106.082.194	32.780.137		138.862.331
- Sondages géologiques / Sondaggi geologici	14.466.728	0		14.466.728
TOTAL IMMOBILISATIONS EN COURS	738.151.650	88.726.182	0	826.877.832
TOTALE IMMOBILIZZAZIONI IN CORSO				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE VALEURS BRUTES	741.160.313	89.090.958	-20.834	830.230.438
TOTALE ATTIVO IMMOBILIZZATO IMPORTI LORDI				

Rubriques / Natura Montants en euros / Importi in euro	Amortissements cumulés Ammortamenti Cumulati 31/12/14	Dotations Incrementi	Diminutions Decrementi	Amortissements cumulés Ammortamenti Cumulati 31/12/15
Immobilisations incorporelles / Immobilizzazioni immateriali				
Frais d'établissement : / Spese d'impianto :				
Autres / Altri :				
- France / Francia	450.826	4.628		455.454
- Italie / Italia	365.323	3.066	-	368.389
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	816.149	7.694	-	823.843
TOTALE IMMOBILIZZAZIONI IMMATERIALI				
Immobilisations corporelles / Immobilizzazioni materiali				
Installations agencements : / Impianti e adeguamento locali :				
- France / Francia	385.404	8.525		393.929
- Italie / Italia	406.458	38.542		445.000
	791.862	47.066	-	838.928
Matériel de bureau et informatique : / Macchine d'ufficio ed informatica :				
- France / Francia	172.108	2.278	-	174.386
- Italie / Italia	452.183	84.979	-	537.162
	624.291	87.257	-	711.548
Mobilier : / Mobili e arredi :				
- France / Francia	75.397	97		75.494
- Italie / Italia	114.471	20.725		135.196
	189.868	20.822	-	210.690
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1.606.021	155.145	-	1.761.166
TOTALE IMMOBILIZZAZIONI MATERIALI				
Immobilisations financières / Immobilizzazioni finanziarie				
- France / Francia				
- Italie / Italia				
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	-	-	-
TOTALE IMMOBILIZZAZIONI FINANZIARIE				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE AMORTISSEMENTS	2.422.170	162.839	-	2.585.009
TOTALE ATTIVO IMMOBILIZZATO E AMMORTAMENTI				

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

Evolution des subventions d'investissements - Evoluzione dei contributi in conto impianti

SUBVENTIONS INVESTISSEMENTS CONTRIBUTI IN CONTO IMPIANTI Montants en euros / Importi in euro	31/12/2014	Subventions appelées Sovvenzioni richieste 2015	31/12/2015
Ministère français des transports / Ministero francese dei trasporti	30.500.000	0	30.500.000
AFITF (Agence de financement des infrastructures de Transport en France) AFITF (Agenzia di finanziamento delle infrastrutture di trasporto in Francia)	133.346.000	50.829.048	184.175.048
UE France / UE Francia	200.570.581	0	200.570.581
Total subventions appelées France / Totale sovvenzioni richieste Francia	364.416.581	50.829.048	415.245.629
Ministère des infrastructures et des transports Italien Ministero delle infrastrutture e dei trasporti italiano	11.776.567	0	11.776.567
RFI (Italie) / RFI Italia	207.856.549	0	207.856.549
UE Italie / UE Italia	229.114.854	1.471.096	230.585.950
Total subventions appelées Italie / Totale sovvenzioni richieste Italia	448.747.970	1.471.096	450.219.066
Subvention méritée (+) / appelée non encore méritée (-) France Sovvenzione meritata (+) / richiesta non ancora meritata (-) Francia	-11.614.519	-6.945.416	-18.559.935
Subvention méritée (+) / appelée non encore méritée (-) UE France Sovvenzione meritata (+) / richiesta non ancora meritata (-) UE Francia	-14.217.807	-3.122.713	-17.340.520
Subvention appelée non encore méritée (-) Italie Sovvenzione richiesta non ancora meritata (-) Italia	-24.070.711	22.760.184	-1.310.527
Subvention appelée non encore méritée (-) UE Italie Sovvenzione richiesta non ancora meritata (-) UE Italia	-25.109.863	23.733.982	-1.375.881
TOTAL SUBVENTIONS INSCRITES EN CAPITAUX PROPRES TOTALE CONTRIBUTI CONTABILIZZATI NEL PATRIMONIO NETTO	738.151.652	88.726.182	826.877.833

Provisions - Accantonamenti

Natura / Nauture montants en euros / importi in euro	ouverture de l'exercice apertura dell'esercizio	Dotations Accantonamenti	Reprises Utilizzo dei fondi	Montants au Importi al 31/12/15
Provisions réglementées / Accantonamenti legali	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges Accantonamenti per rischi ed oneri				
Provisions pour litiges / Accantonamenti per oneri	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges / Accantonamenti per controversie	-	-	-	-
Provisions pour Indemnité de fin carrière/Accantonamenti per TFR	231.649	52.163	-13.271	270.540
TOTAL	231.649	52.163	-13.271	270.540
Provisions pour dépréciation / Accantonamenti per svalutazioni	-	-	-	-
TOTAL	231.649	52.163	-13.271	270.540

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

Actif Immobilisé - Attivo Immobilizzato

Rubriques / Natura Montants en euros / Importi in euro	Valeurs brutes Valori Lordi 31/12/14	Augmentations Aumenti	Diminutions Diminuzioni	Valeurs brutes Valori Lordi 31/12/15
Immobilisations incorporelles / Immobilizzazioni immateriali				
Frais d'établissement : / Spese d'impianto :				
Autres / Altri :				
- France / Francia	451.033	52.809	-	503.842
- Italie / Italia	366.832	3.419	-	370.251
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	817.865	56.228	-	874.093
TOTALE IMMOBILIZZAZIONI IMMATERIALI				
Immobilisations corporelles / Immobilizzazioni materiali				
Installations agencements : / Impianti e adeguamento locali :				
- France / Francia	403.200	1.091	-	404.291
- Italie / Italia	532.710	54.958	-	587.668
	935.910	56.048	-	991.958
Matériel de bureau et informatique : / Macchine d'ufficio ed informatica :				
- France / Francia	181.467	1.893	-	183.360
- Italie / Italia	811.787	154.503	-	966.290
	993.254	156.397	-	1.149.651
Mobilier : / Mobili e arredi :				
- France / Francia	75.494	0	-	75.494
- Italie / Italia	129.826	96.103	-	225.929
	205.320	96.103	-	301.423
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2.134.484	308.548	-	2.443.032
TOTALE IMMOBILIZZAZIONI MATERIALI				
Immobilisations financières / Immobilizzazioni finanziarie				
- France / Francia	29.859	-	-	29.859
- Italie / Italia	26.455	-	-20.834	5.621
	56.314	-	-20.834	35.480
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	56.314	-	-20.834	35.480
TOTALE IMMOBILIZZAZIONI FINANZIARIE				
Immobilisations en cours de construction / Immobilizzazioni in corso di costruzione				
- Territoires / Territoires	30.622.984	3.753.619		34.376.603
- APS / APS	30.508.395	0		30.508.395
- APR / APR	66.558.404	0		66.558.404
- Sondages de substitution aux galeries / Sondages de substitution aux galeries	7.060.723	0		7.060.723
- Révisions APS/APR / Révisions APS/APR	67.069.623	5.989.924		73.059.547
- Descenderie Modane / Discenderia Modane	118.712.447	598.987		119.311.434
- Descenderie St-Martin / Discenderia St Martin	205.271.669	45.566.659		250.838.328
- Descenderie La Praz / Discenderia La Praz	91.798.483	36.856		91.835.339
- Galerie de la Maddalena / Galleria de la Maddalena	106.082.194	32.780.137		138.862.331
- Sondages géologiques / Sondaggi geologici	14.466.728	0		14.466.728
TOTAL IMMOBILISATIONS EN COURS	738.151.650	88.726.182	0	826.877.832
TOTALE IMMOBILIZZAZIONI IN CORSO				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE VALEURS BRUTES	741.160.313	89.090.958	-20.834	830.230.438
TOTALE ATTIVO IMMOBILIZZATO IMPORTI LORDI				

Rubriques / Natura Montants en euros / Importi in euro	Amortissements cumulés Ammortamenti Cumulati 31/12/14	Dotations Incrementi	Diminutions Decrementi	Amortissements cumulés Ammortamenti Cumulati 31/12/15
Immobilisations incorporelles / Immobilizzazioni immateriali				
Frais d'établissement : / Spese d'impianto :				
Autres : / Altri :				
- France / Francia	450.826	4.628		455.454
- Italie / Italia	365.323	3.066	-	368.389
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	816.149	7.694	-	823.843
TOTALE IMMOBILIZZAZIONI IMMATERIALI				
Immobilisations corporelles / Immobilizzazioni materiali				
Installations agencements : / Impianti e adeguamento locali :				
- France / Francia	385.404	8.525		393.929
- Italie / Italia	406.458	38.542		445.000
	791.862	47.066	-	838.928
Matériel de bureau et informatique : / Macchine d'ufficio ed informatica :				
- France / Francia	172.108	2.278	-	174.386
- Italie / Italia	452.183	84.979	-	537.162
	624.291	87.257	-	711.548
Mobilier : / Mobili e arredi :				
- France / Francia	75.397	97		75.494
- Italie / Italia	114.471	20.725		135.196
	189.868	20.822	-	210.690
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1.606.021	155.145	-	1.761.166
TOTALE IMMOBILIZZAZIONI MATERIALI				
Immobilisations financières / Immobilizzazioni finanziarie				
- France / Francia				
- Italie / Italia				
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	-	-	-
TOTALE IMMOBILIZZAZIONI FINANZIARIE				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE AMORTISSEMENTS	2.422.170	162.839	-	2.585.009
TOTALE ATTIVO IMMOBILIZZATO E AMMORTAMENTI				

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

Evolution des subventions d'investissements - Evoluzione dei contributi in conto impianti

SUBVENTIONS INVESTISSEMENTS CONTRIBUTI IN CONTO IMPIANTI Montants en euros / Importi in euro	31/12/2014	Subventions appelées Sovvenzioni richieste 2015	31/12/2015
Ministère français des transports / Ministero francese dei trasporti	30.500.000	0	30.500.000
AFITF (Agence de financement des infrastructures de Transport en France) AFITF (Agenzia di finanziamento delle infrastrutture di trasporto in Francia)	133.346.000	50.829.048	184.175.048
UE France / UE Francia	200.570.581	0	200.570.581
Total subventions appelées France / Totale sovvenzioni richieste Francia	364.416.581	50.829.048	415.245.629
Ministère des infrastructures et des transports Italien Ministero delle infrastrutture e dei trasporti italiano	11.776.567	0	11.776.567
RFI (Italie) / RFI Italia	207.856.549	0	207.856.549
UE Italie / UE Italia	229.114.854	1.471.096	230.585.950
Total subventions appelées Italie / Totale sovvenzioni richieste Italia	448.747.970	1.471.096	450.219.066
Subvention méritée (+) / appelée non encore méritée (-) France Sovvenzione meritata (+) / richiesta non ancora meritata (-) Francia	-11.614.519	-6.945.416	-18.559.935
Subvention méritée (+) / appelée non encore méritée (-) UE France Sovvenzione meritata (+) / richiesta non ancora meritata (-) UE Francia	-14.217.807	-3.122.713	-17.340.520
Subvention appelée non encore méritée (-) Italie Sovvenzione richiesta non ancora meritata (-) Italia	-24.070.711	22.760.184	-1.310.527
Subvention appelée non encore méritée (-) UE Italie Sovvenzione richiesta non ancora meritata (-) UE Italia	-25.109.863	23.733.982	-1.375.881
TOTAL SUBVENTIONS INSCRITES EN CAPITAUX PROPRES TOTALE CONTRIBUTI CONTABILIZZATI NEL PATRIMONIO NETTO	738.151.652	88.726.182	826.877.833

Provisions - Accantonamenti

Natura / Nauture montants en euros / importi in euro	ouverture de l'exercice apertura dell'esercizio	Dotations Accantonamenti	Reprises Utilizzo dei fondi	Montants au Importi al 31/12/15
Provisions réglementées / Accantonamenti legali	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges Accantonamenti per rischi ed oneri				
Provisions pour litiges / Accantonamenti per oneri	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges / Accantonamenti per controversie	-	-	-	-
Provisions pour Indemnité de fin carrière/Accantonamenti per TFR	231.649	52.163	-13.271	270.540
TOTAL	231.649	52.163	-13.271	270.540
Provisions pour dépréciation / Accantonamenti per svalutazioni	-	-	-	-
TOTAL	231.649	52.163	-13.271	270.540

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

Etat des échéances des créances - Situazione delle scadenze dei crediti

Année / Anno 2015

CREANCES / CREDITI montants en euros / importi in euro	Montant Brut Importo Lordo	Échéances à un an au plus scadenze entro 12 mesi	Échéances à plus d'un an scadenze oltre 12 mesi
Créances de l'actif immobilisé / Crediti dell'attivo immobilizzato			
Capital souscrit non appelé / Capitale sottoscritto e non versato	-	-	-
Créances rattachées / Crediti collegati	-	-	-
Autres / Altri	-	-	-
Créances de l'actif circulant / Crediti dell'attivo circolante			
Créances clients et comptes rattachés / Crediti verso clienti e collegati	-	-	-
Associés / Soci	-	-	-
Etat et autres collectivités publiques / Stato e altri enti pubblici (1)	25.269.878	24.402.871	867.007
Autres / Altri (2)	317.694	317.694	-
Capital souscrit appelé, non versé industriels			
Capitale sottoscritto richiamato non versato		-	-
TOTAL / TOTALE	25.587.572	24.720.565	867.007

(1) Dont : TVA à un an au plus / (1) Di cui TVA entro 12 mesi	4.771.818
IVA à un an au plus / IVA entro 12 mesi	19.631.053
IVA à plus d'un an / IVA oltre 12 mesi	867.007
	25.269.878

Année / Anno 2014

CREANCES / CREDITI montants en euros / importi in euro	Montant Brut Importo Lordo	Échéances à un an au plus scadenze entro 12 mesi	Échéances à plus d'un an scadenze oltre 12 mesi
Créances de l'actif immobilisé / Crediti dell'attivo immobilizzato			
Capital souscrit non appelé / Capitale sottoscritto e non versato	-	-	-
Créances rattachées / Crediti collegati	-	-	-
Autres / Altri	-	-	-
Créances de l'actif circulant / Crediti dell'attivo circolante			
Créances clients et comptes rattachés / Crediti verso clienti e collegati	4.916	4.916	-
Associés / Soci	-	-	-
Etat et autres collectivités publiques / Stato e altri enti pubblici (1)	20.258.359	15.620.125	4.638.234
Autres / Altri (2)	53.436.475	53.436.475	-
Capital souscrit appelé, non versé industriels			
Capitale sottoscritto richiamato non versato		-	-
TOTAL / TOTALE	73.699.749	69.061.515	4.638.234

(1) Dont : TVA à un an au plus / (1) Di cui TVA entro 12 mesi	1.784.795
IVA à un an au plus / IVA entro 12 mesi	13.831.939
IVA à plus d'un an / IVA oltre 12 mesi	4.638.234
autres créances / altri crediti	3.391
	20.258.359

(2) Dont débiteurs Etats/AFITF/UE (Subv. d'investissement à recevoir) Di cui debitori Stati/AFITF/UE (Sovvenzioni d'investimento da ricevere)	43.597.145
- Solde subv UE France au titre du programme lancé en 2012	
- Saldo sov UE Francia a titolo del programma avviato nel 2012	4.307.450
- Subv 50% UE Italie au titre du programme lancé en 2013	
- Sovv 50% UE Italia a titolo del programma avviato nel 2013	34.731.445
- Solde subv UE Italie au titre du programme lancé en 2012	
- Saldo sov UE Italia a titolo del programma avviato nel 2012	4.558.250

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

Etat des échéances des des dettes - Situazione delle scadenze dei debiti

Année / Anno 2015

DETTES / DEBITI montants en euros / importi in euro	Montant Brut Importo Lordo	Échéances à un an au plus scadenze entro 12 mesi	Échéances à plus d'un an scadenze oltre 12 mesi
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont : Prestiti e debiti verso istituti di credito di cui :			
- à un an au maximum / - entro 12 mesi	-	-	-
- à plus d'un an à l'origine / - oltre 12 mesi in origine	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés Debiti verso fornitori e conti collegati	24.887.231	24.887.231	-
Dettes fiscales et sociales / Debiti fiscali e sociali (1)	1.796.856	1.796.856	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Debiti relativi alle immobilizzazioni e conti collegati	-	-	-
Autres dettes / Altri debiti (2)	74.912.283	74.912.283	-
Produits constatés d'avance / Ratei e risconti	-	-	-
TOTAL / TOTALE	101.596.369	101.596.369	-

(1) Dont : Dettes fiscales / Di cui : debiti fiscali	864.282
Dettes sociales / debiti sociali	932.574
(2) Dont : subvention en attente Italie	
(2) Di cui : sovvenzione in attesa Italia	2.686.408
subvention en attente France	
sovvenzione in attesa Francia	35.900.454
prefinancement Europe France / prefinanziamento Europa - Francia	17.423.536
prefinancement Europe Italie / prefinanziamento Europa - Italia	18.592.464

Année / Anno 2014

DETTES / DEBITI montants en euros / importi in euro	Montant Brut Importo Lordo	Échéances à un an au plus scadenze entro 12 mesi	Échéances à plus d'un an scadenze oltre 12 mesi
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont : Prestiti e debiti verso istituti di credito di cui :			
- à un an au maximum / - entro 12 mesi	-	-	-
- à plus d'un an à l'origine / - oltre 12 mesi in origine	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés Debiti verso fornitori e conti collegati	22.702.231	22.702.231	-
Dettes fiscales et sociales / Debiti fiscali e sociali (1)	975.940	975.940	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Debiti relativi alle immobilizzazioni e conti collegati	1.104	1.104	-
Autres dettes / Altri debiti (2)	75.015.026	75.015.026	-
Produits constatés d'avance / Ratei e risconti	-	-	-
TOTAL / TOTALE	98.694.301	98.694.301	-

(1) Dont : Dettes fiscales / Di cui : debiti fiscali	26.697
Dettes sociales / debiti sociali	949.243
(2) Dont : subvention en attente Italie	
(2) Di cui : sovvenzione in attesa Italia	49.180.573
subvention en attente France	
sovvenzione in attesa Francia	25.832.327

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

DÉCOMPOSITION DU SOLDE DES DETTES ENVERS LES FOURNISSEURS AU 31 DÉCEMBRE 2015

DETTAGLIO DEL SALDO DEI DEBITI VERSO I FORNITORI AL 31 DICEMBRE 2015

Les dettes envers les fournisseurs de TELT classées par échéances, peuvent se détailler ainsi à la fin de l'exercice 2015 :

Alla chiusura dell'esercizio 2015, i debiti verso i fornitori di TELT presentati a seconda della scadenza di pagamento, possono dettagliarsi come segue:

	2015	2014
Dettes non échues Debiti non scaduti	15.868.343	6.288.564
Dettes échues depuis moins de 60 jours Debiti scaduti da non oltre 60 giorni	333.582	365.616
Dettes échues depuis plus de 60 jours Debiti scaduti da oltre 60 giorni	221.520	2.040.663
Total Factures non parvenues Totale Fatture da ricevere	8.463.786	14.007.388
Total dettes fournisseurs Totale debiti verso fornitori	24.887.230	22.702.231

IV. Compléments d'informations relatifs au compte de résultat

1. Production immobilisée

TELT a pour objet la réalisation des études et travaux préliminaires du tunnel pour la nouvelle liaison ferroviaire Lyon-Turin.

En conséquence, à la fin de chaque exercice et sauf exception, TELT inscrit en immobilisation en cours la totalité des charges d'exploitation, des charges financières nettes ainsi que des charges exceptionnelles nettes. En application de ces dispositions, en 2015, TELT a inscrit 88.726.182 € en production immobilisée.

Le résultat de l'exercice est donc nul.

2. Crédit-bail

La Société n'avait aucun contrat de crédit-bail en 2015.

3. Charge d'impôt

Les impôts et taxes dus en France et en Italie (220 mille euros) sont classés en "impôts et taxes" dans le compte de résultat et sont immobilisés.

En détail :

- IRES Italie à 151 mille euros
- IRAP Italie à 28. mille euros
- autres impôts à 41 mille euros

4. Risques de change

La Société réalise la quasi-totalité de ses opérations en euros et est peu exposée au risque de change.

IV. Complemento d'informazioni relative al conto economico

1. Produzione immobilizzata

TELT ha per oggetto la realizzazione degli studi e dei lavori preliminari del tunnel per il nuovo collegamento ferroviario Torino-Lione.

Di conseguenza, alla fine di ogni esercizio e salvo eccezioni, TELT registra in immobilizzazioni in corso la totalità dei costi di esercizio, degli oneri finanziari netti e dei costi straordinari netti. In applicazione di queste disposizioni, nel 2015, TELT ha iscritto € 88.726.182 in produzione immobilizzata.

Il risultato dell'esercizio è quindi nullo.

2. Beni in leasing

La Società non disponeva di alcun contratto di leasing nel 2015.

3. Imposte

Le imposte e tasse dovute in Italia e in Francia (220 mila euro) sono classificate alla voce "imposte e tasse" del conto economico e vengono capitalizzate.

Nel dettaglio:

- IRES Italia a 149 mila euro
- IRAP Italia a 28 mila euro
- altre imposte a 41 mila euro

4. Rischi dovuti al cambio

La Società realizza la quasi totalità delle sue attività in euro e non è sostanzialmente esposta ai rischi dovuti al cambio.

5. Eléments exceptionnels

Les éléments exceptionnels enregistrés en 2015 sont constitués essentiellement par des charges sur exercices antérieurs.

6. Personnel et masse salariale

Au 31 décembre 2015, les charges de personnel pour l'exercice s'élèvent à 4.884.825 € et 1.540.583 € pour le personnel mis à disposition par SNCF, FS, RFI et Italferr.

Concernant le coût du personnel, on note une augmentation entre 2014 et 2015. Ce résultat est la conséquence de l'augmentation des effectifs observée sur 2015, la société passant de 53 personnes au 31 décembre 2014 à 77 personnes au 31 décembre 2015 (+45%).

Le coût moyen unitaire pour le personnel salarié passe de 84.4 k€ en 2014 à 87.9 k€ en 2015.

5. Elementi straordinari

Gli elementi straordinari registrati nel 2015 sono costituiti essenzialmente da costi su esercizi precedenti.

6. Personale e monte salari

Al 31 dicembre 2015, i costi del personale per l'esercizio ammontano a € 4.884.825 per il personale dipendente e € 1.540.583 per il personale distaccato da SNCF, FS, RFI e Italferr.

Per quanto riguarda il costo del personale, si nota un aumento tra il 2014 e il 2015. Tale risultato è causato dall'aumento delle risorse della società a fine 2015, passando da 53 persone al 31 dicembre 2014 a 77 persone al 31 dicembre 2015 (+45%).

Il costo medio unitario per il personale dipendente passa da 84.4 k€ nel 2014 a 87.9 k€ nel 2015.

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

V. Autres informations significatives

- Engagements pris :

A la clôture de l'exercice 2015, TELT a engagé des marchés d'études, de travaux, et liés au fonctionnement de la Société pour un montant total d'environ 1.145,8 M€, dont 826,9 M€ ont été immobilisés.

- Engagements reçus :

A la clôture de l'exercice 2015, TELT a obtenu autorisations d'engagements des Etats français et italien pour un montant de 1.256,65 M€, correspondant au programme 2001-2015 entériné par le CA pour la nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin, répartis comme suit :

♦ Programme 2002 :	98,00 M€
♦ Programme 2003 :	129,00 M€
♦ Programme 2004 :	32,00 M€
♦ Programme 2005 :	165,00 M€
♦ Programme 2006 :	76,42 M€
♦ Programme 2007 :	94,08 M€
♦ Programme 2008 :	71,50 M€
♦ Programme 2009 :	50,01 M€
♦ Programme 2010 :	108,17 M€
♦ Programme 2011 :	17,55 M€
♦ Programme 2012 :	39,97 M€
♦ Programme 2013 :	36,20 M€
♦ Programme 2014 :	276,15 M€
♦ Programme 2015 :	62,60 M€

Total **1 256,65 M€**

VI. Altre informazioni rilevanti

- Impegni presi:

Alla data di chiusura dell'esercizio 2015, TELT ha impegnato contratti per studi e lavori, o legati al funzionamento stesso della Società, per un importo complessivo pari a circa 1.145,8 M€, di cui 826,9 M€ sono già stati immobilizzati.

- Impegnati rilevati:

Alla data di chiusura dell'esercizio 2015, TELT ha ottenuto autorizzazioni per impegni di spesa da parte degli Stati italiano e francese per un importo pari a 1.256,65 M€, che corrisponde al programma 2001-2015 approvato dal CdA per la nuova linea ferroviaria Torino-Lione, ripartite come segue:

♦ Programma 2002 :	98,00 M€
♦ Programma 2003 :	129,00 M€
♦ Programma 2004 :	32,00 M€
♦ Programma 2005 :	165,00 M€
♦ Programma 2006 :	76,42 M€
♦ Programma 2007 :	94,08 M€
♦ Programma 2008 :	71,50 M€
♦ Programma 2009 :	50,01 M€
♦ Programma 2010 :	108,17 M€
♦ Programma 2011 :	17,55 M€
♦ Programma 2012 :	39,97 M€
♦ Programma 2013 :	36,20 M€
♦ Programma 2014 :	276,15 M€
♦ Programma 2015 :	62,60 M€

Totale **: 1.256,65 M€**

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

Sur ce montant, TELT a perçu 865,5 M€ sur l'actif immobilisé de 826,9 M€.

Ces subventions ne pourront être versées qu'à hauteur de la valeur des études et travaux réalisés par TELT.

Su quest'importo, sono stati versati a TELT 865,5 M€ su 826,9 M€ immobilizzati.

Queste sovvenzioni non potranno superare l'importo totale degli studi e lavori effettivamente realizzati da TELT.

Passifs éventuels :

A la clôture du 2015, la Société ne connaît pas de passifs potentiels pour lesquels il est nécessaire de constituer une provision.

Eventuali passività:

Alla data di chiusura dell'esercizio non si conoscono passività eventuali per le quali è necessario iscrivere a Bilancio una rettifica di valore negativa.



Croisement entre Tunnel de Base et Rameau logistique / Incrocio tra Tunnel di Base e Ramo logistico

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN SAS

SECTION 4 – RAPPORT GÉNÉRAL DES

COMMISSAIRES AUX COMPTES – RAPPORT SPÉCIAL

SEZIONE 4 – RELAZIONE GENERALE DEI REVISORI

AI CONTI – RELAZIONE SPECIALE

PRICEWATERHOUSECOOPERS Audit

20 rue Garibaldi
69451 LYON CEDEX 06

DELOITTE & ASSOCIES

Immeuble Higashi
106 cours Charlemagne
69002 LYON

Tunnel Euralpin Lyon Turin (TELT)

Société par Actions Simplifiée

1091 avenue de la Boisse
73000 CHAMBERY

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2015

Aux associés,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société TUNNEL EURALPIN LYON TURIN (TELT), tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe II "Principaux événements de l'exercice" de l'annexe aux comptes annuels. Cette note présente les développements intervenus en 2015 qui confortent les valeurs comptables des actifs et passifs de la société.

II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

Le paragraphe IV "Principes, règles et méthodes comptables" de l'annexe aux comptes annuels expose les principes et méthodes comptables utilisés par la société depuis sa création. En particulier, la note 1. a) de ce paragraphe présente les modalités d'immobilisations des charges engagées dans le cadre de la construction du tunnel. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes annexes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

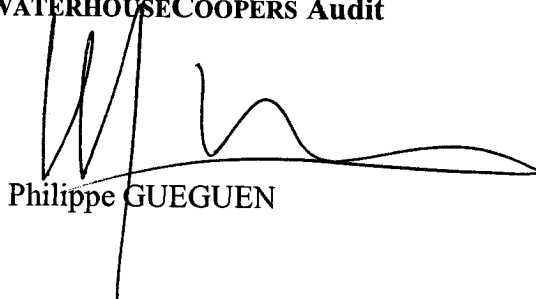
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

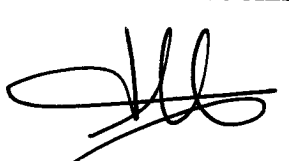
Lyon, le 1er avril 2016

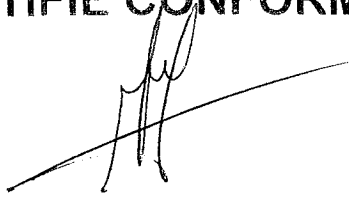
Les commissaires aux comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS Audit


Philippe GUEGUEN

DELOITTE & ASSOCIES


Nathalie LORENZO CASQUET



TUNNEL EURALPIN LYON TURIN

Société par Actions Simplifiée
au capital de 1.000.000 Euros
Siège social : 1091 avenue de la Boisse
BP 80631
F-73006 CHAMBERY

PROCES VERBAL

4^{ème} ASSEMBLEE GENERALE DE TELT

- ASSEMBLEE EN VISIOCONFERENCE -

18 avril 2016

L'an deux mille seize,
le dix-huit avril,

Les associés de la société TUNNEL EURALPIN LYON TURIN, société par actions simplifiée au capital de 1 000 000 euros, divisé en 2 000 actions d'une valeur nominale de 500 euros chacune, dont le siège social est sis 1091, avenue de la Boisse – BP 80631 – 73006 Chambéry Cedex se sont réunis à Paris (Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer – Tour Séquoia – Salle R1B) et à Rome (Siège des Ferrovie dello Stato Italiane S.p.A. – salle n. 216) en visioconférence pour délibérer de l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

1. Approbation des comptes annuels de TELT et affectation du résultat de l'exercice 2015 (article 19.2 des Statuts) - *Rapport financier, rapports des commissaires et projets de résolutions 1 à 3*
2. Modification de l'article 17 des statuts de TELT - *résolution n° 4*
3. Divers

Sont présents :

- Etat français
représenté par **Monsieur François POUPARD**
Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer
propriétaire de 1 000 actions
ci..... 1 000 actions
- Ferrovie dello Stato Italiane (FS S.p.A.)
représentée par **Monsieur Renato MAZZONCINI qui a donné délégation**
à M. Roberto MANNOZZI
propriétaire de 1 000 actions
ci..... 1 000 actions

Total des parts 2 000 actions




Tunnel Euralpin Lyon
Turin
Société par Actions

Siège social :
1091 avenue de la Boisse
BP 80631

Etablissement
secondaire :
Via P. Borsellino, 178



Les deux actionnaires possédant ensemble la totalité des actions composant le capital social de la société étant présents, l'Assemblée est apte à délibérer.

La séance est présidée par Monsieur Hubert du MESNIL, Président de TELT SAS, conformément à l'article 20.2 des Statuts.

PREMIERE RESOLUTION
(point 1 de l'ordre du jour)

Lors du Conseil d'Administration du 22 mars 2016, les administrateurs de TELT ont, par délibération n°3, arrêté les comptes sociaux de l'exercice comptable 2015 de TELT et autorisé leur transmission aux Associés (Etat français et Ferrovie dello Stato Italiane).

Le Président a adressé aux Associés pour leur approbation les comptes annuels de l'exercice comptable 2015 de la Société (rapport financier 2015).

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels, approuve dans toutes leurs parties le rapport du Conseil d'administration et les comptes de l'exercice du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 tels qu'ils ont été présentés.

Elle approuve, en conséquence, les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports et donne aux administrateurs quitus de leur mandat pour l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION
(point 1 de l'ordre du jour)

Le résultat de l'exercice étant nul, l'Assemblée générale précise que son affectation n'est pas requise.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION
(point 1 de l'ordre du jour)

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes, en prend acte purement et simplement.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION
(point 2 de l'ordre du jour)

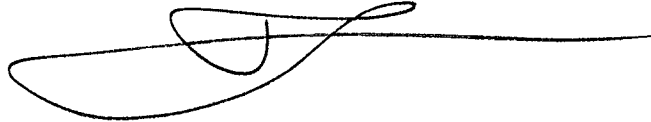
Vu la délibération n° 4 du Conseil d'Administration du 22 mars 2016, l'assemblée des actionnaires de TELT SAS approuve la modification des Statuts de la Société (article 17).

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

De tout ce qui précède, il a été adressé, en deux exemplaires originaux, le présent procès-verbal qui a été signé par les Associés.

ETAT FRANCAIS

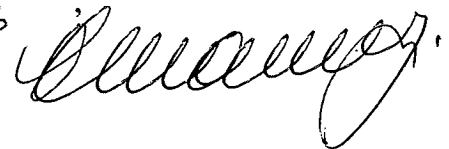
Représenté par François POUPARD
Directeur Général des Infrastructures
Ministère de l'Environnement, de l'Energie
et de la Mer



FERROVIE DELLO STATO ITALIANE

Représentée par Renato MAZZONCINI
Administrateur Délégué de FS S.p.A.

SU DELEGA' DEBITAMENTE RILASCIATA
DALL' AMMINISTRATORE DELEGATO
RENATO MAZZONCINI L'11 A-
PRILE 2016



CERTIFIE CONFORME 03 MAI 2016

